

Concordances des temps

Chroniques sur l'actualité du passé

L'obsession de la « désinformation »

« L'Allemagne est une usine à mensonges ! » s'exclamait-on en 1916, mais les Français n'hésitaient pas non plus à tenter de corrompre les journaux d'outre-Rhin. La désinformation avait une longue tradition... et un bel avenir.

par Jean-Noël Jeanneney

Le ministre actuel des armées, M. André Girard, a sommé l'Assemblée nationale, en évoquant la tribune « une forme de mensonge jusqu'à l'indéfinissable », expliquant : « Le terrorisme ne se déclare plus seulement par des actions violentes, telles que des attentats ou des meurtres, mais aussi par des actions insidieuses de désinformation, utilisant toutes les ressources des canaux médiatiques. Il détourne à son profit le formidable pouvoir qu'offre l'ubiquité et l'instantanéité de l'information et cherche ainsi à désorganiser le fonctionnement de ce qui constitue l'un des piliers de la vie politique des démocraties, à savoir le débat et l'expression publique. Ses actions de désinformation visent à perturber les relations internationales, à affaiblir le fonctionnement des alliances, à atténuer la volonté et l'esprit de défense. Elles cherchent à décourager l'opinion et à inciter à des attitudes de renoncement, plutôt qu'à des attitudes de résistance. Nous devons considérer qu'il s'agit là, désormais, d'un nouveau chapitre de la défense. »

Et M. Girard annonça bientôt la naissance d'un observatoire de la désinformation, destiné à organiser la contre-offensive : « Il s'agit de ce que j'ai appelé la « guerre des médias ». Pour nous prémunir contre les actions de désinformation qui s'appuient sur les lignes de forces des déséquilibres internationaux, il faut que nous en démontrions le mécanisme avec l'aide des professionnels compétents et que nous mettions au point ce que j'ai appelé les armements et les logiciels de la guerre médiatique. »

Indépendamment, cette guerre médiatique ? La désinformation, oui. Mais la chose, point ! Lisant ces déclarations, j'ai songé à proposer au ministre une épigraphe pour sa déclaration d'intention : l'exclamation d'Alphonse Aulard, le célèbre historien de la Révolution, s'écriant au creux de la Grande Guerre, dans le Journal du 12 octobre 1916 : « L'Allemagne est une usine à mensonges ! »

Je ne sais si les enseignements du premier conflit mondial, à cet égard, parviendront à rassurer un peu M. Girard ou s'il craindra qu'ils nous endorment au chaud de rapprochements illusoire. Mais enfin ils valent un regard.

Le général Serrigny, proche collaborateur de Pétain, écrivait après la victoire, dans le même Journal, le 16 février 1920 : « L'âme des foules ne se remue-t-elle pas au gré des désirs du gouvernement ? L'Etat peut et doit manier le sentiment public, suivant les besoins de sa politique. » Qu'il le souhaite, je le veux bien : qu'il le doive, peut-être ; mais qu'il le puisse ? Je suis, à cet égard, plus sceptique que le général Serrigny.

DANS les deux camps, entre 1914 et 1918, on exagérait démesurément l'efficacité de la propagande occulte des autres pays chez soi, et éventuellement la sienne propre chez les autres. D'où découle un flot d'argent dépensé. D'où naît l'obsession de jouer de la vénalité qu'on prête aux plumes étrangères pour les guider vers la complaisance d'un défaitisme stérile. Les résultats sont le plus souvent infimes. Mais toutes sortes de mécanismes psychologiques et politiques aboutissent à en cacher la médiocrité lamentable. Ainsi peut continuer de fonctionner la machine qu'alimentent de fantasmes calculés une foule d'intermédiaires s'engraissant de la naïveté des gouvernements.

Le procès, en 1918, du fameux Bolo Pacha, agent de l'ennemi (et ami proche de l'imprudent Joseph Caillaux, pour le malheur ultérieur de celui-ci !),

fournit à cet escroc qui n'avait plus rien à perdre et qu'attendait le poteau l'occasion de s'étonner sardoniquement de la crédulité des Allemands, qui s'étaient laissés tondre par toutes sortes d'agents, habiles à manier le vent et à les persuader de leur génie corrupteur. Au premier rang, le fameux khédive Abbas II Hilmi, qui, après avoir été déposé par les Anglais à la fin de 1914, se mit au service de Berlin en échange de beaucoup d'or, proposant l'influence imaginaire de son réseau de complices familiaux. Bolo, à la barre, dit son étonnement en ces termes : « La bande de chats maigres qui était autour du khédive avait trouvé moyen de battre monnaie sur le dos de l'Allemagne (...). Je ne peux arriver à comprendre comment les Allemands ont pu se laisser prendre. Il se serait agi d'acheter le Temps, le Figaro, l'Homme libre, la Guerre sociale ! Autant vouloir prendre la lune avec les dents ! (1) » En cours de route, régulièrement, l'argent s'égare dans des poches avides. Et les actions souterraines de corruption n'aboutissent qu'à quelques effets minuscules. On ne réussit à stipendier que des feuilles (la Bonnet rouge...) qui ont un tirage à peu près confidentiel et qui sont en tout cas bien incapables de modifier en rien l'esprit public, donc de peser sur l'issue de la guerre.

Le même mécanisme, exactement le même, s'observe en sens inverse, de la France vers l'Allemagne, dans l'affaire de la *Kölnische Zeitung* (2). Cas typique. Il s'agit d'un grand journal catholique rhénan, fondé en 1860, de longue date installé dans l'estime de sa région, et influent. Au début de 1918, à l'initiative de l'attaché militaire français à La Haye, le général Boucaille (les Pays-Bas étaient neutres), le gouvernement Clemenceau prête attention à des propositions faites à notre légation par un citoyen hollandais, nommé Fritz Domsdorf. Celui-ci se fait fort d'organiser la corruption des responsables de la *Kölnische Zeitung*, de telle sorte que ce quotidien se fasse l'avocat des thèses françaises sur l'Alsace-Lorraine et sur les conditions de la paix future. Plusieurs rencontres ont lieu au couvent de Tüllburg. Soutanes, clôtures et encens : une atmosphère de la Belphegor est ainsi créée par l'intervention dans le jeu du Père Domsdorf, frère du sous-marin et missionnaire du Sacré-Cœur de Jésus.

Les impératifs du silence

Les sages réticences du ministre de France à La Haye, Allizé, sont balayées par l'attaché militaire et par l'envoyé spécial du gouvernement français que Clemenceau dépêche en Hollande, l'ancien ministre Marc Réville. Tout se passe comme si, du côté français, les services concernés éprouvaient le besoin frénétique de se trouver utiles et, du coup, ravalement leur sens critique au-dessous de la ligne du raisonnable. Les références de l'intermédiaire sont incertaines. La somme demandée, toute considérable qu'elle soit, paraît mesquine par rapport à l'enjeu. Les chemins de la transaction en Allemagne restent incertains : qu'importe ! on a si passionnément envie d'aboutir !

Que croyez-vous donc qu'il advint ? La chose la plus naturelle du monde, au moins aux yeux de l'observateur distancié : dans les colonnes de la *Kölnische Zeitung*, rien ne changea. Jusqu'à l'armistice du 11 novembre, on n'y discerna pas la moindre inflexion dans la gallophobie affichée. La légation française finit par s'inquiéter. Le 2 novembre 1918, quelques jours avant l'Armistice, Fritz Domsdorf obtint un passeport pour se rendre à Cologne et se faire,

promit-il, expliquer la situation. Puis il s'évanouit dans la nature. Les archives, depuis cette date, n'ont pas gardé trace de lui. A titre de commission, il avait empoché 15 000 francs — à l'époque, l'équivalent d'un an de traitement d'un ministre plénipotentiaire français de première classe... — et 400 000 marks, à destination du journal... évaporés !

Avant sa disparition, pour gagner du temps, Domsdorf expliqua à ses dupes que le motif de leur déception tenait à la « surveillance extrêmement sévère de la censure allemande ». On attendait aux limites du cocasse pur, dans ces affaires, quand les agents brodent sur le thème suivant : « Vous observez la publication que je suis censé corrompre. Oui, oui ! Je le sais bien, vous constatez qu'elle persévère dans ses positions. Oui, oui ! Mais c'est tout naturel ! Et vous ne devez pas vous en étonner. Car si les responsables modifiaient ostensiblement la ligne du journal, ils inspireraient des soupçons, seraient probablement démasqués, et l'évolution ultérieure promise deviendrait du coup évidemment impossible. » En somme : « En discutant notre ton contre vous, nous déguisons mieux le fait que vous nous avez achetés, fait qui, comme, ferait naturellement espérer toute l'opération... » Et ainsi aboutit-on à l'inverse de ce pour quoi l'on a été stipendié, dans l'idée qu'un jour, plus tard, on pourra changer ! Pendant ce temps, l'argent coule à flots et les intermédiaires, pour reprendre un terme du jargon des « distributeurs de publicité », à l'époque, « étouffent » — autrement dit, détournent les fonds à leur seul profit.

Ajoutons cet effet supplémentaire que le secret épais, qui est intrinsèque à ces actions, conduit à compartimenter strictement les initiatives, avec cette conséquence souvent repérée et décrite : la rivalité des différents services concernés, qui agissent sans se tenir mutuellement au courant et, par là, se neutralisent les uns les autres.

DANS ces affaires, la simple raison s'incarne vite devant les impératifs du silence, et le simple bon sens est rare, tel celui de ce ministre de France en Suède qui écrivait au Quai d'Orsay, dès le mois d'août 1914, pour le dissuader de tout effort financier dans la presse de son pays : « Trois journaux de Stock-

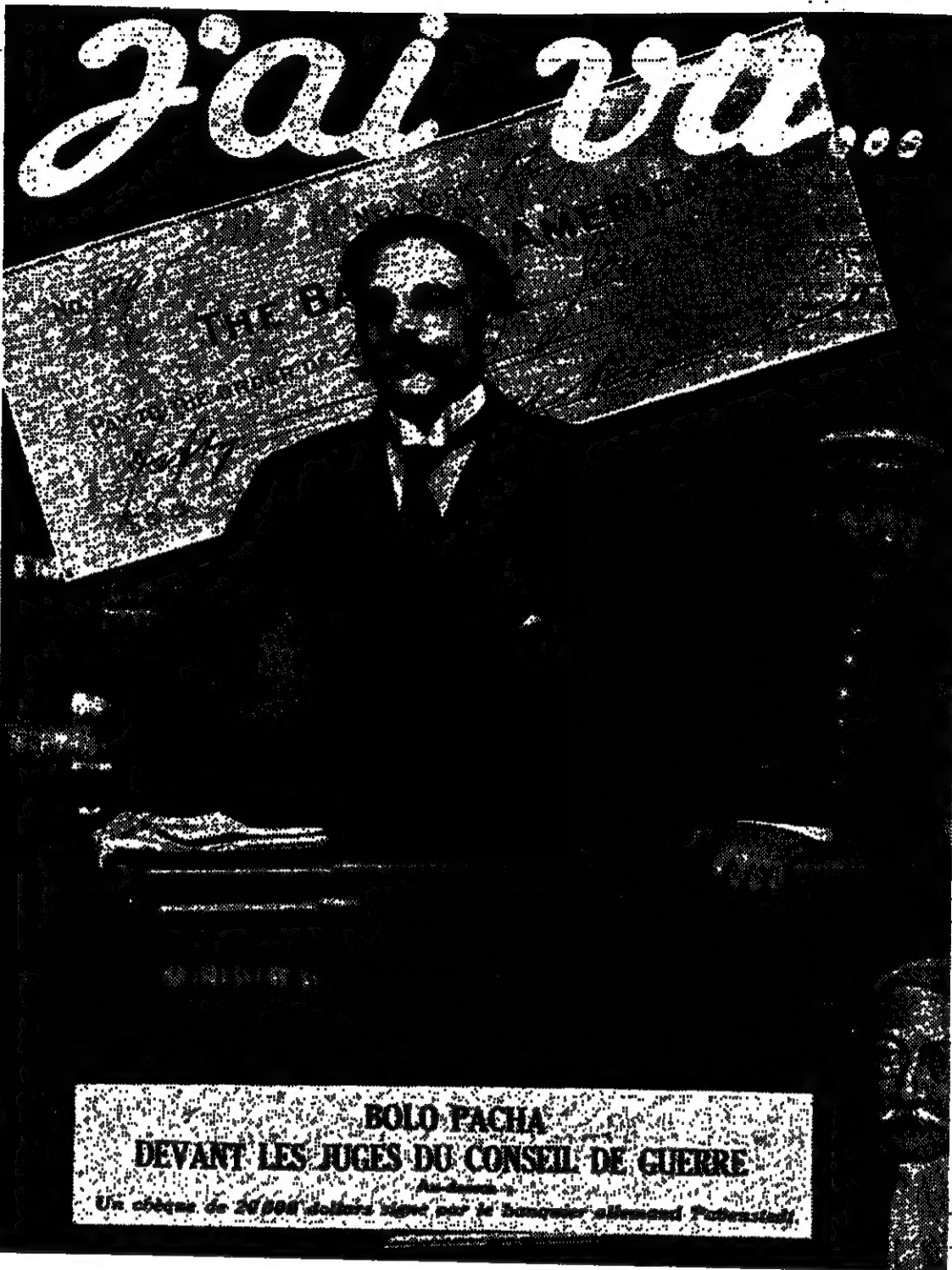
holm sont ouvertement pro-allemands. Les journaux radicaux ou socialistes pencheraient plutôt vers nous... (mais sans croire à la victoire française). Une « subvention » ne pourrait être accordée « qu'à un journal de deuxième ordre », dont l'influence déjà médiocre deviendrait nulle dès qu'il serait soupçonné d'avoir été acheté. Et la sagesse ingénue du ministre conclut : « La meilleure propagande serait une victoire décisive ! (3) »

Ainsi fonctionne le royaume de la naïveté... Je n'ai pas voulu, le décrivant, nier la possibilité de toute action de « désinformation » ou de « contre-désinformation ». Il est sûr qu'en temps de paix les risques sont moindres et, par conséquent, l'efficacité moins aléatoire. Les journaux radicaux — ils pullulaient en France avant 1914 et dans l'entre-deux-guerres — ne risquent plus le poteau, à peine le discrédit. Les archives de l'ambassade de Grèce à Londres et Paris ont révélé de puissants effets de corruption dans la presse française, au moment de la discussion du traité de Versailles, afin de peser contre les Turcs, dans l'esprit des négociateurs (4). Il reste que même alors le résultat est difficile à mesurer et ne peut guère être démontré, d'ordinaire, que sur des points techniques, à la marge.

La force d'une presse libre

L'HISTOIRE devrait suggérer aux responsables d'aujourd'hui de ne guère croire aux « coups » réussis dans ce champ, ni aux siens ni à ceux des autres. Et de réserver pour d'autres interventions les moyens matériels et humains dont une démocratie dispose pour organiser sa propagande et son rayonnement culturel. S'il est vain presque toujours de prétendre à peser sur les attitudes à court terme par le détour des médias, il est pertinent de chercher à modifier sur la longue durée les mentalités et les images collectives que chaque nation se construit des autres, à

Demain : le tsar, Gorbatchev et le désarmement



La grève des mines

La grève des mines... (Text continues with details about the strike, its impact on the economy, and the government's response. The text is dense and covers several columns.)

L'Angle-Américain, première entreprise sud-africaine

L'Angle-Américain, première entreprise sud-africaine... (Text discusses the company's operations in South Africa, its financial performance, and its role in the local economy.)

Formation en Gestion d'Entreprise

Formation en Gestion d'Entreprise... (Text describes various management training programs and courses offered by different institutions.)

Basic Management Training

Basic Management Training... (Text provides information about basic management training courses, including topics like leadership, communication, and decision-making.)

Administration de l'Entreprise

Administration de l'Entreprise... (Text discusses the administrative aspects of running a business, such as legal requirements, accounting, and human resources.)

Top Management Workshop

Top Management Workshop... (Text describes a workshop for top management, focusing on strategic planning, innovation, and organizational development.)

ECADE

ECADE Ecole d'Administration et de Direction des Entreprises... (Text provides information about the ECADE school, its location, and the range of courses it offers.)

AFRIQUE DU SUD

La grève des mineurs affecte largement la production

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Si personne ne conteste l'importance du mouvement de grève déclenché le dimanche 9 août dans les mines d'or et de charbon sud-africaines, le taux de participation varie suivant les sources, et les répercussions du mot d'ordre sont encore difficiles à évaluer. Trois cent quarante mille mineurs noirs, selon le NUM (National Union of Mineworkers) et entre 220 000 et 230 000 d'après la Chambre des mines, organisme patronal regroupant les principales sociétés minières, ont cessé le travail. Des chiffres qui attestent de l'ampleur du conflit, puisque suivant l'estimation la plus basse, un peu plus de 40 % des mineurs noirs (au total 530 000) ont répondu à l'appel lancé par le NUM (le Monde du 11 août).

« Une affaire entre employeurs et employés »

Cette organisation a affirmé que la production avait été arrêtée dans quarante-quatre mines sur les quarante-six où elle est reconnue tandis que la Chambre des mines estime que vingt-neuf seulement sont « touchées de façon significative », soit moins d'un tiers des quatre-vingt-dix-neuf affiliées (cinquante-cinq de charbon et quarante-quatre d'or). Néanmoins, fait remarquer un porte-parole de cette institution, M. Johann Liebenberg, le nombre de grévistes est « disproportionnellement élevé » en raison du fait qu'ils sont concentrés sur « un petit nombre de grands centres d'extraction ». M. Liebenberg a précisé qu'il était encore trop tôt pour savoir dans quelle proportion la production avait

été réduite dans les mines où le mot d'ordre a été suivi. Il a fait état de quelques incidents sporadiques, notant que dans l'ensemble la situation avait été relativement calme.

De son côté, le NUM, au cours d'une conférence de presse, a signalé qu'au moins onze de ses membres avaient été arrêtés, qu'un de ses locaux avait été investi par la police, qu'il y avait eu quelques jets de gaz lacrymogènes et des tirs de balles en caoutchouc et qu'enfin certains mineurs avaient été contraints de descendre dans les puits à la pointe du fusil. Dans l'ensemble cependant aucun incident grave ne s'est produit au cours de cette première journée de grève. A l'exception de la mine de Randfontein, à 100 km à l'ouest de Johannesburg, qui a été fermée par la direction, les mineurs ne sont pas retournés dans leur région d'origine comme le leur avait demandé le NUM afin de limiter les risques d'affrontement. Comme toujours en pareil cas, le syndicat et les sociétés minières se sont rejoints la responsabilité des quelques heurts, s'accusant mutuellement d'intimidation.

M. Cyril Ramaphosa, secrétaire général du NUM, a insisté sur le caractère « libre et résolu » de la lutte « pour un salaire décent » qui vient de s'engager, mais a néanmoins offert de reprendre les pourparlers, affirmant que les revendications étaient « négociables ». Il attend que la Chambre des mines fasse le premier pas, estimant que la balle est maintenant dans le camp du patronat et que « le NUM a fait tout ce qu'un syndicat respectable pouvait faire ».

Pour l'instant, aucune proposition n'a été avancée par l'organisation minière qui fait face au plus important conflit qu'elle ait jamais eu à résoudre. Il est difficile de prévoir si celui-ci va se durcir et s'il est engagé

pour une longue période. Le gouvernement, par l'intermédiaire du ministre du travail M. Pienie du Plessis, a annoncé qu'il n'avait pas l'intention d'intervenir dans cette confrontation sociale qui est « une affaire entre employeurs et employés ». M. du Plessis a simplement souligné que si le gouvernement pouvait être d'une aide quelconque il était à l'entière disposition des parties.

Fin de la discrimination dans l'emploi

Par un heureux hasard, semble-t-il, le Parlement a voté lundi soir sa dernière lecture l'abolition par 116 voix contre 19 d'une loi datant de 1911 interdisant l'accès aux mineurs noirs à treize catégories professionnelles exclusivement réservées aux Blancs. Ce texte, qui depuis plusieurs années faisait l'objet de controverses par la Chambre des mines interposée entre le très conservateur syndicat des mineurs blancs et le NUM était le dernier vestige de la discrimination dans le domaine de l'emploi. Le gouvernement tergiver

sait, craignant de mécontenter les mineurs blancs qui s'inquiétaient de voir leurs collègues noirs les chasser de leur emploi protégé.

La pierre d'achoppement de cette législation raciale était le *blanting certificate* (certificat de dynamitage) qui constituait une barrière infranchissable pour les Noirs désireux d'accéder à des tâches qualifiées, même s'ils en avaient les capacités requises. Une discrimination qui est enfin levée. Reste encore à savoir si le nouveau texte, qui n'a pas encore été publié, le *la Gazette gouvernementale*, ne cache par quelques embûches destinées à empêcher un accès totalement libre à ces emplois jusqu'à ce jour réservés. Lors de la présentation du projet, certaines critiques avaient été formulées sur l'introduction de mesures de contrôle qu'exerceraient des fonctionnaires gouvernementaux et qui permettraient de réinstaurer de façon voilée certaines barrières. La disparition de ce *job reservation* n'en constitue pas moins une réelle avancée qui survient à point nommé.

MICHEL BOLE-RICHARD.

Assez faible répercussion sur le marché de l'or

La grève des mineurs noirs en Afrique du Sud, premier producteur mondial de l'or, n'a eu pour l'instant que d'assez faibles répercussions sur le marché du métal précieux. Le lundi 10 août à New-York, l'or avait même baissé pour revenir de 464 à 461 dollars l'once. Mardi, son prix à Londres est un peu remonté pour s'élever aux alentours de 464 dollars l'once, soit 3 dollars au-dessus de son niveau de la veille. Mais ce n'est loin d'être tout. Le dollar attendait la semaine dernière, juste après l'aggravation de la crise dans le Golfe.

Le phénomène n'est guère surprenant. Certes, l'attitude que le gouvernement de Pretoria adoptera face au mouvement constitue une incertitude majeure. Mais les analystes font valoir que des débrayages similaires au cours des dernières années avaient toujours été rapidement réglés.

En fait, la quasi-inertie des marchés tient à une toute autre raison. Mais ce n'est pas le risque de pénurie qui a peu pesé incertain. De sévères brèches ont été creusées ces dernières années dans le monopole de l'Afrique du Sud.

Aors que la production d'or de ce pays a tendu plutôt à glisser (685 tonnes en 1981, 638 tonnes en 1986), elle a augmenté très vite dans les autres pays. En cinq ans, la production a doublé au Canada (107 tonnes en 1986), au Brésil (67 tonnes) et en Papouasie-Nouvelle-Guinée (36 tonnes). Elle a été multipliée par trois aux Etats-Unis (108 tonnes), par quatre en Australie (75 tonnes), pour augmenter de 60 % aux Philippines (40 tonnes). Et ce n'est pas fini avec les nouveaux filons découverts, notamment en Australie. Ensemble ces six pays producteurs alignent 433 tonnes d'or pour l'année écoulée.

Avec les ventes soviétiques d'or, qui, bon an mal an, atteignent quelque 150 tonnes, la pénurie ne menace pas vraiment. Les statistiques fournies par le FMI en témoignent. En quinze ans, les réserves d'or des banques centrales occidentales se sont accrues pour atteindre l'an dernier 29 500 tonnes, soit 41 % des réserves monétaires totales (32 % en 1971).

A. D.

TUNISIE : les attentats contre quatre hôtels

Le Djihad islamique revendique à Paris la responsabilité de l'opération du 2 août

L'organisation du Djihad islamique a revendiqué, le lundi 10 août, dans un communiqué parvenu au bureau parisien de l'agence Reuter, la responsabilité des attentats qui ont fait treize blessés – dont deux touristes étrangers – le dimanche 2 août dans des hôtels du sud de Tunis.

« Au nom de Dieu le tout-puissant, peut-on lire dans ce texte, l'organisation du Djihad islamique en Tunisie, groupe *Habib Dhaoui* (1), revendique l'opération du 2 août dans les quatre hôtels du Sahel tunisien. » Le ou les rédacteurs du texte affirment avoir voulu, « par cette opération symbolique, venger notre martyr Habib Dhaoui, assassiné par le régime satanique de Bourguiba ». Le Djihad affirme également dans son texte avoir « lancé un premier avertissement au pouvoir corrompu et entamé la politique du coup par coup face aux agressions criminelles du pouvoir ». « Nous frapperons partout les intérêts viciés de la clique au pouvoir », conclut le texte, qui texte constitue la première revendication des attentats du 2 août en Tunisie.

Le Mouvement de la tendance islamique (MTI) a réitéré en revanche, lundi, dans un communiqué publié à Paris, son rejet de toute responsabilité dans ces attentats.

Ce communiqué confirme, par ailleurs, que MM. Salah Karkar et Hamadi Jebali (le Monde du

11 août), recherchés par la police pour leur implication « probable » dans les attentats, sont des dirigeants du MTI. Cette « accusation grave et sans preuve » signifie « la détermination du régime à éliminer un adversaire politique qui a su, durant ces derniers mois de provocations et de répression barbare, se maîtriser et persévérer dans la ligne modérée et légaliste », affirme le communiqué. En conclusion, le MTI dénonce « le comportement irresponsable du régime », qui ne cesse de « pousser le pays dans le cercle vicieux de la violence ».

(1) NDLR. – Habib Dhaoui avait été condamné à mort le 10 juillet 1986 par le tribunal militaire et exécuté le 31 du même mois pour avoir dirigé un groupe de vingt-cinq Tunisiens accusés d'attaques à main armée contre des agences bancaires et des postes de police. Lors du procès il s'était réclamé du Djihad islamique, expliquant que son groupe, qui comprenait un militaire, le lieutenant Kiani, condamné et exécuté en même temps que lui, se livrait à ces agressions pour se procurer armes et argent afin de déclencher une guerre civile pour renverser le régime « voué à l'impartialisme ». A l'époque, le Mouvement de la tendance islamique (MTI) s'était désolidarisé du Djihad islamique. Un autre membre de cette organisation, qui est toujours détenu dans la clandestinité, aurait été arrêté ces dernières semaines à Tunis lors d'une manifestation de rue organisée par le MTI.

Exécution d'un condamné dans l'affaire de Gafsa

TUNIS
de notre correspondant

Sept ans après sa participation à l'attaque de la ville de Gafsa, capitale phénicienne du centre sud de la Tunisie, Mohamed Ben Salah Ghodhani a été exécuté, le lundi 10 août, à Tunis. Un communiqué du ministère de la défense nationale a expliqué que, grièvement blessé dans sa fuite lors des faits retenus contre lui, Ghodhani n'a pu comparaître que le mois dernier devant le tribunal militaire qui l'a condamné à mort. Son pourvoi en cassation et sa demande de grâce au président de la République ont été rejetés.

A la suite de l'attaque de la ville de Gafsa, en janvier 1980, par un commando de Tunisiens armés et entraînés en Libye, quinze condamnations à mort avaient été prononcées et treize exécutées.

D'autre part, à la suite des attentats perpétrés dans les hôtels de Sousse et de Monastir, le Parti communiste tunisien a exprimé, lundi, son « refus catégorique de ces actes terroristes qui sont en totale contradiction avec la lutte politique démocratique et ses objectifs progressistes ».

Après avoir dénoncé « le recours à la violence », le Parti communiste affirme que « pour sortir de la crise profonde que traverse le pays il est nécessaire de faire face aux problèmes réels d'une manière claire et politique, ce qui implique un dialogue national avec la participation de toutes les forces nationales (...), cela nécessite de mettre fin aux restrictions aux libertés politiques et syndicales et de renoncer au recours à l'arbitraire sous toutes ses formes ».

M. D.

TCHAD : le conflit avec la Libye

N'Djamena affirme que les combats d'Aozou ont fait près de cinq cents morts

Mis à part l'annonce du bombardement de Faya-Largeau par l'aviation libyenne et le communiqué – tchadien – du bilan provisoire des combats du week-end – 437 morts du côté libyen et 17 du côté tchadien –, peu d'informations nouvelles avaient filtré le mardi 11 août, en fin de matinée, sur la situation exacte au nord du Tchad.

Première question sans réponse : que s'est-il passé exactement ? Si, à Paris notamment, on conteste les affirmations de N'Djamena selon lesquelles les troupes libyennes auraient attaqué les premières en voulant investir Bardai, la capitale du Tibesti, on se demande aussi où se sont exactement les troupes de M. Hissène Habré dans leur reconquête de la bande d'Aozou. Il paraît toutefois confirmé que l'armée tchadienne n'a pas poussé jusqu'à la base libyenne de l'Aozou (Aozou pour Tripoli).

Deuxième question : quelles sont les intentions de l'état-major tchadien ? La volonté affirmée par Paris de ne pas étendre le dispositif « Epervier » est-elle ou non de nature à modérer les ardeurs des responsables tchadiens ? Paris pourrait-il longtemps rester indifférent si les bombardements libyens se produisent à proximité ou au sud du 16° parallèle ? Les Libyens, pour leur part, avaient commencé à riposter avant même d'apprendre que leur ambassadeur à Paris, M. Hamed El Hoedri, déclarait lundi que son pays « contre-attaquera certainement ».

En effet dès dimanche après-midi, selon N'Djamena, l'aviation libyenne a bombardé Faya-Largeau, la grande palmeraie du Nord tchadien à quelque 200 kilomètres au nord du 16° parallèle, qui avait été repartie le 27 mars dernier par les FANT. Des soldats français, qui assurent le déminage de la région et effectuent des missions humani-

taires, y stationnent. M. Aurille lui-même s'y était rendu au début du mois de juin. Lundi matin, selon l'ambassadeur du Tchad à Paris, deux bombardements libyens ont survolé Kouba-Olanga, au sud du 16° parallèle. Tripoli n'a pas confirmé ses bombardements, N'Djamena n'a pas donné le moindre bilan de ceux-ci.

En revanche, les Tchadiens ont publié un communiqué détaillé sur le bilan provisoire des combats d'Aozou. Ceux-ci auraient fait quatre cent trente-sept morts du côté libyen. Soixante et un prisonniers seraient entre les mains des FANT. Celles-ci auraient aussi récupéré une centaine de véhicules dont plusieurs équipés de fusées sol-air. Les Tchadiens font état de dix-sept morts et de cinquante-quatre blessés dans leur camp.

Sur le plan politique intérieur, et ce n'est sûrement pas un pur hasard, le président Hissène Habré a procédé lundi soir à un remaniement ministériel en appelant au gouvernement plusieurs personnalités de l'ancienne opposition. Ainsi le colonel Wadal Abdelkader Kamougue, ancien vice-président du Gouvernement d'union nationale de transition (GUNT), qui avait démissionné de ce poste pour rentrer à N'Djamena, le 5 février dernier, devient ministre de l'Agriculture. Le colonel Kotiga Guérina, qui dirige les « Cordes » (maquisards du sud tchadien), devient ministre des mines et de l'énergie.

Compter ses amis

En attendant d'éventuels rebondissements dans le domaine militaire, le conflit est maintenant sur la scène diplomatique, chacun des belligérènes tentant de compter ses amis. Si Washington a approuvé en substance l'offensive tchadienne, le ministre tchadien des affaires étrangères, M. Gouara Lassaou, qui a été

reçu lundi par le président ivoirien, M. Félix Houphouët-Boigny a pour sa part déclaré lundi soir : « Le président Houphouët-Boigny s'est prononcé en faveur de la paix et de la stabilité de cette action (la prise d'Aozou) et je pense qu'il est parmi les amis du Tchad un de ceux qui sont prêts à aider à préserver son intégrité territoriale et son indépendance ».

Les Libyens ne sont pas non plus restés inactifs. Lundi le ministre des affaires étrangères, M. Jadalhah-Azouz El Talhi, informait les ambassadeurs arabes et africains accrédités à Tripoli « de l'agression tchadienne et impérialiste ». Le commandant des forces armées libyennes a, d'autre part, reçu dimanche l'ambassadeur d'URSS, mais l'agence de presse libyenne qui donne cette information ne l'accompagne d'aucun commentaire.

Le capitaine Thomas Sankara, chef de l'Etat burkinabé, a, pour sa part, quitté Ouagadougou, lundi, pour Tripoli, où il doit s'entretenir avec le colonel Kadafi. Le président Sankara avait été invité par le président de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), le président zambien Kenneth Kaunda, à entreprendre des démarches auprès du dirigeant libyen.

Autre intervention : celle du président gabonais, M. Omar Bongo, qui a lancé, lundi, un « appel solennel » au Tchad et à la Libye pour qu'ils « évitent toute escalade susceptible de conduire à une guerre fratricide ».

M. Bongo, ancien président du comité ad hoc de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) sur le différend frontalier Tchad-Libye, dont il a demandé officiellement à être dessaisi du dossier lors du dernier sommet de l'organisation panafricaine, le 28 juillet dernier à Addis-Abeba, a estimé que « la solution raisonnable et envisageable actuellement doit être recherchée au sein de ce comité ».

L'Algérie, enfin, « déplore les recours malheureux à la violence armée » dans le « différend frontalier tchado-libyen », a déclaré lundi le porte-parole du ministère algérien des affaires étrangères.

Sans critiquer directement le gouvernement de N'Djamena, le porte-parole a indiqué que « le recours aux armes dans ce conflit ne peut être perçu que comme une atteinte regrettable au droit et au mandat » du comité ad hoc de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) sur le Tchad.

Appelant au « renouveau » et à la « sagesse » pour résoudre ce différend par « une solution pacifique, politique ou arbitrale », le porte-parole a ajouté que le recours aux armes « porte un préjudice aux efforts persévérants de l'OUA et de ceux qu'elle a mandatés » pour régler le conflit. Il rappelle aussi que l'OUA a « sollicité la coopération loyale et responsable des deux parties », ce qui semble une critique implicite de la Libye, qui a jusqu'à maintenant refusé de coopérer avec le comité ad hoc.

Tentatives algériennes

L'Algérie a tenté, sans succès jusqu'à présent, une médiation pour rapprocher le président Hissène Habré et l'ex-président du GUNT, M. Goukouni qui réside actuellement à Alger. Le gouvernement algérien a aussi tenté de convaincre Tripoli et N'Djamena de soumettre leur conflit à une juridiction internationale.

Par ailleurs, le numéro deux de la hiérarchie militaire algérienne, le général-major Abdallah Belhouche, vice-ministre de la défense, chef d'état-major de l'armée algérienne, s'est rendu dimanche à Tripoli, au lendemain de l'annonce de la prise d'Aozou par les forces gouvernementales tchadiennes.

L'Anglo-American, première entreprise sud-africaine

Puissant conglomérat industriel et minier, l'Anglo-American Corporation of South Africa Limited est la plus importante société sud-africaine. Employant au total quelque 300 000 personnes dans le monde, elle détient des intérêts dans des compagnies minières, industrielles et de portefeuille. Elle possède ainsi plus du tiers du capital de la société De Beers (négoce de diamants), près du quart de celui de Rustenburg (platine) et exploite 12 mines d'or, 4 d'uranium et 15 de charbon. C'est l'Anglo-American qui a racheté en novembre dernier, avec la De Beers, le capital de la Barclays Bank sud-africaine, lorsque la banque britannique a décidé de se retirer du pays.

Malgré une implantation internationale, l'Anglo-American

représente l'essentiel de ses revenus (près de 85 %) d'Afrique du Sud et de Namibie. Le bénéfice net consolidé du groupe a, à nouveau, cru de 28 % lors du dernier exercice, s'élevant à 31 mars, pour atteindre 1,5 milliard de rands (près de 4,5 milliards de francs). Parmi les valeurs qui animent les dirigeants du conglomérat, le dernier rapport annuel place en premier lieu « l'engagement à établir une égalité des chances pour tous les Sud-Africains ». La politique sociale doit viser, lit-on toujours dans ce rapport, à « fournir à chacun des employés du groupe une rémunération juste, sans discrimination, et déterminer des méthodes à permettre à tous, même aux moins bien payés, de satisfaire leurs besoins de base ».

Formation en Gestion d'Entreprise

Programme complet de première formation en gestion pour étudiants sans expérience professionnelle – Durée: 9 mois à plein temps – Admission dès 18 ans sur dossier et entretien (niveau bac) – Prochaine session: 12 octobre 1987/25 juin 1988.

Basic Management Training

Programme d'entraînement à la gestion globale des PME/PMI pour jeunes cadres avec 2 à 3 ans d'expérience professionnelle – Durée: 5 semaines à plein temps – Admission sur dossier – Prochaine session: 12 octobre/13 novembre 1987.

Administration de l'Entreprise

Programme de formation à la direction des PME/PMI, niveau MBA, pour cadres confirmés avec 6 à 8 ans d'expérience professionnelle – Durée: 6 mois à plein temps – Admission sur dossier, entretien et tests – Prochaine session: 11 janvier/25 juin 1988.

Top Management Workshop

Ateliers de perfectionnement et d'échange d'expériences pour chefs d'entreprises et dirigeants de PME/PMI – Durée: 5 week-ends – Prochaine session: octobre 87/mars 88 (1 week-end par mois).

Pour en savoir plus
cocher le ou les programmes qui vous intéressent, découpez cette annonce et retournez-la avec votre carte de visite à l'ECADE. Ou lancez-nous un coup de fil !

Vous recevrez sans engagement un dossier complet d'information sur le ou les programmes de votre choix et sur l'ECADE, l'une des plus anciennes *business school* d'Europe, établie à Lausanne depuis 1960.

ECADE
Ecole
d'Administration
et de Direction
des Entreprises
Rue du Bugnon 4
CH-1005 Lausanne (Suisse)
TEL (021) 221.511

Proche-Orient

Escalade de la tension dans le Golfe après les affrontements de La Mecque

- Bombardements irakiens sur les champs pétrolifères de l'Iran
- Un pétrolier endommagé par une mine

La tension dans le Golfe a connu, le 10 août, une nouvelle et brusque escalade avec la reprise des raids de l'aviation irakienne contre les installations pétrolières en Iran. L'explosion d'une mine contre un pétrolier américain transportant du brut irakien à la sortie du détroit d'Ormuz et l'annonce d'un tir manqué d'un missile américain sur un avion iranien samedi dernier.

Le président du Parlement islamique, l'hodjatolislam Rafsanjani, avait le 24 juillet dernier, dans un discours visant essentiellement le Koweït, averti que l'Iran attaquerait les installations pétrolières des pays « complices de l'Irak » dans le Golfe, chaque fois que Bagdad frapperait les installations pétrolières iraniennes. Cette mise en garde avait par la suite été reprise solennellement par le président Khatami, qui est en même temps le chef du Conseil supérieur de défense, qui avait ajouté qu'il s'agissait d'une « décision mûrement réfléchie ».

Il ne semble pas cependant que pour l'instant les dirigeants de Téhéran aient choisi l'escalade, puisqu'ils se sont contentés de planer le port irakien d'Om-Qour ainsi que les plates-formes d'Al Bakr et d'Al Ommya, au sud de l'Irak, en réponse aux raids de l'aviation irakienne de la matinée. Peut-être ont-ils estimé que ces opérations ne revêtaient pas un caractère de gravité particulière. Selon Bagdad, les appareils irakiens ont bombardé cinq champs pétrolifères et la raffinerie de Tabriz. Radio-Téhéran avait confirmé ces bombardements, affirmant que neuf civils avaient été tués et plusieurs blessés dans les zones industrielles de Tabriz et de Gach-Saran (au sud-est d'Ahvaz, à l'extrême sud de l'Iran). Autre facteur de tension : pour la première fois un navire a heurté une mine au large de Fudjeirah, qui sert de point de rassemblement des pétroliers koweïtiens qui passent sous pavillon américain et des bâtiments de guerre américains qui les escortent ensuite vers le Koweït.

Paradoxalement, la victime de cet « incident » est le *Texaco Caribbean*, un pétrolier battant pavillon panaméen, appartenant à la compagnie américaine National Boat Carriers Inc., basée à New-York, affilié par la compagnie norvégienne de négoce pétrolier Seastream et qui transportait du pétrole irakien du terminal de l'île de Larak, à destination de l'Europe occidentale. Selon un communiqué publié par White Plains (New-York) par *Texaco*, le pétrolier a été endommagé au niveau de sa cuve 3, à environ 1 mètre au-dessous de sa ligne de flottaison. Aucun blessé n'est à déplorer à bord du pétrolier qui devait faire escale dans le port de Fudjeirah dans les Émirats arabes unis pour un changement d'équipage.

L'incident du *Texaco Caribbean* a suscité une vive inquiétude dans les milieux maritimes du Golfe qui redoutent que le « chaos » ne s'is-

taille dans le sud du Golfe. La région où s'est déroulée l'explosion est précisément le secteur où les pétroliers jettent l'ancre lorsqu'ils entrent ou sortent du Golfe. Les coûts des assurances et des transports augmentent de source maritime, on pense que l'Iran a mouillé des mines dans cet endroit pour perturber les exportations de son ennemi et des alliés de celui-ci. On estime cependant que le minage de cette zone poserait des problèmes à l'Iran lui-même ses exportations de pétrole passant par le détroit d'Ormuz et le golfe d'Oman.

Les Iraniens se sont d'ailleurs empressés de rejeter la responsabilité de l'explosion sur les États-Unis.

que les habitants de maisons en verre ne devraient pas lancer de pierres... a-t-il dit.

Tir de missiles d'un F-14

Les risques des mines ont amené d'ailleurs le deuxième convoi américain escortant le *Sea-Isle-City*, l'*Ocean-City* et le *Gas-King* à interrompre dimanche soir son propre voyage vers le Koweït et à jeter l'ancre au nord-ouest de Bahreïn en attendant l'autorisation de poursuivre sa route après la fin des opérations de déminage. Le convoi doit en effet traverser la zone de l'île irakienne de Farsiya, où le super-pétrolier *Bridgeton* avait été endom-



L'étatisme à la sortie du détroit d'Ormuz représente l'endroit où un pétrolier américain a été touché par une mine. Les sources iraniennes ont déclaré que l'explosion avait été provoquée par une mine américaine.

« Il n'est pas encore établi, a indiqué Radio-Téhéran, si la mine avait été posée directement par le personnel navigant américain du navire ou par des agents des États-Unis opérant dans la région ».

L'hypothèse avancée par la radio iranienne n'est pas aussi invraisemblable qu'il le paraît. M. Les Aspin, président de la commission des forces armées de la Chambre des représentants, a en effet suggéré lundi de poser des mines dans le Golfe afin de perturber la navigation iranienne. « Si une main invisible met des mines dans la zone occidentale du Golfe et touche nos navires, alors une autre main invisible pose également des mines - en nombre bien plus grand - dans la zone orientale du Golfe fréquentée exclusivement par des navires américains », a-t-il déclaré au cours d'une conférence de presse. Précisant néanmoins que les États-Unis ne devraient pas eux-mêmes poser ces mines, il a indiqué que « les forces opposées à l'Iran dans la zone pourraient le faire ». Il a ajouté : « L'Iran comprendrait alors

magé par une mine le 24 juillet dernier lors du voyage des deux premiers pétroliers koweïtiens ré-immatriculés aux États-Unis pour bénéficier de l'escorte américaine contre d'éventuelles attaques iraniennes.

D'autre part, si l'on en croit le *Washington Post* et le *New York Times*, une grave confrontation aurait eu lieu le 10 août, à l'occasion d'un exercice de défense américain. Les sources proches du gouvernement américain indiquent qu'une formation de chasseurs F-14 du porte-avions *Constellation*, avait été envoyée à la rescousse d'un avion d'observation de la marine américaine P-3 Orion après qu'il eut été repéré par un avion iranien. Selon le *New York Times*, citant des sources gouvernementales, le pilote d'un F-4 iranien, qui s'était trop approché de l'Orion P-3, avait été averti de rester à distance de

l'avion d'observation. Comme il continuait à se rapprocher, le pilote américain du F-14 a largué deux missiles, mais le jet iranien vint brusquement, échappant ainsi aux deux projectiles. Les avions iraniens avaient été repérés au moment de leur décollage de la base navale iranienne de Bandar-Abbas, sur la côte du détroit d'Ormuz où sont basés quelques Phantom F-4.

Entre-temps, le groupe aéronaval français, qui avait quitté Toulon fin juillet, a pénétré dans l'océan Indien, a-on appris mardi à Djibouti sur le *Marne*, le navire amiral de la flotte française dans la région. Le groupe, qui comprend le porte-avions *Clemenceau* a franchi le détroit de Bab-El-Mandeb dans la nuit de dimanche à lundi, soit deux jours après son départ de Toulon, en pleine crise franco-iranienne. Le porte-avions et les deux frégates lance-missiles qui l'accompagnent, le *Surfren* et le *Duquesne*, doivent procéder pendant environ quarante heures à des exercices de mise en œuvre de l'aviation dans le golfe d'Aden. Ce mardi, le *Clemenceau* doit également être ravitaillé par le *Marne* en combustible, en vivres et en eau douce.

Deux bâtiments de la flotte britannique, la frégate *Andromeda* et le destroyer lance-missiles *Edinburgh*, ont par ailleurs quitté Djibouti, dimanche matin, à destination du Golfe où ils doivent relever deux des quatre navires que la Grande-Bretagne maintient dans la région. Les bâtiments de la Royal Navy escortent au coup par coup les bateaux de commerce britanniques. Pour leur part, la corvette *Georges-Leygues* et l'avisos-escorteur *Protet* sont prêts à assurer la surveillance des navires marchands battant pavillon français susceptibles de pénétrer dans le Golfe. Les bâtiments ont pour mission d'être présents dans le Golfe quand des bateaux de commerce y naviguent. Le type de protection qui leur est accordée étant examinée « au cas par cas », en fonction de la nature de leur chargement et de leur destination.

Aux Nations unies, le Conseil de sécurité devait tenir ce mardi des consultations à huis clos sur le conflit du Golfe. On s'attendait à M. Perez de Cuellar informait le Conseil des résultats de ses efforts, trois semaines après l'adoption de la résolution 598 exigeant un cessez-le-feu immédiat entre les belligérents et ouvrant la voie à des sanctions en cas de non-respect. Notre correspondant de l'Iran, M. Saïd Rajab Khorasani, nous indique notre correspondant aux Nations unies, a assuré que « le gouvernement iranien apportera une réponse à la résolution au début de la semaine prochaine, peut-être de la fin du mois ». Il a toutefois ajouté qu'il n'y avait pas d'urgence à l'adoption de la résolution. « Notre réponse, a-t-il affirmé, offrira plusieurs possibilités de négociation afin de considérer la résolution comme un pas positif ». Il a révélé, en outre, que l'un des ministres des affaires étrangères, M. Laridjani, était attendu à New-York « dans la deuxième moitié du mois d'août ». — (AFP, Reuters.)

Des témoins iraniens font le récit des événements sanglants survenus aux Lieux saints

De retour en Iran, un groupe de pèlerins iraniens, qui ne sont pas tous partisans du régime de l'imam Khomeiny, ont fait ce qui semble être le premier récit détaillé des sanglants événements du 31 juillet de La Mecque.

Ils précisent d'abord que, déjà une dizaine de jours avant le vendredi noir de La Mecque, les partisans du régime avaient organisé une démonstration à Médine, sous le nom de « marche de l'unité ». Sur plus de quatre-vingt mille pèlerins iraniens se trouvaient à ce moment-là dans cette ville, dont dix mille ont participé au défilé. Le reste des pèlerins iraniens n'y participait pas, malgré la propagande intensive des responsables de la délégation iranienne.

En ce qui concerne le défilé qui devait se dérouler à La Mecque, le responsable de la délégation iranienne, l'hodjatolislam Karroubi, avait pris des contacts avec les responsables des forces saoudiennes de sécurité, et après de longues tractations, un accord avait été conclu sur l'itinéraire et la durée du défilé. La marche devait commencer à 16 h 30, après la prière de l'après-midi, à partir du quartier iranien, et devait s'achever à 18 h 30 avant la prière du soir, sur la place de la Grande Mosquée.

Du côté des forces saoudiennes de sécurité s'étaient massés dans les rues et les artères avoisinantes, avec des policiers armés de boucliers, de grands bâtons en bois et de bâtons électriques. Des voitures-citernes des pompiers les accompagnaient. La manifestation n'a pas commencé cependant à l'heure prévue. Près de vingt mille personnes, essentiellement des partisans du régime (des pèlerins iraniens) et des pèlerins libanais, palestiniens, afghans et irakiens opposés à Saddam, s'étaient, en effet, réunis devant la place de la délégation iranienne, où a été lu le long message de l'imam Khomeiny adressé aux pèlerins, à la fois en persan et en arabe (*le Monde* du 10 août). Cela a pris près d'une heure et demie. Après cette lecture, les manifestants se sont mis en marche en scandant des slogans tels que « Allah Akbar ! » et « Mort à l'Amérique ! Mort à Israël ! Mort à la Russie ! ». Ils ont suivi l'itinéraire jusqu'à la grande arène qui donne sur la place de la grande mosquée Masjid El-Haram.

A ce moment-là, l'avenue sur laquelle avait lieu le défilé passe dans une sorte de couloir, entouré de deux côtés d'immeubles construits sur des collines. De nombreuses passerelles et un grand pont enjambent cette arène. Quand les manifestants, encadrés par des policiers saoudiens qui les précédaient et les suivaient, se sont approchés de cet endroit, une pluie de bouteilles de gaz lacrymogène et de pierres de calcaire, des morceaux de pierre ont commencé à s'abattre sur eux. Les manifestants se sont trouvés sur les ponts, sur les collines et dans les immeubles surplombant le défilé.

Il y eut alors un début de panique parmi les manifestants, mais le service d'ordre de ces derniers les a empêchés de s'écarter du sol. C'est alors qu'ont débuté, soudain, les premiers cris de douleur. Il ne s'agissait pas d'armes automatiques, mais plutôt de grenades lacrymogènes qui explosaient.

Des lances à incendie

Au même moment des camions-citernes des pompiers se sont mis à arroser les manifestants avec des lances qui projetaient de l'eau chauffée depuis le matin par le soleil. Au lieu de calmer les manifestants, cela a créé une panique indescriptible. Chacun essayait de s'enfuir pour échapper aux brûlures.

Dans l'avenue où se trouvaient les manifestants, les deux issues latérales ont été bloquées par les policiers. A ce moment-là, une partie des manifestants, surtout dans les premiers rangs qui ouvraient la manifestation et qui étaient occupés par les blessés et les invalides de guerre, par les femmes et les vieillards, ont été piégés à la fois par les policiers et la foule qui s'enfuyait. Au même moment, les haut-parleurs de la Grande Mosquée ont entamé l'appel à la prière du soir. Il y a eu alors affluence de la foule vers la Grande Mosquée pour la prière.

Les manifestants ont tenté alors de former des rangs de prière sur la place, ainsi qu'ils le faisaient pendant les grandes manifestations de la révolution iranienne. Le service d'ordre iranien s'est alors opposé aux policiers saoudiens qui tentaient de disperser les manifestants. Mais une partie de ces derniers sont restés sur place.

Dans les accrochages entre les membres du service d'ordre, des manifestants et les forces de sécurité, il y a eu un moment où les policiers saoudiens ont été débordés, et ont été contraints à se replier dans un grand désordre. C'est précisément à ce moment que sont intervenus d'autres forces saoudiennes aux uniformes différents de ceux qui s'étaient enfuis. Ils ont commencé alors à tirer sur les manifestants, et c'est probablement à cet instant qu'il y a eu le plus grand nombre de tués. Ils tiraient avec des armes qui avaient le bruit d'armes de chasse, et aussi avec des armes automatiques.

Des ambulances du Croissant rouge iranien, qui devaient enlever les blessés, ont été violemment attaquées, et les policiers sortaient les blessés des ambulances. Toute l'avenue était jonchée de blessés gisant sur le sol, de manifestants qui hurlaient.

Alors commença une succession d'attaques et de « ratonnades » contre tout iranien qui se trouvait dans les rues avoisinantes, jusque devant les hôtels où résidaient les pèlerins. Les policiers en uniforme et en civil frappaient et arrêtaient sans distinction tous les iraniens, même ceux qui n'avaient pas participé à la manifestation.

Plusieurs milliers de personnes ont été ainsi arrêtées et ont été emmenées à bord de camions dans les casernes autour de La Mecque et elles n'ont été libérées que le lendemain. Alors tous les pèlerins iraniens se sont enfermés dans leurs immeubles et n'ont commencé à ressortir que le samedi suivant, après la fin de la journée.

« Pas de confirmation au Ques d'Orsay sur la possibilité pour M. Torri et son bébé de quitter l'Iran. » Le ministre français des affaires étrangères n'a reçu aucune confirmation de l'éventualité selon laquelle M. Paul Torri, épouse du premier secrétaire de l'ambassade de France en Iran accusé d'espionnage par les autorités iraniennes, et son bébé seraient autorisés à quitter l'Iran, a indiqué, le 10 août, le porte-parole du Ques d'Orsay. Le président du parlement iranien, M. Ali Akbar Hashemi Rafsanjani, avait affirmé, dans une interview publiée lundi par le quotidien ouest-allemand *Die Welt*, que la France était retenue à l'ambassade de France à Téhéran pouvait s'adresser au ministre iranien des affaires étrangères et serait autorisée à quitter l'Iran avec son enfant. L'identité de la jeune femme n'avait pas été précisée, mais il paraissait évident qu'il s'agissait de M. Torri et du petit Charles, âgé de deux mois et demi.

« Les iraniens de Berlin ont gagné Hambourg. » Les employés du consulat général iranien de Berlin-Ouest, qui avaient été expulsés samedi par les autorités allemandes durant la nuit de la ville, ont gagné, le 10 août, Hambourg. L'ambassadeur iranien en RFA a indiqué à Bonn qu'il serait en contact avec le consulat qu'entretenir l'Iran dans la cité hanseatique.

Le Koweït, émirat despotique

(Suite de la première page.)

Quelles sont les véritables raisons qui ont incité l'émir Jaber à dissoudre le Parlement ? Les adversaires du système parlementaire au Koweït, finalement débarrassés d'une « institution gênante », sont catégoriques : la responsabilité de cette grave décision, disent-ils, incombe avant tout aux députés qui n'ont pas su faire des propositions constructives, mais se sont contentés de critiquer l'administration dans de longs discours passionnels ou la rhétorique l'empêchant sur la raison et dont l'objectif inavoué était de salir la famille princière.

« La grande erreur des députés », affirme, amer, un universitaire qui se veut lucide, a été de sous-estimer la mentalité tribale des princes qui nous gouvernent. En d'autres termes, la famille régnante souhaitait un Parlement docile, voire croupion, et des députés « raisonnables » qui ne mettraient pas en question l'ordre établi, c'est-à-dire la nature du régime qui demeure une monarchie héréditaire. « En réalité, opine un journaliste koweïtien, la décision de dissoudre le Parlement a été prise dès que les résultats des élections de février 1986 ont été connus. » La nouvelle Assemblée, qui comprend des représentants de la plupart des forces politiques koweïtiennes - depuis la gauche nationaliste jusqu'aux formations islamistes sunnites et chiites, - s'était posé comme objectif de transformer l'Assemblée traditionnelle en une Assemblée modernisée qui dépasserait les normes traditionnelles de la société koweïtienne pour devenir un Parlement dans le sens moderne et occidental du mot. En d'autres termes, les députés souhai-

taient partager le pouvoir avec la famille régnante.

Tout semblait alors possible aux nouveaux députés qui inaugureront leur mandat en respectant une première bataille contre la famille royale en obtenant la démission de cheikh Salmane El Dajj, le ministre de la justice, qui avait, à la suite du scandale financier du Souq El Manakh, promis de démissionner des membres de son entourage. Mais, apparemment, griés par ce premier succès et désireux de faire du Parlement un véritable instrument de contrôle de l'exécutif, ils s'en prirent à cinq autres ministres accusés d'avoir fait preuve de favoritisme à l'égard de certains membres de la famille régnante.

Nul ne fut épargné, aussi haut placé qu'il fut et tout fut débattu en public. On apprit ainsi que rien n'aurait été fait pour obliger plusieurs membres éminents de la famille royale à honorer leurs factures de téléphone, d'électricité et autres s'élevant dans certains cas à plusieurs millions de dinars, et que d'autres voyageaient à l'étranger depuis de longues années sans bourse d'entretien aux frais des Koweïti Airlines.

Les députés possèdent l'outrecuidance jusqu'à former une commission d'enquête chargée d'examiner les comptes de la Banque centrale afin de déterminer l'identité de certaines largesses dispensées aux victimes principales de la crise de Souq El Manakh. Ce fut probablement la goutte qui fit déborder le vase. Face aux motions de censure qui se multipliaient dangereusement, le gouvernement présentait sa démission collective et cheikh Jaber préférait

dissoudre le Parlement plutôt que de désigner une nouvelle équipe gouvernementale.

Un acte anticostitucional

« Il était alors possible, déclare M. Ahmed Rebat, le jeune dirigeant de gauche du Rassemblement démocratique, diplômé des universités américaines, d'arriver sur tous ces problèmes à un compromis à tout prix la tête du Parlement. » M. Rebat ne met pas en question le droit de cheikh Jaber de dissoudre le Parlement, ainsi que le prévoit la Constitution. Ce qui n'admet pas, en revanche, c'est la suspension arbitraire de certains articles fondamentaux de la Constitution, notamment l'article 117 qui prévoit de nouvelles élections parlementaires dans les deux mois qui suivent la dissolution de l'Assemblée et qui stipule que, si rien n'est fait dans ce sens, le Parlement est restauré dans toute sa légitimité.

La dissolution de l'Assemblée nationale constitue donc pour M. Ahmed Rebat et la plupart de ses collègues de l'opposition parlementaire un acte anticostitucional, voire un coup de force contre la volonté populaire de changement. La preuve en est, affirme-t-il, qu'on a voulu museler l'opinion publique en accompagnant la dissolution du Parlement d'une censure rigoureuse sur la presse qui a remis en cause un autre élément de la tradition libérale de Koweït.

Les journaux naguère réputés pour leur liberté d'expression et leur originalité se sont transformés en autant de copies aséptisées constan-

nantes par leur monotonie et le conformisme des bulletins d'information de l'agence koweïtienne de presse. Désormais, tous les articles parus dans les journaux sont au préalable visés par un responsable du ministère de l'information qui signe toutes les salles de rédaction et qui n'a pas à justifier ces décisions.

Tout en regrettant les mesures exceptionnelles prises par l'émir contre le Parlement et la presse, d'aucuns les justifient en invoquant la gravité de la situation dans le Golfe et la multiplication des périls extérieurs et intérieurs. « Les émir, affirment-ils, sont maintenant libres de manoeuvrer comme bon leur semble au milieu des récifs sans avoir constamment à rendre compte de leurs décisions à une Assemblée soumise à une prétendue souveraineté nationale aujourd'hui dépassée et extrêmement jalouse de ses prérogatives. Croyez-vous que nous aurions pu recourir aux super-puissances pour la protection de nos pétroliers, si nous avions gardé un Parlement qui s'était érigé en gardien intrinsèque d'un non-alignement tombé en désuétude ? »

A cela, les tenants de la démocratie parlementaire répondent en affirmant que la suppression du Parlement et des journaux libres a singulièrement contribué à affaiblir la position du Koweït aussi bien sur le plan régional qu'international. « Avec notre originalité, nous avons perdu une part importante de notre crédibilité. Le système parlementaire koweïtien perdait le respect », déclare M. Rebat qui regrette que le Koweït soit ravalé au rang d'un « quelconque Qatar ». « Cela expli-

que, ajoute-t-il, pourquoi nos partisans du Golfe qui, dans le passé, nous craignaient et nous écoutaient, se sont sentis soudainement dans l'impresce que nous traversons ».

M. Jassem El Qatani, l'un des deux élus du Rassemblement national, estime, pour sa part, que le Parlement constituait un élément de modération et de réflexion et servait de « garde-fou » à l'émir en tenant certaines « décisions irréfléchies et impensables ». « Il est facile, dit-il, d'introduire les grandes puissances dans le Golfe, mais il sera beaucoup plus difficile de les en éloigner. Nous sommes tous des Arabes et, par conséquent, nous ne sommes pas contre l'Irak. Mais fallait-il pour autant se livrer à des déclarations trompeuses contre l'Iran qui a les moyens de détruire nos installations pétrolières et avec lequel nous sommes condamnés à coexister ? »

M. Qatani laisse ainsi entendre que si le Parlement n'avait pas été dissous, le Koweït aurait fait l'économie de la crise actuelle. Le chef du Rassemblement national, de tendance massarienne, a vécu personnellement toutes les péripéties de la démocratie parlementaire qui a vu le jour au début des années 60. Il a participé à la rédaction de la Constitution de novembre 1962. Faisant preuve d'un optimisme impénitent, il exprime sa conviction que, dans un avenir « pas trop éloigné », le système de démocratie parlementaire sera rétabli dans toute sa plénitude. « Nos émir, ajoute-t-il, sont d'accord avec nous pour penser que le Koweït sans un Parlement n'est plus le Koweït. »

JEAN GUEYRAS.

Asie

CONFIT DU PAK

L'agitation sociale risque d'avoir des répercussions sur les exp

Le Pakistan a connu ces derniers jours une agitation sociale sans précédent. Des milliers de personnes ont manifesté dans les rues de Karachi, de Lahore et de Rawalpindi, réclamant la démission du gouvernement. Les manifestants ont brûlé des pneus et des pneus, et ont lancé des pierres contre les forces de l'ordre. Les autorités ont déclaré l'état d'urgence et ont envoyé des troupes pour rétablir l'ordre.

Les manifestants ont également brûlé des pneus et des pneus, et ont lancé des pierres contre les forces de l'ordre. Les autorités ont déclaré l'état d'urgence et ont envoyé des troupes pour rétablir l'ordre. Les manifestants ont également brûlé des pneus et des pneus, et ont lancé des pierres contre les forces de l'ordre. Les autorités ont déclaré l'état d'urgence et ont envoyé des troupes pour rétablir l'ordre.

AFGHANISTAN

M. Najibullah a regagné Kaboul

M. Najibullah, ancien président de l'Afghanistan, a regagné Kaboul après avoir été expulsé de la ville. Il a été accueilli par des milliers de partisans et a déclaré qu'il était prêt à reprendre la présidence du pays. Les forces soviétiques ont déclaré qu'elles ne s'opposaient pas à son retour, mais qu'elles devaient d'abord rétablir l'ordre dans la ville.

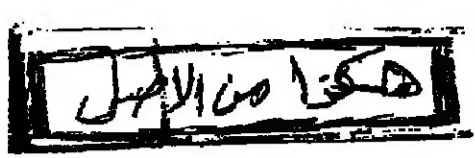
Amérique

Une agression au dialogue générale a été largement suivie

Une agression au dialogue générale a été largement suivie. Des milliers de personnes ont manifesté dans les rues de Washington, réclamant la démission du gouvernement. Les manifestants ont brûlé des pneus et des pneus, et ont lancé des pierres contre les forces de l'ordre. Les autorités ont déclaré l'état d'urgence et ont envoyé des troupes pour rétablir l'ordre.

Les manifestants ont également brûlé des pneus et des pneus, et ont lancé des pierres contre les forces de l'ordre. Les autorités ont déclaré l'état d'urgence et ont envoyé des troupes pour rétablir l'ordre. Les manifestants ont également brûlé des pneus et des pneus, et ont lancé des pierres contre les forces de l'ordre. Les autorités ont déclaré l'état d'urgence et ont envoyé des troupes pour rétablir l'ordre.

Les manifestants ont également brûlé des pneus et des pneus, et ont lancé des pierres contre les forces de l'ordre. Les autorités ont déclaré l'état d'urgence et ont envoyé des troupes pour rétablir l'ordre. Les manifestants ont également brûlé des pneus et des pneus, et ont lancé des pierres contre les forces de l'ordre. Les autorités ont déclaré l'état d'urgence et ont envoyé des troupes pour rétablir l'ordre.



Asie

CORÉE DU SUD

L'agitation sociale risque d'avoir des répercussions sur les exportations

TOKYO
de notre correspondant

Le mouvement de grève et de revendication qui a commencé en Corée du Sud depuis plus d'une semaine tend à s'étendre. Depuis le mardi 11 août, après Hyundai, le premier groupe industriel coréen, l'agitation touche Daewoo, Kia (constructeur automobile), Goldstar et Samsung. En d'autres termes, les principaux secteurs exportateurs (automobiles, chantiers navals, électronique) de l'économie coréenne sont touchés. Les PME du textile sont également affectées par des arrêts de travail comme les deux grands fabricants de textile synthétique (The Kwang Ind. Co. et Hanil Synthetic Fiber).

L'agitation a gagné certains secteurs de transport maritime de Pusan, provoquant un ralentissement de l'activité portuaire, ainsi que les mines. Les chauffeurs de taxi et d'autobus (notamment à Kwangju) demandent également des augmentations de salaire. Au total, plus de deux cents entreprises sont affectées par des conflits de travail.

Le ministère du Commerce et de l'Industrie se prépare à importer d'urgence des matières premières (comme le charbon) et surtout des pièces détachées qui commencent à manquer. Ainsi, chez Hyundai Motor, où depuis lundi le travail a repris tant bien que mal, un atelier continuant son mouvement de reven-

dition et risquant rapidement de paralyser la production.

L'expédition de 12 000 voitures à destination du marché américain a dû être retardée: les véhicules ne pouvaient être terminés en raison du manque de certaines pièces. Hyundai fabrique 700 000 voitures par an dont 400 000 sont destinées à l'exportation. Selon l'association des PME sud-coréennes, plus de la moitié des deux cents entreprises soustraites assurant l'approvisionnement sont actuellement en grève.

On prévoit, de toute façon, une chute importante des exportations en août. Le taux de croissance économique pour le second semestre souffrira également. En une semaine, Hyundai a déjà enregistré des pertes se chiffrant à 60 millions de dollars.

L'agitation tend, en outre, à prendre un tour parfois violent. Ainsi, aux chantiers navals de Hyundai à Ulsan, où le mouvement de grève déclenché il y a une semaine est suivi par les vingt mille ouvriers, les plus radicaux d'entre eux ont bloqué jeudi dernier la voiture du président honoraire et fondateur du groupe, M. Chung Ju Yung, soixante-douze ans, le contraignant à parlementer avec eux. Ce qui s'est rarement vu en Corée du Sud.

Chez Daewoo, deuxième constructeur automobile, qui a des accords de production avec General Motors, quatre mille ouvriers sont en grève, bloquant la porte de

l'usine. Ils demandent des augmentations de salaire et la création de syndicats libres. Lundi, la police a dû disperser à coups de grenades lacrymogènes mille cinq cents mineurs qui, en signe de protestation, bloquaient la voie ferrée à Kohan, à 175 kilomètres de Séoul. Au total, quinze mille mineurs sont en grève, paralysant la production de charbon (la Corée du Sud produit 23 millions de tonnes d'anthracite).

« Nous comptons sur le patronat »

Les conditions de travail, les horaires et les salaires constituent des thèmes de revendication évidents dans un pays où les travailleurs ont été, jusqu'à présent, fortement contrôlés et se trouvent pour beaucoup dans des situations très pénibles (voir le Monde du 7 août). Au cours d'une interview diffusée lundi soir par la chaîne de télévision nationale japonaise NHK, M. Ro Tae Woo, président du parti gouvernemental et artisan du programme de démocratisation en cours, devait admettre implicitement ce problème: « Certaines entreprises sont effectivement en difficulté, a-t-il déclaré, et nous comptons sur le patronat pour améliorer les conditions de vie des ouvriers. » En fait, les autorités voudraient conserver une certaine neutralité dans le conflit ouvrier-patronat.

Selon les statistiques d'une étude réalisée par l'Institut chrétien pour la justice et le développement, datant de février dernier, 13,2 % des ouvriers et 63,9 % des ouvrières reçoivent des salaires inférieurs au minimum vital établi par la Fédération des syndicats coréens. A en croire cette étude, le nombre de travailleurs disposant d'un revenu suffisant a légèrement augmenté (passant de 53 à 57 % de l'ensemble des salariés) entre 1981 et 1983, mais il a diminué par rapport à 1970 (il était alors de 75 %), malgré une forte croissance de l'économie au cours de cette période.

Une telle situation oblige de nombreux ouvriers à faire des heures supplémentaires simplement pour survivre. Selon les statistiques du Bureau international du travail, en 1983, les Coréens travaillaient en moyenne 54,3 heures, soit plus qu'en 1970 (52 heures) et plus qu'à Taïwan (48 heures).

PHILIPPE PONS.

ESPAGNE

Été chaud au Pays basque

MADRID
de notre correspondant

Le Pays basque a connu, le lundi 10 août, son troisième attentat en cinq jours. Il a été commis à Elbar, une bourgade industrielle située à une cinquantaine de kilomètres à l'ouest de Saint-Sébastien qui constitue l'un des fiefs du nationalisme radical.

Une bombe dissimulée dans une voiture volée a fait explosion peu après 15 heures dans une ruelle du centre de la ville, faisant treize blessés légers parmi les passants. Les façades des maisons environnantes ont été gravement endommagées. L'attentat visait une patrouille de la garde civile qui surveillait une salle de tir proche, mais qui n'a pas été atteinte. Le 6 août dernier, deux policiers avaient été tués à Vitoria dans un attentat similaire.

Il est clair désormais que l'ETA, qui avait paru concentrer ses actions ces derniers mois à Madrid puis en Catalogne, a reconstitué son infra-structure au Pays basque même, où la police espagnole avait pourtant réussi plusieurs coups de filet, le dernier en date à la mi-juillet, près de Saint-Sébastien.

Tout porte à croire que les séparatistes basques disposent désormais dans la région de deux commandos particulièrement actifs et agissant respectivement au Guipuzcoa (Saint-Sébastien) et en Alava (Vitoria).

Parallèlement aux attentats, les nationalistes radicaux ont lancé une campagne d'agitation dans la rue en profitant des fêtes patronales qui se déroulent actuellement dans les principales villes basques.

Dans la nuit du vendredi 7 au samedi 8 août, alors que des milliers de personnes célébraient dans les rues de Vitoria la fête annuelle de la ville, plusieurs centaines de jeunes gens, sympathisants de l'ETA et groupes de punks mêlés, avaient harcelé durant plusieurs heures les forces de l'ordre, dressant des barricades et tentant de mettre le feu à une station-service. Il y avait eu une quarantaine de blessés légers.

THIERRY MALINIAC.

Europe

URSS

« Transparence » et « démagogie »

Le bulletin indépendant Glasnost (Transparence), qui a fait récemment son apparition à Moscou (le Monde daté 5-6 juillet), a fait l'objet d'une violente attaque du journal Moscou-Soir, qui, cité le 8 août par l'agence Tass, l'accuse de « substituer aux valeurs réelles une démagogie de mauvais aloi ».

Sous le titre « Bravades au bord du chemin », le journal estime que l'attention des lecteurs de Glasnost n'est pas centrée sur les phénomènes nouveaux qui apparaissent dans la vie du pays et sont appréciés déjà par l'opinion publique mondiale, mais sur les phénomènes du passé.

Les correspondants de Moscou-Soir disent avoir rencontré Sergueï Grigoriants, principal rédacteur de Glasnost, qui leur a affirmé qu'il ne s'agit pas d'une publication dissidente. « Je réitère qu'il y a contradiction entre ce propos et les informations de stations de radiodiffusion étrangères qui présentent le bulletin comme la création d'un groupe de dissidents désireux d'éprouver la nouvelle politique de transparence pratiquée en Union soviétique ».

Moscou-Soir se livre enfin à une violente attaque personnelle contre Sergueï Grigoriants. Citant un dossier des archives du

tribunal de Moscou, le journal lui reproche de s'être « permis dans le passé de petites aventures criminelles » et de s'être livré entre 1971 et 1974 à la « spéculation sur des œuvres d'art » pour un gain de plus de 12 000 roubles. Lundi, M. Grigoriants a qualifié de « calomnie » l'attaque de Moscou-Soir. Il a déclaré que, collectionneur de tableaux, il lui était « arrivé de vendre très rarement des œuvres d'art, mais pas dans un but de spéculation ». Les accusations portées contre lui à ce sujet varient, selon lui, du fait qu'il avait alors rejeté plusieurs propositions de « collaborer » avec le KGB. M. Grigoriants a annoncé que le second numéro de Glasnost serait disponible dans les prochains jours.

[Ajé de quarante-cinq ans et figure marquante depuis plus de dix ans de la contestation politique en URSS, Sergueï Grigoriants avait déjà passé quatre années en prison entre 1975 et 1980 lorsqu'il fut de nouveau condamné en 1983 à sept ans de détention et cinq ans de rééducation pour « propagande ant-soviétique ». Il a bénéficié au mois de février dernier d'une remise de peine en même temps que cent trente-neuf autres prisonniers politiques. C'est apparemment cette qualité que Moscou-Soir met en question en lui reprochant d'avoir trahi dans des affaires de « spéculation ».]

GRÈCE

Neuf soldats américains blessés dans un attentat

ATHÈNES
de notre correspondant

Deux inconnus ont fait exploser par télécommande une voiture piégée sur le passage d'un minibus militaire américain, lundi 10 août, dans le quartier de Voula, à 20 kilomètres du centre d'Athènes. Les neuf membres de l'équipage américain et le chauffeur grec du minibus ont été légèrement blessés. Les auteurs de l'attentat se sont enfuis à moto.

L'explosion s'est produite tout près de l'hôtel Apollon, qui sert aux autorités de la base américaine située dans l'aéroport d'Athènes à loger les militaires de passage.

L'attentat a été revendiqué mardi par l'Organisation du 17-Novembre, référence au soulèvement de l'école polytechnique d'Athènes contre le régime des colonels, le 17 novem-

bre 1973. Ce groupe a déjà revendiqué de nombreux attentats terroristes. Le dernier en date avait fait quatorze blessés, dont douze soldats américains, le 24 avril.

L'attentat de lundi est vraisemblablement une réponse au « réchauffement » des relations gréco-américaines et à l'annonce de l'ouverture de nouvelles négociations sur les bases militaires des États-Unis en Grèce, le 4 septembre prochain (le Monde du 30 juillet). La sœur de Harry Truman, père de la doctrine qui porte son nom et à l'origine de la présence américaine en Grèce, qui avait été renversée par un attentat à l'explosif, il y a plus d'un an, a été réinstallée le 6 août. Une large partie de la presse grecque a vu dans cet événement, survenu le jour de l'anniversaire de la bombe atomique sur Hiroshima, une fâcheuse coïncidence.

Th. M.

Amériques

HAÏTI : alors que l'Eglise appelle au dialogue

La grève générale a été largement suivie

Port-au-Prince (AFP, Rester). — Le mot d'ordre de grève générale et de boycottage des épreuves du baccalauréat lancé par le syndicat d'élèves « Zaffaire élèves l'école » (ZEL) et appuyé par l'opposition au Conseil national de gouvernement (CNG) a été largement suivi, le lundi 10 août, dans la capitale haïtienne. Moins de 10 % des élèves se sont en effet présentés aux examens sur les vingt-cinq mille candidats attendus. La plupart des magasins, des bureaux et des restaurants sont aussi restés fermés, alors que la grève des autobus et des taxis (les taxis collectifs) a complètement paralysé Port-au-Prince.

Aucune violence n'a été signalée dans le pays, où l'armée patrouille. Selon les stations de radio, la grève a été moins largement suivie en province. Une manifestation a cependant rassemblé plusieurs milliers de personnes à Gonaïves, la cité de l'indépendance, à 170 kilomètres au nord de la capitale. Les soldats, dont un certain nombre avaient revêtu leur tenue de combat, ont stationné devant les lycées où devait avoir lieu les épreuves du baccalauréat. L'armée s'était, en effet, engagée à

garantir la sécurité de ceux qui voulaient passer leurs examens.

La conférence épiscopale haïtienne, qui avait indiqué qu'il n'appartenait pas à l'Eglise de dire si « oui ou non » les jeunes devaient se rendre aux examens étant donné le « climat d'insécurité et d'incertitude », a rendu public, lundi, un message appelant à la concertation et au dialogue. Les auteurs de ce texte, signé des neuf évêques haïtiens, y compris Mgr Roussin, évêque de Jérémie (au sud-ouest de l'île), constatent qu'un fossé « de plus en plus profond » se creuse entre les dirigeants et la population et que cette situation est le résultat d'un manque de dialogue et d'un « durcissement » des différents acteurs de la vie politique. L'Eglise, en déplorant les « tueries », demande que les négociations commencent en rejetant « orgueil et obstination » et en étant prêt à faire des « concessions mutuelles ». Les évêques se déclarent aussi « de plus en plus inquiets face aux violations des droits de l'homme » et affirment qu'il n'est pas concevable que les responsables des médias « soient l'objet de répression et de sévices de la part des détenteurs du pouvoir ».

Le président de la République, M. Erick Delvalle. — (AFP.)

● EQUATEUR : le président Cordero promet des élections libres en 1988. — A l'occasion de son discours sur l'état de la nation prononcé le lundi 10 août devant le Congrès, le président Febrés Cordero a promis l'organisation « d'élections libres et transparentes » en 1988, à l'expiration de son mandat. Au terme de sa troisième année de présidence, M. Febrés Cordero a justifié la rigueur de sa politique économique par la chute brutale des cours du brut, principale source de devises du pays, les pertes consécutives au tremblement de terre de mars dernier dans le nord du pays. — (AFP.)

CUBA

Espionnage et défections

Plusieurs affaires d'espionnage agitent les milieux officiels cubains depuis quelques semaines. A La Havane, une récente série d'émissions télévisées intitulées « La guerre de la CIA contre Cuba » a mis en scène des images montrant des « espions américains » et des « matricières nées, selon le régime castriste, par l'agence de renseignement des États-Unis. Le quotidien officiel Granma a repris dans ses éditions de juillet ces informations et a publié la photographie de quatre-vingt-trois citoyens américains présentés comme des « officiers de la CIA » de passage au pays en tant que diplomates en poste à La Havane. Le quotidien a aussi révélé à cette occasion les noms de deux de ses agents infiltrés à la CIA et dont le quotidien cubain retrace la vie.

Cette campagne, qui intervient plusieurs semaines après la défection du général d'aviation Rafael del Pino vers les États-Unis, est aussi, selon le commandant Florentino Aspillaga Lombard, la conséquence de son propre départ de La Havane. Cet ancien agent de renseignement cubain a affirmé à Washington que trois cent cinquante « espions cubains », qu'il souhaite dénoncer, opèrent à travers le monde. Le commandant, qui était en poste en Tchétchovskia au moment de sa défection, estime qu'il y a deux mille quatre-vingt-six officiers travaillant dans le renseignement cubain pour un personnel total de soixante-seize mille officiers au ministère de l'intérieur. Dans une interview à Radio-Martí, la branche de la Voix de l'Amérique vers La Havane, le commandant Aspillaga affirme que les services cubains sont actifs, même dans des pays alliés de La Havane comme l'Angola, l'Éthiopie, le Mozambique, le Nicaragua, la Zambie et même le bloc soviétique. — (AFP.)

SURINAME

Le commandant Bouterse rompt le dialogue avec l'opposition

LA HAYE
de notre correspondant

Le chef du régime militaire surinamien, le commandant Desi Bouterse, a rompu le lundi 10 août le dialogue avec les membres de l'opposition, entamé il y a dix-huit mois sous la pression de la guérilla. Le chef d'État a pris cette décision à la suite de l'importante manifestation organisée la semaine dernière par les trois principaux partis politiques. Plus de soixante mille personnes, parmi lesquelles se trouvaient deux anciens premiers ministres, ont défilé en mettant en cause le régime militaire.

Cette manifestation, la plus importante depuis le coup d'État militaire en 1980, a même été présentée par l'opposition comme l'équivalent d'un « référendum » démontrant la volonté de l'électorat de voir les militaires regagner leurs casernes.

Plusieurs orateurs ont affirmé que le Suriname était l'une des dernières dictatures d'Amérique du Sud après le Chili et le Paraguay. Selon le pouvoir, des manifestants ont crié des slogans en faveur du dirigeant guérillero Ronnie Brunswijk, qui harcelé depuis plusieurs mois l'armée surinamaïenne dans l'est du pays, sans toutefois réussir une véritable percée dans la capitale. La manifestation, considérée comme une « déclaration de guerre » de l'opposition, a provoqué la colère des militaires, qui ont exigé que des mesures énergiques soient prises contre ceux qui ont ainsi défié leur puissance.

Le commandant Bouterse a rappelé à cette occasion que les militaires devaient rester le véritable pilier du pouvoir, même après les élections législatives, que le régime a promis d'organiser le 25 novembre prochain. Selon le chef de l'État, les dirigeants politiques ont abusé de la liberté de parole et de manifestation qui leur était concédée.

RENÉ TER STEEGE.

Diplomatie

Américains et Soviétiques vont échanger des visites sur des sites de destruction des armes chimiques

Genève (AFP). — Des experts américains et soviétiques se sont rencontrés du 30 juillet au 7 août à Genève pour tenter de mettre au point une convention internationale sur l'interdiction des armes chimiques.

Ces discussions bilatérales se sont déroulées parallèlement à la Conférence des Nations unies sur le désarmement chargée d'élaborer cette convention. Les experts soviétiques ont fait savoir à cette occasion qu'ils acceptaient l'invitation américaine de visiter le 19 octobre prochain l'usine de destruction des armes chimiques de Tooele (Utah). De leur côté, les Américains ont répondu favorablement à une invitation lancée le jeudi 6 août par le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Evguène Chervakov, de visiter les installations soviétiques de Sikhany.

Les délégations américaine et soviétique étaient conduites par les représentants de ces pays à la conférence, MM. Max Friedersdorf et

Iouri Nazarkine. Tous les problèmes relatifs à l'interdiction des armes chimiques, et notamment celui des vérifications, ont été abordés au cours de ces discussions, a indiqué un porte-parole de la mission américaine.

● Déploiement de missiles mobiles en URSS. — L'URSS aurait commencé à déployer les premiers missiles balistiques intercontinentaux pouvant être tirés à partir de lanceurs mobiles, selon le Washington Post du 8 août. Le journal, qui cite des responsables américains, affirme que des missiles SSX-24 ont été transportés par rail hors de l'usine de fabrication, sans être en mesure de préciser s'ils sont déjà opérationnels. Ces armes d'une portée de 9 900 kilomètres, équipées de dix têtes nucléaires, peuvent être déplacées sur l'ensemble du territoire grâce à un réseau ferré très développé et sont donc difficilement repérables par les systèmes de détection américains.

Le Monde
sur minitel

MINI JOURNAL

La Tour du Monde en 10 écrans

36.15 TAPEZ LEMONDE

Politique

Les critiques du PS à l'encontre du gouvernement

M. Debarge s'interroge sur la politique iranienne de M. Chirac et dénonce l'attitude de M. Pasqua

M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national du PS et sénateur de Seine-Saint-Denis, a d'abord réaffirmé, le lundi 10 août, lors d'un « point de presse » que, dans l'affaire iranienne, le PS n'a « pas d'accusations à formuler » à l'encontre de M. Chirac et « ne met pas en cause » l'action du gouvernement. Animé par « un esprit de responsabilité et (...) de cohésion nationale », les dirigeants socialistes se bornent à « enregistrer » les affirmations de l'homme d'État irakien Rafsanjani. Il n'est, en particulier, pas question pour le moment de demander (comme l'avait fait M. Jack

Lang) la création d'une commission d'enquête parlementaire.

En revanche, les dirigeants socialistes ont l'intention de se montrer plus agressifs dans l'affaire du télégramme de M. Chirac au président irakien Saddam Hussein révélée par le *Canard enchaîné*. M. Debarge a trouvé « curieux » que le premier ministre s'adresse directement à un chef d'État et que ce télégramme, comme l'affirme le gouvernement français, ait porté sur des négociations relatives au rééchelonnement de la dette irakienne. Le PS souhaite que M. Chirac « s'explique » et for-

mule pour le moment « une interrogation ». « Nous n'allons pas plus loin », prévient M. Debarge, « mais nous le disons avec la netteté nécessaire ».

« Qui pratique la pantalonnade ? »

En fait, même si le sénateur de Seine-Saint-Denis n'a pas été explicite, les dirigeants socialistes sont convaincus qu'un tel télégramme ne peut faire référence qu'à deux domaines : soit le domaine nucléaire, soit celui de la livraison d'armements sophistiqués.

Pour le reste, M. Debarge ne s'est pas privé, à propos de la Corse, de rappeler les déclarations de M. Charles Pasqua sur la « pantalonnade » des socialistes (1) : « Qu'est-ce qu'on appelle pantalonnade ? a lancé M. Debarge. Qui pratique la pantalonnade ? Il ne faut pas considérer la Corse comme un carnet de cartes postales, mais comme la Corse, avec ses problèmes », même si le PS condamne sans appel la violence, « qui n'est pas pour nous un moyen politique ».

D'une façon plus générale, et citant à la fois la Sécurité sociale, l'avenir de la région Rennais, le privé des contrôleurs aériens, M. Debarge a jugé que le PS n'a pas l'impression de se trouver devant « un gouverne-

ment très cohérent », mais devant un gouvernement qui pratique « un libéralisme de mauvaise qualité ».

A propos de la Nouvelle-Calédonie, le maire du Pré-Saint-Gervais a jugé que ne pas tenir compte du nombre d'abstentions au référendum reviendrait à faire preuve d'« irréalisme politique » et à « commettre une faute ». Il a estimé que cette consultation serait un échec pour le gouvernement à partir d'un taux d'abstentions « anormal » à celui qu'avait entraîné le référendum sur l'Europe organisé par Georges Pompidou (2) et si l'abstention canaque était importante.

Le renforcement des mesures de contrôle aux frontières à l'égard des touristes étrangers fait dire à M. Debarge que, si le PS a lutté, au gouvernement, contre l'immigration clandestine, les libertés individuelles et collectives doivent être maintenues et les droits des étrangers « préservés ».

M. Debarge a enfin commenté les déclarations du secrétaire général du PCF au Forum RMC-FRS pour la Corse : « Georges Marchais, c'est comme le mélo. Alors, on va le bien », « Nous restons partisans, a-t-il précisé, d'un rassemblement de la gauche. (...) Les propos de Georges Marchais nous intéressent mais ne nous préoccupent pas outre mesure ».

M. Debarge a également évoqué la reconnaissance de la bande d'Aczon par l'armée togolaise pour affirmer, comme l'Elysée, que cette question doit faire l'objet d'un « arbitrage international ».

(1) Le 15 juin dernier à Bastia, M. Pasqua avait déclaré : « Les pantalonnades, les, tout le monde les connaît et nous les arrêtons le jour où nous aurons décidé que cette pantalonnade a assez duré ».

(2) 39,75 % d'abstentions (dont 39,32 % en métropole et 24,61 % dans les TOM).

« Responsabilité » et petites phrases...

La nature du PS et son rôle politique depuis mars 1986 font qu'il est constamment menacé par deux fléaux opposés : celui d'être considéré comme un parti de gauche et celui, à l'inverse, d'être considéré comme un parti de droite.

La navigation entre ces deux écueils continue, en plein milieu d'un mois d'août, où l'actualité internationale ne fait pas relâche. C'est pourquoi la direction du PS a décidé de rétablir, cette semaine, le rituel, interrompu pendant l'été, des « points de presse » hebdomadaires afin de mettre quelques pendules à l'heure et de « cadrer » le discours des uns et des autres. C'est M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national du PS chargé des fédérations, qui, le lundi 10 août, a repris la tête.

La direction du PS a été visiblement agacée d'avoir été prise à partie par des critiques des hommes de la majorité — notamment à celles de M. Frank Borotz, porte-parole du RPR — à cause de réactions maladroites et trop rapides aux accusations portées contre M. Jacques Chirac par le président du Parlement irakien, à propos de l'affaire des otages français au Liban. M. Debarge, soucieux de « ne pas tomber dans le piège d'une polémique subalterne », s'est donc employé à donner du PS une image « responsable », sans « agressivité » inutile.

Ce qui n'exclut pas le fait que, si n'est pas question, dans l'état actuel des choses, de chercher noises à M. Jacques Chirac dans l'affaire iranienne, le premier ministre n'en est pas quitte pour son attitude dans l'autre affaire proche-orientale : celle du télégramme au président irakien Saddam Hussein.

Les dirigeants socialistes ont, en l'absence d'information, le droit de faire se pour. De la même façon, le consensus autour de la violence en Corse ne vaut pas approbation de la politique de M. Charles Pasqua, qui se verra encore longtemps reprocher le ton de « pantalonnade » à propos des « petits problèmes ».

Mini-dérèpage de M. Rocard

M. Debarge s'est bien gardé de s'engager sur un terrain plus mouvant — même s'il s'intéresse davantage l'opinion — celui de l'élection présidentielle. Le sénateur socialiste s'est borné à remarquer à ce propos : « Nous ne sommes pas encore à marée haute ». M. Rocard aurait peut-être dû s'inspirer de cette sobriété. Certes, l'ancien ministre a annoncé, le mardi 11 août sur Europe 1, qu'il s'abstiendrait désormais de tout commentaire sur sa candidature.

Mais la veille, sur France-Inter, le député des Yvelines avait encore lancé quelques petites phrases qui sembleraient prêter à la légère les explications de M. Rocard sur les « circonstances exceptionnelles » qui pourraient le pousser à se représenter. Petites phrases d'autant plus utiles que M. Rocard les a corrigées le lendemain en affirmant qu'il s'agissait d'un « sourire ».

Ce genre de sourire risque plutôt de donner la grimace au PS. Ce mini-dérèpage est d'autant plus malvenu qu'une nouvelle candidature de M. Mitterrand n'est — aujourd'hui — guère assurée. Quel malin plaisir M. Rocard prend-il à se compliquer ainsi la vie ?

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

M. Michel Rocard veut pouvoir « sourire en paix »

Interrogé, le lundi 10 août, sur France-Inter à propos de l'élection présidentielle, sur le fait de savoir si une double candidature Mitterrand-Rocard était possible, M. Michel Rocard a affirmé : « C'est probablement impossible pour le président de la République actuel ». Invité le lendemain sur Europe 1 à commenter cette déclaration, il s'est borné à demander : « Peut-on sourire en paix ? », en affirmant qu'il fallait prendre cette phrase sur le « mode souriant ».

A France-Inter, l'ancien ministre avait aussi affirmé à propos des « circonstances exceptionnelles » qui pourraient pousser M. Mitterrand à se représenter :

(Publicité)

SCIENCES PO
CLASSE PRÉPARATOIRE
d'octobre à juin. Depuis 1967, la première préparation à tous les examens d'entrée à Sc. Po. Doc. contre 3 timbres.
57, rue Chénier-Lafitte, 92200 Neuilly
47.45.09.19 ou 47.22.94.94.

Nouveau :
prépa
CELSA

(Publicité)
MAROC-USA :
UNE ALLIANCE
À GÉOMÉTRIE VARIABLE

Pourquoi les relations américaines entre Washington et Rabat évoluent-elles en sens de rétro ? Quelles en sont les implications, et quelles en sont les limites ? Une étude de Fr. Mounier-Salé, publiée dans le numéro de juillet d'ARABES, en kiosques et en librairie.

78, rue Soufflot, 75017 Paris
TEL : 46-22-34-14.

Le Monde

dossiers et documents



LA GUERRE D'ALGERIE

Il y eut d'abord la conquête, l'installation des colons et l'annexion sous couleur de départementalisation. Le 1^{er} novembre 1954, un petit groupe de conjurés sonne la révolte. La France va s'enliser dans la guerre. Pour faire revivre l'histoire de la tragédie

algérienne, le Monde Dossiers et documents a fouillé ses archives et sélectionné ses articles les plus significatifs. Il en raconte tous les épisodes : le proconsulat de Jacques Soustelle, les échecs de Guy Mollet, la « paix des braves » du général de Gaulle, la France au bord de la guerre civile, les « ultras » de

l'OAS, la longue négociation d'Évian et le drame des harkis.

Le Monde Dossiers et documents rappelle également la chronologie détaillée des événements algériens et publie les portraits des principaux protagonistes.

14 F chez votre marchand de journaux

... ou par correspondance

Le Monde
dossiers et documents

SPÉCIAL GUERRE D'ALGERIE

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Localité : _____

Nombre d'exemplaires : _____ X 18 F (frais d'expédition inclus)

Commande à faire parvenir avec votre règlement à : Journal Le Monde, 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

UN DOSSIER HISTORIQUE SPECIAL

مكتبة الأحرار

ernement
« Responsabilité »
et petites phrases...

La nature du PS et son rôle ont été au cœur de débats lors de la dernière session de la commission parlementaire chargée de l'enquête sur l'attentat de Bastia. C'est pourquoi, dans la partie de ses travaux, le rapporteur a insisté sur la responsabilité de la gauche, et notamment de la gauche communiste, dans l'attentat de Bastia.

La direction du PS a été mise en cause à plusieurs reprises lors de la dernière session de la commission parlementaire chargée de l'enquête sur l'attentat de Bastia. C'est pourquoi, dans la partie de ses travaux, le rapporteur a insisté sur la responsabilité de la gauche, et notamment de la gauche communiste, dans l'attentat de Bastia.



ALGERIE

UN DOSSIER HISTORIQUE SPECIAL

L'attentat de Bastia

La gendarmerie conserve la maîtrise de l'enquête

Les enquêteurs chargés d'identifier les auteurs de l'embuscade du 4 août au sud de Bastia cessent de retrouver leur calme. Après les maladroites commises par les gendarmes, ce week-end, le soupçon fantaisiste contre le « terrorisme international », la fausse existence d'un fusil d'assaut Kalachnikov et des interventions trop démonstratives dans l'île, les recherches devraient être contraintes à plus de patience et de sérénité.

A la suite d'une réunion, le lundi 10 août, à la préfecture de police d'Ajaccio, sous la direction de M. Marcel Morin, préfet délégué à la police, la gendarmerie a obtenu de garder la maîtrise de l'enquête sur le mort de Guy Aznar mais, semble-t-il, à la condition de s'astreindre à plus de sang-froid. La hiérarchie de la gendarmerie a mis en avant le fait que le lieu de l'attentat, situé en dehors de la zone urbaine de Bastia, relevait de sa compétence territoriale. La mort d'un gendarme est d'abord l'affaire de la gendarmerie. Cet argument psychologique l'a emporté, dans un

Un juge face à l'énigme Gordji

Gilles Boulouque, l'anti-shérif

(Suite de la première page.)

Entre-temps, il a dû assumer un embellissement des événements dont cette convocation a été le détonateur : rupture des relations diplomatiques, « guerre » des ambassades... Ce qu'il s'efforce de faire avec la même modestie : M. Boulouque n'entretient pas d'illusions démesurées sur le rôle du juge d'instruction et considère que, si erreur il y a eu dans l'affaire Gordji, elle n'a pas été commise de son côté, mais de celui du Quai d'Orsay.

La crise s'éternisant, quelques voix se sont élevées. M. Boulouque n'avait pas, tout compte fait, manqué de « sens de l'opportunité » en cherchant à entendre l'interprète officiel, mais numéro deux officiel, de l'ambassade. Si le dossier concernant le fonctionnaire iranien n'était pas, tout bien réfléchi, début août, plus mince qu'il n'y paraissait en juin. Bref, ces bonnes âmes seraient volontiers porter le chapeau de l'impasse dans la « guerre » des ambassades au juge et à ses enquêteurs.

Le juge, donc, ne se décide pas à la légèreté. Qu'on ne fasse pas souffler aujourd'hui le vent de l'opportunité et des reproches. « Je n'ai pas l'habitude de me précipiter », affirme le juge, qui attendra trois mois et des informations en provenance de la République fédérale d'Allemagne (où sont incarcérés notamment deux chéïtes libanais, Mohamed et Abbas Hamadé) pour lancer sa convocation contre Walid Gordji. « J'ai fait ce que je devais faire », souligne le juge. « Je ne peux pas être comptable d'opportunités qui changent au jour le jour ».

Magistrat « en équilibre », selon le terme d'un avocat, M. Boulouque ne serait-il pas cependant trop proche des policiers ? A l'évidence, il a toute confiance en la DST, dont la piste iranienne a pris le pas sur l'hypothèse de la police judiciaire qui privilégiait les frères Abdallah. Pour autant, ces bons rapports avec le contre-espionnage n'ont pas nui à son image au quai des Orfèvres. Son frère, le commissaire Thierry Boulouque, est d'ailleurs chef de section à la brigade criminelle après avoir été chargé des relations avec la presse auprès du directeur de la PJ parisiennne. Comme tous les magistrats, M. Boulouque est conscient de ce risque d'« intoxication » policière. Il n'en précise pas pour autant la manière dont il s'en accommode. « Je n'ai pas la complaisance », se borne-t-il à répondre.

Ce lourd héritage

Rien ne prédisposait M. Boulouque à figurer au nombre des magistrats « antiterroristes » les mieux protégés de Paris. Né d'un père avocat, il se destinait à l'agrégation de droit et au professorat plutôt qu'à l'instruction. Pendant ses études, il se spécialise dans le droit privé international plutôt que dans les affaires criminelles. Sorti en 1976 de l'École de la magistrature, il fait ses classes à Evry (Essonne), puis à Bobigny (Seine-Saint-Denis) entre trafic et drogue, fraude électorale et escroqueries d'envergure internationale. Il fait aussi son apprentissage des affaires délicates : en 1981, il est conduit à incriminer le capitaine Paul Barril, alors chef adjoint du Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), dans le cours d'une affaire de trafic d'armes internationale.

Ce n'est qu'à Paris, où il est affecté fin 1983, qu'il est amené, par la petite porte, à côtoyer le terrorisme, lorsque, arrive sur son bureau, l'enquête sur les attentats signés « Geronimo », un groupe d'extrême gauche dont le mystère ne sera, malgré tout, pas levé. Fin 1985, M. Boulouque s'occupe en outre de l'instruction d'une affaire concernant le chef de l'ASALA-Mouvement révolutionnaire, Monte Melkonian, qui lui, sera condamné un an plus tard.

Mais le magistrat fait ensuite un héritage, dont nul ne sait encore à quel point il sera lourd. Après le départ de M^{me} Martine Anzani pour la vice-présidence du tribunal de Paris, M. Boulouque reprend le dossier de Georges Ibrahim Abdallah, alors un inconnu, sauf pour la DST - instruit par ses collègues. Pourquoi lui ? « Je ne me l'explique pas moi-

La construction de nouvelles prisons

Vingt-neuf sites ont été retenus par le ministère de la justice

Les services du ministère de la justice ont rendu public, le lundi 10 août, la liste des sites retenus pour la construction des vingt-neuf prisons susceptibles d'accroître de quinze mille places la capacité totale d'hébergement de la population carcérale, capacité limitée actuellement à trente-deux mille cinq cents places pour quarante-neuf mille cinq cents détenus au 1^{er} août.

Répartis en quatre zones géographiques, ces nouveaux établissements comprendront six maisons d'arrêt de six cents places, onze centres de détention de six cents places et douze de quatre cents places.

Les sites retenus pour les maisons d'arrêt sont : Nanterre (Hauts-de-Seine), Villepinte (Seine-Saint-Denis), Pontoise-Oisy (Val-d'Oise), Villefranche-sur-Saône (Rhône), Aix-en-Provence-Luyves (Bouches-du-Rhône), Montpellier-Villeaveuve-lès-Maguelonne (Hérault).

Les onze centres de détention de six cents places devraient être construits à Châteaudun et Courville-sur-Eure (Eure-et-Loir), Uzereche (Corrèze), Villeneuve-la-Grande (Aube), Prény-le-Sec (Yonne), Bapaume et Saint-Omer (Pas-de-Calais), Argentan (Orne), Tarascon et Salon-de-Provence (Bouches-du-Rhône), Grasse (Alpes-Maritimes).

Les douze centres de détention de quatre cents places seront construits à Laon (Aisne), Avesnes-sur-Helpe-Maubouge (Nord), Arles (Bouches-du-Rhône), Boulay (Moselle), Neuville-sur-Isère (Dordogne), Saint-Mihiel (Meuse), Vienne-le-Château (Marne), Prat-Bonrepaux (Ariège), Châteauroux (Indre), Chalon-sur-Saône-Crissey (Saône-et-Loire), Tarare (Rhône), Alton (Savoie).

Ces sites, indiqués-on à la chancellerie, ont été choisis en fonction d'engagements précis pris par les communes concernées. « Dans le cas où ces engagements ne seraient pas tenus, ou pour tout motif sérieux, l'administration se réserve la possibilité de procéder à toute substitution », précise le ministère de la justice.

Parmi ces sites, deux se trouvent sur le terrain des communes où s'est manifesté une vive hostilité à l'installation d'un centre de détention. Lundi, la mairie de Nanterre (Hauts-de-Seine), localité non candidate mais choisie par le ministère puisqu'elle abrite déjà le siège du tribunal de grande instance, a jugé « scandaleux » qu'une telle décision soit prise au mépris de l'avis des Nanterrois et en contradiction flagrante avec l'esprit de la décentralisation. A Prény-le-Sec (152 habitants), dans l'Yonne, une manifestation d'opposition au projet - soutenue au départ par le conseil municipal de cette commune de résidences secondaires au lieu le samedi 8 août. Mais le conseiller général du canton n'est autre que M. Paul André Sadon, directeur du cabinet du garde des Sceaux, favorable à l'implantation.

D'autres communes ont en revanche fait part de leur satisfaction. « Un centre de détention, c'est une rente de situation à perpétuité », s'est félicité le maire (sans étiquette) de Tarascon (Bouches-du-Rhône), M^{me} Thérèse Aillaud.

Trente-trois entreprises s'étaient portées candidates à la construction de ces nouvelles prisons. Une douzaine d'entre elles ont été retenues, en fin de semaine dernière, par le jury désigné par le garde des Sceaux, M. Alain Chalonand. Après approbation du ministre, ces entreprises seront admises à concourir et devront déposer leur projet avant la fin du mois d'octobre. Ces projets devront obéir aux dispositions du cahier des charges relatif à la conception, la construction et l'aménagement d'établissements pénitentiaires, comme cela a été précisé par un décret du 7 août paru au Journal officiel de lundi.

Au terme de ce concours, le jury se prononcera une nouvelle fois et sélectionnera les deux ou trois entreprises qui se partageront le marché. Plusieurs grandes sociétés sont sur les rangs, notamment Bouygues, Spie-Batignolles, Dumez et le groupement Maisons Familiales.

Des recherches sans résultats

Les disparus de Mourmelon

Une jeune soldat, Guy Antoniak, vingt et un ans, n'a pas regagné son unité, un régiment de dragons basé à Mourmelon (Marne), comme il devait le faire au terme d'une permission, le 26 juillet dernier. Cette absence, banale en d'autres circonstances, prend un relief particulier dans cette région. En effet, depuis sept ans, six autres soldats et un civil ont disparu à proximité de Mourmelon sans que les enquêtes de gendarmerie effectuées par la suite aient donné le moindre résultat. Trois autres appelés sont morts, et leurs cadavres ont été retrouvés. Dans deux de ces cas, une explication a pu être fournie aux décès, accidentels.

La première disparition d'un appelé dans la région de Mourmelon (Marne) remonte au 4 janvier 1980, date à laquelle Patrick Dubois, dix-neuf ans, ne rejoint pas son unité. Description ? Pas si simple, d'autant que, le 20 février 1981, c'est autour de Serge Havet, vingt ans, de disparaître. Serge Havet était à neuf jours de la « quille ». On ne déserte plus à ce moment-là. Et puis il y a Mammel Carvalho, le 7 août 1981, Pascal Sergeant, le 20 août 1981, Guy Noyer, le 7 mars 1982 et enfin, un jeune appelé de dix-huit ans, Patrick Gaché, disparu depuis le 30 avril dernier. Tous disparus sans laisser de traces.

Le cas de Guy Antoniak, qui n'a pas rejoint son régiment de dragons à Mourmelon depuis le 26 juillet dernier, est dissocié de ces

affaires par la gendarmerie de Reims, chargée de l'enquête. Les enquêteurs font ainsi remarquer que Guy Antoniak n'a pas disparu en partant de Mourmelon, comme les autres victimes, mais en revenant d'une permission dans sa famille à Chaulnes (Somme). Il a refusé donc de mêler les deux histoires.

De même, la gendarmerie de Reims rappelle que sur les trois cadavres d'appelés de Mourmelon retrouvés à ce jour, deux des décès ont été suicidés. Celui de Pascal Vasseur, d'une part, retrouvé noyé accidentellement à proximité de son domicile le 24 décembre 1981 après un réveil bien arrosé... Celui de Laurent Puypal, d'autre part, décédé de faim de froid un jour de décembre 1985 lors d'une dépression nerveuse. En revanche, aucune explication n'a pu être dom-

née à ce jour pour la mort d'Olivier Donner, dont le cadavre a été découvert le 30 septembre 1982 sur une décharge en bordure de la nationale.

Trop de réticences trop de retards

Les bruits les plus fous ont évidemment parcouru la région, allant du trafic de soldats vers le Proche-Orient à la légende d'un vieux légionnaire homosexuel plus ou moins émérite... Pourtant, côté gendarmerie on est beaucoup plus concis. On fait ainsi remarquer que toutes les disparitions n'ont pas eu lieu dans la région de Mourmelon, et que seule une mort reste suspecte. « Les gendarmes ne négligent aucune piste », affirme le commandant Jean-Marie Brangard. La gendarmerie de Reims a un dossier de plus de 1 mètre de haut sur le sujet. Quoi qu'il en soit, six disparitions en sept ans dans une région qui compte près de dix mille appelés, ce n'est pas un chiffre extraordinaire (1). La difficulté de l'enquête provient de ce que nous ne disposons d'aucune véritable piste.

Le meurtre de Cannes

L'employée de la famille Scharr arrêtée à Saint-Cloud

Véronique Akobé, une jeune Ivoirienne de vingt-trois ans, considérée comme le témoin numéro un dans le meurtre de Thierry Scharr, vingt-deux ans, le fils d'un industriel parisien égaré dans son lit, le 4 août à Cannes, a été interpellée par la police le lundi 10 août à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine). Elle était accompagnée d'un homme qui pourrait être son ancien ami, Jean-Claude N'Dachi. Elle a été placée en garde à vue dans les locaux de la cinquième division de la direction centrale de la police judiciaire à Paris. La bonne de la famille Scharr était activement recherchée après sa fuite du domicile de ses employeurs, M. Marc Noguères, juge d'instruction à Grasse chargé du dossier, devait défrayer mardi un mandat d'amener à son encontre.

CANNES de notre correspondant régional

L'interpellation de Véronique Akobé devrait permettre d'élucider la double et mystérieuse agression dont ont été victimes le jeune Thierry et son père, Georges Scharr, soixante-trois ans, grièvement blessé pendant son sommeil. La bonne ivoirienne avait été recrutée par la famille Scharr à fin juin dernier, à la suite d'une petite annonce qu'elle avait fait paraître dans un quotidien parisien. Condamnée, fin 1985, à un mois de prison pour voies de fait avec préméditation - peine purgée à la prison de Fleury-Mérogis - et sous le coup d'une mesure d'expulsion, elle avait usurpé l'identité d'une Martiniquaise de vingt-deux ans, Mauriceette Lambert-Micho, qui a été mise hors de cause.

Dans la chambre de ses employeurs, à Cannes, les policiers avaient découvert sa robe tachée de sang, un couteau, une mallette - avec laquelle Thierry Scharr a été préalablement assassiné - un burn

et un sac de sport contenant l'argent de la maison. Véronique Akobé s'était enfuie du quatrième étage de l'appartement à l'aide de deux draps noués bout à bout. Cette fuite précipitée fait peser sur elle de lourdes présomptions.

Un témoignage éclairant la personnalité de la jeune bonne a été apporté par une ancienne employeuse de celle-ci, M^{me} Robert, qui l'avait embauchée en septembre 1984. « Elle était très violente, a expliqué M^{me} Robert, et battait même son ami avec lequel elle vivait en « co-accusée » de l'immense. Elle avait longtemps parlé de magie noire et de magie blanche auxquelles elle avait été initiée dans son village natal. Je m'en suis séparée après une scène particulièrement pénible ponctuée de hurlements et de coups, qui l'avait une nouvelle fois opposée à son compagnon. » Celui-ci était également recherché par les policiers qui désiraient l'entendre.

GUY PORTE.

(1) Au terme de l'année 1986, 9367 Français faisaient l'objet d'une recherche dans l'intérêt des familles, communiqué-on au ministère de l'Intérieur ; dont 3693 ont été retrouvés. Ce chiffre inclut la recherche des enfants issus de mariages mixtes entre Français et étrangers.

هكذا من الاصل

Le Monde

SCIENCES ET MEDECINE

Les remèdes végétaux

Présenter les plantes comme des médicaments modernes, la phytothérapie se condamne à disparaître. Pourquoi ne pas mieux répartir les rôles entre remèdes « chimiques » et remèdes « naturels » ?

par PIERRE LIEUTAGHI
Ethnobotaniste, attaché au Muséum d'histoire naturelle

La redécouverte des plantes médicinales en France, il y a vingt-cinq ans, allait de pair avec un « retour à la nature ». C'était autre chose qu'un luxe passager d'urbanisés en mal de racines, végétales ou non. Vite amalgamé à un marketing de tisanes et associé à une idéologie naturaliste, le remède végétal a éveillé le soupçon du corps médical. Accoutumé depuis des décennies à l'efficacité comme à la facilité de prescription des drogues d'origine industrielle, la médecine pouvait-elle accepter de voir la grande marée des infusions, décoctions et autres potions de bonne femme s'élever jusqu'aux murailles de la science ?

Ce que la Faculté rejetait, avant d'évoquer les risques multiples attachés à l'automédication végétale, le public, lui, allait y trouver quelque chose qui manquait singulièrement à l'ampoule et à la pilule : un sens, intelligible croyait-on. Avec les plantes, on retrouvait du connu, du saisissable. On sortait enfin de l'obscurité des formules pharmaceutiques, du doute sur les effets secondaires. On se mettait à rêver d'une relative autonomie des soins.

Gélule d'herbe « micronisée »

Aussi loin que remonte l'histoire de nos remèdes, elle montre que la part des plantes est largement prépondérante. Voici près de deux siècles, cependant, la révolution pharmaceutique s'amorçait, avec des découvertes fondamentales : la morphine est

isolée en 1814, la quinine en 1818, puis la synthèse de l'aspirine est réalisée en 1853. La médecine savante se détourne alors du remède de l'herboriste, entaché



des excès du charlatanisme, parfois falsifié, souvent périmé, difficile à doser, aux effets incertains. Mais, dans le même temps, le progrès qui semble effacer la plante commence à en préciser les constituants et les effets : et derrière le triomphe du remède industriel s'édifient les assises scientifiques de la phytothérapie du vingtième siècle.

L'homme a vécu avec la plante-mère ; il y a mis une bonne partie de ses espoirs de guérison. La plante a tenu lieu d'intermédiaire entre les représentations du monde et celles du corps. Au temps de la médecine analogique, on y a vu les « signes » de l'organe ou du mal qu'elle était capable de soigner (la chélidoine

au suc jaune s'adresse aux troubles biliaires, les petits tubercules de la fécule l'indiquent en cas d'hémorroïdes). Surtout, elle participe du vivant : à travers elle s'opère un échange d'énergie du cosmos tout entier au corps affaibli. Celle que chaque printemps renouvelle, fût-elle parfois maléfique, alliée de l'empoisonneur et du sorcier, est avant tout vecteur de vie.

Enfin, pendant très longtemps, elle est simple, qualificatif qui, dès le seizième siècle, ne désigne plus que la plante médicinale. Ce mot d'origine savante, les gens l'entendent alors dans le sens de recours naturel contre le mal.

Mais, à la fin du deuxième millénaire, un simple peut-il l'être encore ? Après le passage au laboratoire, l'essai sur l'animal, l'épreuve attentive chez l'homme, la plupart des plantes courantes de nos pharmacopées sont bien connues. Même si le savoir des constituants n'est pas toujours, loin s'en faut, celui de l'action physiologique, il n'est plus possible de considérer les simples autrement que comme des remèdes complexes, tant par leur composition que par la diversité de leurs modes d'action. L'exploration des médecines traditionnelles dans les régions tropicales mais aussi en Europe conduit à des découvertes très importantes dont bénéficient désormais les thérapies occidentales (1). Mais bien peu se préoccupent de restituer une partie du nouveau savoir à ceux qui étaient à sa source. Traduits de l'empirisme, les simples deviennent la propriété exclusive de leurs traducteurs savants.

Après avoir sacrifié quelque temps à la vogue des tisanes, la pharmacie tend à convertir la plante en remède mieux adapté à la société urbaine. De la « teinture mère » à la « suspension intégrale de plante fraîche », en passant par la gélule d'herbe « micronisée » et le « nébulisé », le végétal prend l'allure du remède classique (2). Même s'il y subsiste plus ou moins proche de son intégrité naturelle, il y perd totalement l'apparence de la substance issue du vivant : rien ne

distingue une gélule de romarin d'une gélule d'antibiotique.

On peut s'interroger sur le bénéfice réel, à long terme, de cette appropriation, de cet effacement du simple par la science. Dans la médecine traditionnelle, la préparation d'une infusion, d'une macération ou d'un cataplasme est aussi un contact avec l'être par excellence chargé des « forces » de guérison (jadis, il pouvait véhiculer de surcroît un pouvoir induit par magie). La pratique des cures dépuratives d'automne et de printemps, qui subsiste encore çà et là en France, témoigne que la recherche d'un accord avec les rythmes cosmiques, via la plante témoin des renouvellements saisonniers, anticipe même largement sur la cure des maladies : c'est un équilibre cyclique du corps, une prévention

active où celui qui boit l'infusion (amère, mais c'est aussi un saveur symbole) est souvent aussi le même qui, auparavant, a cueilli la plante, fait acte à la fois d'allégeance et de liberté.

A réduire l'être-plante en médicaments, même qualifiés de « naturels », la phytothérapie ne se condamne-t-elle pas à disparaître comme seule thérapeutique encore visiblement reliée au monde vivant ?

(Lire la suite page 10.)

(1) Voir l'excellent bilan du professeur P. Delavaud, *Histoire et renouvellement des plantes médicinales*, 354 pages, Paris, Albin Michel, 1982.
(2) Le prix d'achat d'une plante médicinale au producteur est multiplié au moins par 200 après pulvérisation et conditionnement en gélules.

LES TROUS NOIRS DANS L'OBSCURITÉ

La chasse aux trous noirs, ces mystérieux objets célestes qui résultent d'un effondrement sans limite de la matière elle-même, est depuis vingt ans un sport à la mode. Le trou noir est, par nature, insaisissable : « noir » signifie qu'il n'émet rien. Son existence ne peut être prouvée qu'indirectement, en général par l'attraction violente qu'il exerce sur une étoile voisine. On a recensé ainsi plusieurs trous noirs, mais aucun n'est incontestable.

Trois astrophysiciens de l'observatoire de Paris-Meudon, Danielle Alloin, Catherine Boisson et Didier Falot, ont publié un nouveau travail d'observation de la galaxie Arakelian-120 faite à l'European Southern Observatory, ils ont trouvé en son centre une accumulation de matière d'environ 70 millions de masses solaires. Cette matière est concentrée dans un petit volume : un disque dont le rayon serait 10 000 fois la distance Terre-Soleil. Si l'on suppose qu'il s'agit d'un amas homogène d'étoiles, celles-ci sont tellement proches les unes des autres que des collisions doivent être fréquentes. Or ces

collisions disperseraient l'amas. Des calculs indiquent qu'un disque si lourd et si dense ne peut être stable que si un trou noir, environ cent fois plus gros que le Soleil, en occupe le centre.

Mais les trous noirs existent-ils ? Un mathématicien de Limoges, Nikias Stavroulakis, le conteste dans un article de la *Gazette des mathématiciens*, bulletin de la Société mathématique de France. Il explique que « la théorie des trous noirs (...) ne pourrait exister » si l'italien Levie-Civita n'avait commis une erreur dans un article sur les géométries non euclidiennes publié en 1896. Cette erreur a fait ensuite confondre deux notions : le rayon d'une sphère et son rayon de courbure, identiques dans la géométrie que nous connaissons, mais distincts dans les espaces utilisés par la relativité générale. Conclusion de l'auteur : les trous noirs ne peuvent exister.

Il n'est pas certain qu'une conclusion aussi pessimiste soit inévitable ; mais l'article montre que si les trous sont noirs, leur théorie n'est pas non plus dépourvue d'obscurité...

MAURICE ARVONNY.

Superphénix goutte à goutte

Des caméras et des microphones vont être mis en place pour détecter la fuite du surgénérateur de Creys-Malville

« L'A fuite de Superphénix ? On la soigne, on l'entretient. » Loin de vouloir l'arrêter, M. Pierre Schmitt, chef de cette centrale nucléaire construite à Creys-Malville (Isère) sur le Rhône, à quelque 60 kilomètres en aval de Lyon, forme des vœux pour que la fuite de sodium du barillet du surgénérateur continue à débiter au même rythme : une vingtaine de litres par heure. Paradoxal ? Non. Car, dans le cas contraire, les ingénieurs et les techniciens seraient bien en peine, après la vidange prochaine du barillet, de découvrir cette minuscule fissure dont la dimension ne doit pas dépasser le millimètre carré.

Autant chercher une aiguille dans une botte de foin. Car le barillet, sorte de sas par lequel transitent les éléments combustibles (fertiles et fissiles) nécessaires au fonctionnement du réacteur, se présente comme un cylindre de 13 mètres de haut et de 9,5 mètres de diamètre sur lequel a été soudé un long bec de cafetière. Impossible de vérifier centimètre par centimètre l'état de cette surface d'acier. Des mois n'y suffiraient pas. D'autant que, pour des raisons de sécurité, le

barillet est protégé par une seconde enceinte d'acier laissant un espace intercuve d'à peine 15 centimètres dans le fond duquel s'accumule le sodium de la fuite et dans lequel ne peuvent se mouvoir que des instruments ou des robots de faibles dimensions.

Certes, des présomptions existent. La première idée qui vient à l'esprit est de penser qu'une soudure a lâché au niveau de la partie la plus fragile de l'ensemble : le bec de cafetière. Une hypothèse que M. Schmitt n'écartera pas, bien au contraire, mais dont la preuve ne pourra être apportée au mieux que dans quelques jours. En effet, les personnels de la centrale, avant de procéder à la vidange des 626 tonnes de sodium non radioactif pour laquelle ils ont reçu, le 30 juillet, le feu vert des autorités de sûreté, ont l'intention de glisser dans l'espace intercuve une sorte de système optique (endoscope) permettant d'examiner de manière détaillée la zone suspecte.

Même si elle est couronnée de succès, cette opération préliminaire d'une semaine ne dispensera pas d'une vidange totale du barillet. Car il ne suffit pas de localiser la fuite ; il faut aussi comprendre

l'origine du mal, ce qui suppose le prélèvement, en vue d'analyse, d'échantillons de métal de la zone fissurée. Mais il se peut aussi que l'on ne découvre rien ou que les équipes de Superphénix ne soient pas en mesure de manipuler l'endoscope aussi facilement qu'ils le désirent. Dans ce cas, reste la possibilité de localiser la fuite au cours de la vidange.

Suspendre la production ?

Toutefois, cette opération délicate ne commencera pas avant la mi-août. S'il est toujours possible de pomper la totalité des 626 tonnes de sodium en une trentaine d'heures, une telle méthode n'est guère utilisable dans le cas présent en raison de sa brutalité. Ce que veulent M. Schmitt et ses adjoints, c'est pomper lentement, très lentement, jusqu'à ce que la fuite s'arrête, déterminant ainsi le niveau auquel elle se situe dans la cuve. Pour mener à bien cette tentative, les équipes de la centrale devront, au préalable, remplacer le gaz neutre (argon) contenu dans la partie supérieure du barillet par un autre : de l'hélium - neutre aussi, diffusant plus facilement à travers la fuite. L'emploi de ce gaz neutre est, en effet, nécessaire pour se protéger des réactions, parfois brutales, du sodium avec l'air et l'eau.

Lorsque l'« altitude » de la fuite aura été déterminée, le niveau du sodium dans la cuve sera à nouveau remonté. Le gaz

contenu dans l'espace intercuve sera alors mis en pression pour qu'il s'élève de la fuite des bulles traversant le sodium, phénomène suffisamment bruyant pour pouvoir être détecté par des microphones directionnels. Cette méthode a d'ailleurs déjà été utilisée par les Britanniques sur les générateurs de vapeur du réacteur surgénérateur prototype de Dounreay (250 mégawatts) installé dans le nord de l'Ecosse. Une fois la fuite localisée, la vidange reprendrait.

Fin août début septembre donc, « le barillet, si tout va bien, devrait être pratiquement vide, indique M. Schmitt, et la situation de la fuite, ou de la fissure, connue à 1 mètre carré près (1) ». Commenceront alors les opérations de prélèvement d'acier autour de la fuite pour déterminer l'origine du mal et y remédier rapidement. « En effet, tout le problème est de savoir, dit M. André Lacroix, chef adjoint de la centrale, s'il s'agit d'un défaut singulier ou d'un défaut générique » comme celui que les Allemands ont connu avec des cordons de soudure du réacteur de Kalkar.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.
(Lire la suite page 10.)

(1) En fait, même après la vidange, restent dans le fond du barillet quelques centimètres cubes de sodium. Chacun espère que la fuite n'est pas à ce niveau-là. Mais, si tel était le cas, le barillet serait alors à son tour pressuré pour permettre à la fuite de se manifester.

Plus vite, moins cher!

309 GTI-130CV

DERNIERS MODELES 1987 A PRIX CHOC

- 309 GTI ROUGE
- 205 CABRIOLET CTI BLEU AZUR
- 205 OPEN 3 ET 5 PORTES GRIS FUTURA-GRIS WINCHESTER
- 205 XT GRIS GRAPHITE-GRIS WINCHESTER ET BLEU D'ARABIE
- 305 GR GRIS FUTURA, BEIGE ANTILOPE ET BLANC
- 205 XA ET XAD
- 309 XR ET XRD BLANCHE ET BEIGE ANTILOPE

PEUGEOT NEUBAUER

c'est la garantie du prix et du service!

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

La Turquie fait appel aux techniques les plus modernes pour préserver ses monuments et ses sites

colossales de ponces, de cendres volcaniques et surtout des coulées pyroclastiques.

Ces coulées sont faites d'une émulsion de gaz très chaud et de débris de roches volcaniques.

Emises par des explosions variant souvent à l'horizontale, elles coulent à grande vitesse en suivant la topographie et peuvent constituer des couches épaisses de plusieurs mètres. Selon leurs conditions de refroidissement, elles se solidifient en lufs (ou ignimbrites), les uns tendres (ce qui en général est le cas), les autres durs comme du béton (comme à Herculanium après l'éruption du Vésuve en 79 de notre ère).

L'ensemble de ces produits volcaniques couvre une surface de 11 000 kilomètres carrés et est épais de 360 mètres. L'érosion des eaux a ensuite profondément entaillé ces produits volcaniques plus ou moins tendres et l'hétérogénéité de ces derniers les a sculptés en innombrables cheminées.

Les habitants de la région ont facilement trouvé pour en faire des maisons très sèches et des églises.

La plupart des églises rupestres de Cappadoce ont été décorées au onzième siècle. Les peintures, en général, ont été faites sur enduit. Mais l'âge, les variations thermiques dues au climat très continental, les infiltrations, tout concourt à décoller l'enduit de la roche et la peinture de l'enduit. A ces facteurs naturels, il faut ajouter d'autres causes de détérioration : la fumée des innombrables chandelles, les frottements incessants des fidèles plus des visiteurs de plus en plus nombreux.

en juge par les fleurs repeintes sur les boîtes de la grande chambre de la mère de Selim II (1789-1807). Mais le Sévère, le ténor Turgokul, le directeur du musée du palais de Topkapı, déplore le manque d'artistes capables de restaurer les objets anciens.

Beaucoup seront restaurés et ouverts au public les communs où vivaient, à l'extérieur du harem, les cent ou deux cents « serviteurs à longs cheveux » qui avaient en charge la chauffage et la lutte contre les incendies. Pour aller travailler dans le harem, les hommes devaient relever leur grand col, qui faisait office de casquette.

Le palais de Yıldız est, lui aussi, fait de nombreux bâtiments disséminés dans un parc de 50 hectares dominant le Bosphore. Le sultan Abdülhamid II (1876-1909) y avait fait construire pour sa famille une résidence pour que sa sécurité soit mieux assurée. Avec tellement de précipitation que les femmes de son harem y sont, dit-on, d'abord vécues dans des tentes.

Après l'instauration de la République turque, Yildiz a abrité une académie militaire. Maintes fois, le ministère de la culture, quelques bâtiments ont été restaurés.

Tout différent est le problème de la sauvegarde du site historique de la ville de Beymeşinli. Il s'agit, en effet, de restaurer son caractère de quartier entourant la grande mosquée, construite de 1550 à 1567 par le célèbre architecte ottoman Sinan. L'ordre du sultan Soliman le Magnifique (1520-1566) avait fait des écoles coraniques, les hammams, les dépendances, qui constituaient les services exté-

(1) Les autres sites historiques d'Istanbul à visiter en priorité sont le quartier de Zeyrek, avec l'église du Pantocrator, une partie des remparts, l'aqueduc de Valens et la Corne d'Or dans son ensemble, au compris. La municipalité d'Istanbul contribue largement plus de 2 milliards de livres turques, soit environ 3 millions de francs (à la présentation des sites et monuments de la ville.

Le nettoyage est l'opération peut-être la plus délicate: il doit être fait uniformément et sans abîmer les pigments, la technique varie selon les cas, mais il faut que les solvants soient assez puissants pour enlever la saie s'effimée avec une substance légèrement basique (ammoniaque diluée ou carbonate d'ammonium); la colle, la glu ou... le rouge à lèvres avec des solvants appropriés; la cire des chandelles au scalpel d'abord puis avec un solvant très toxique qui oblige à travailler avec un masque.

Pour la consolidation de la couche picturale, on procède par injections, on s'arrête de deux adhésifs qui fixent le premier adhésif, on s'arrête de deux adhésifs à l'enduit, la paroi, le second la peinture à l'enduit. Pendant ces opérations, la peinture est maintenue d'abord par une gaze enduite d'une résine acrylique qu'on enlève avec un solvant, ensuite par un papier japonais très fin collé puis décollé à l'eau.

arfois très grande, formée par l'effondrement de la zone centrale d'un volcan qui vient de vivre une phase brève mais de intense d'activité éruptive.

(2) Contrairement à l'ancien barillet qui est en acier ferritique, le nouveau serait en inox et répondrait à des critères de qualité identiques à ceux imposés à la cuve du réacteur. En revanche, dans un surgénérateur de deuxième génération de 1 500 mégawatts, il n'y aurait pas de barillet du tout.

Qu'en est-il des risques attribués à l'automédication végétale ? Au regard des méfaits de la surconsommation des drogues de synthèse ? La plante médicinale aurait-elle pas ici fonction de purgatoire émissaire ? Faut-il faire un procès à la sauge quand il se consomme chaque année en France plus de cinq milliards de cachets d'aspirine ? Six années d'indigènes dans le sud de la France nous ont révélé aucun usage interne de plantes vénéneuses. Elle nous ont montré, en revanche, une attention souvent excessive à la durée des cures, et des mises en garde d'emploi nullement

BARILLET

1. Bâton; 2. Double enveloppe; 3. Bec à S.

DEUX OU

LES personnes intéressées par les plantes médicinales peuvent se reporter à deux récents et remarquables ouvrages sur ce thème.

Le premier est le produit d'une collaboration établie entre la Bibliothèque nationale et deux petites maisons d'édition parisiennes. Il s'agit de l'adaptation rigoureuse et exemplaire d'une des plus importantes pharmacopées médicinales. Le *Livre des simples médecines* tenait lieu de Codex aux herbolistes parisiens du quinzième siècle. C'est une compilation italienne du début du seizième, rassemblant des emprunts grecs, latins et arabes autour d'un important traité rédigé entre 1130 et 1160 par un médecin de Salerni, Matthæus Platearius. Ce traité est aussi un miroir de l'ensemble des savoirs médicaux du Moyen Âge. Il s'agit de la plus vaste et de la plus luxueuse (cent-vingt planches originales, couleurs, réunion de recettes médicinales

Q

RÉACTEUR

1. Cœur du réacteur ; 2. Réflecteur ; 3. Éléments combustibles ; 4. Éléments combustibles ; 5. Éléments combustibles ; 6. Éléments combustibles ;

[illegible]

1. The purpose of this study is to determine the effect of the use of the computer on the learning of the English language in the classroom. The study was conducted in a secondary school in the city of Istanbul. The sample consisted of 40 students and 2 teachers. The data were collected through questionnaires, interviews and observations. The results of the study show that the use of the computer has a positive effect on the learning of the English language. The students who used the computer showed higher achievement than those who did not use it. The teachers also reported that the use of the computer made the learning process more interesting and effective. The study suggests that the use of the computer should be encouraged in the classroom to improve the learning of the English language.

LES personnes intéressées par les plantes médicinales peuvent se reporter à deux récents et remarquables ouvrages sur ce thème.

Le premier est le produit d'une collaboration établie entre la Bibliothèque nationale et deux petites maisons d'édition parisiennes. Il s'agit de l'opération rigoureuse et exemplaire d'une des plus importantes pharmacopées médicinales. Le *Livre des simples médecines* tenait lieu de Codex aux herbaires parisiens du quinzième siècle. C'est une compilation italienne, au début du seizième, rassemblée de emprunts grecs, latins et arabes autour d'un important traité rédigé entre 1130 et 1160 par un médecin de Salerne, Mattheus Platearius. Ce traité est aussi un miroir de l'ensemble des savoirs médicaux du Moyen Âge. Il s'agit d'un plus vaste et de la plus luxueuse des vingt planches originales et d'une réunion de recettes médicales.

médicavales disponibles actuellement en France.

Le second ouvrage, également passionnant, est dû à J. Pierre Leutguth. Il s'agit de publication des résultats d'une enquête ethnobotanique conduite en 1981 et 1982 en Corse-Provence, où habite l'auteur. L'ouvrage est bâti autour du thème central de la plante dépurative, « herbe qui renouvelle » le sang. Pierre Leutguth situe la place du savoir médical traditionnel dans la région de France où la connaissance des remèdes végétaux demeure très vivante, débouche d'autre part une première « ethnopharmacopée de France française ».

J.-Y. M.

★ *Le Livre des simples médicinaux*, Editions Cassid et textes médicaux, 55, rue de Valenciennes, 1001 Paris, Diffusion Vito, 480 F.

★ *L'Herbe qui renouvelle : un savoir en Haute-Provence*, Pierre Leutguth, Editions de la Maison

Le Monde
sur minitel
REVUE DE PRESSE
Les journaux du matin lus par « le Monde »
36.15 **TAPEZ LEMONDE** puis **PRS**

هكذا من الاجل

سكاي نيوز

Culture

MUSIQUE

« Lohengrin » à Bayreuth

Werner Herzog dans la science-fiction

Pour le Lohengrin qu'il a mis en scène, Werner Herzog a oublié la beauté visionnaire de ses films, il se perd dans les références au cinéma d'aventures.

De Werner Herzog, on attendait qu'il mette Bayreuth en révolution, qu'il plonge les chanteurs dans un état hypnotique, qu'il confronte l'homme à un univers qui le dépasse. Dans leur fragile démesure, les héros wagnériens sont frères d'Aguirre, de Fitzcarraldo, de Gaspard Hauser. Lohengrin vu par Herzog devait rendre au Festival languissant le frère de la Tétralogie selon Patrice Chéreau ou du Vaisseau fantôme par Harry Kupfer. Les! Comme tant de ses confrères cinéastes, ce visionnaire de l'image semble avoir été frappé d'une irrésistible timidité en abordant la mise en scène d'opéra.

Le choix de l'œuvre était en soi une gageure : le Moyen Âge de légende, la fable du chevalier inconnu, l'enfant princier transformé en cygne, l'affrontement de la pure jeune fille et de la sorcière donnent carte blanche à l'imagination. Mais ces ingrédients de film d'aventures ont été filés par Wagner dans les pages d'un livre d'heures aux teintes de vitrail. Karajan l'a bien compris qui, à Salzbourg, a joué la

carte du tableau vivant, de la miniature médiévale. Wieland Wagner aussi, dont le Lohengrin immobile rayonnait de tous les sortilèges du Graal. Herzog, on le sent, a tenté de casser ce statisme, de faire éclater l'arche mélodique qui, dès le prélude, annonce l'incarnation du héros et prépare son départ vers les régions mystiques. La problématique ambiguë de la Révélation violée par les doutes et la curiosité d'une femme l'a apparemment mis mal à l'aise. Ce qui l'a intéressé, c'est la manière dont Wagner a habillé le mythe, c'est le réseau de faux-semblants fabuleux dont le musicien-librettiste a fait son langage.

Bimbeloterie décorative

En homme de cinéma, il a repris à son compte les images clés de l'œuvre, en essayant de les décaler, de leur superposer un système de références contemporaines, de trouver un second degré ironique et éclairant : l'épée de Lohengrin évoque les armes sauvages et sophistiquées de Mad Max, le duel au ralenti avec le traître Telramund semble emprunté à *Excalibur*, le rayon laser bleu dans lequel apparaissent le héros et l'enfant cygne (une sorte de Superman enfant) rappelle l'atterrissage de la soucoupe volante à la fin de *Rencontres du troisième type*.

Malgré l'absence d'avoir su hisser ces clichés au rang de symboles, d'en

avoir débusqué les mécanismes et stigmatisé plus nettement le merveilleux de pacotille, Herzog n'a fait qu'en reproduire la convention. Il est retombé, sans le nourrir et le justifier par une véritable direction d'acteurs, dans un statisme à peine troublé par des mouvements de foule maladroits (l'entrée des chœurs, par le lit de l'Éscout *(sic)* et leur sortie dans la plus grande pagaille). Il a habillé cette absence d'action, cette carence de tension dramatique qui rappelle les casques et les panoplies rustiques du Bayreuth d'avant guerre. Ce qui nous rappelle, en passant, que les *Mad Max* et autres *Guerre des étoiles* ne sont que des avatars d'une imagerie aussi éprouvée qu'idéologiquement diluée à l'usage.

Curieusement, Herzog s'est très peu inspiré de son propre univers cinématographique, si ce n'est dans le visuel clair de lune sur le fleuve (dont l'eau, vraie, clapote malencontreusement pendant les acclamations de l'orchestre), ou dans le paysage gelé qui sert de chambre nuptiale à Lohengrin et à Elsa.

Quelques moments réussis au troisième acte, comme l'attaque des chevaliers-sicaires en peaux de bêtes surgis du sol avec lequel ils se confondent, ou l'affrontement muet d'Elsa et de l'Ortrude — les deux faces de la Femme selon Wagner — parviennent, trop tard, à sauver le spectacle de l'ennui.

Confiant, sans doute, dans l'intérêt que susciterait le nom de Werner Herzog à l'affiche, le Festival n'a consenti à ce Lohengrin, qu'un plateau de série B. Peter Schneider, qui a, ces dernières années, remplacé Solti au pupitre de la Tétralogie ratée, mise en scène par Peter Hall, dirigeait patiemment un orchestre pas toujours juste ni précis (le prélude du premier acte, avec ses longues tenues de cordes, ne pardonne pas!).

Dans le rôle tueur, le ténor canadien Paul Frey, qui ressemble, physiquement et vocalement, à Jess Thomas, sans en avoir l'endurance ni la force intérieure, chante avec musicalité, mais doit se réserver pendant trois actes pour arriver au bout du récit du Graal. Hornis Gabriele Schnaut, Ortrude, efficace à défaut d'être raffinée, le reste de la distribution frôle la catastrophe, du Telramund aboyant, d'Ekkehard Witschla, à la Senta glaciale de Nadine Secunde, aux prises avec des aigus systématiquement au-dessous de la note. Restent les chœurs, toujours magnifiques sous la direction de Norbert Balatsch, qui nous font souvenir avec opportunité que nous sommes à Bayreuth. Car, sur la colline sacrée, le chevalier au cygne n'est décidément plus *persona grata*.

FRANÇOIS LAFON.

* Prochaines représentations : 12, 20 et 25 août.

CINÉMA



« Central Park Driver », « Vamp »

Les dents de la nuit

Le vampirisme se démocratise. Dracula s'est endormi dans les ruines de son château, ses successeurs n'ont de commun avec lui que le caractère nocturne de leurs activités.

Dans *Central Park Driver* (titre original, *Graveyard shift*) de Gérard Ciccoritti (réalisateur et auteur du scénario), un beau brun au nez cassé, au regard farouche un peu triste, tombe toutes ses clientes, il est taxi de nuit. Au moment de l'extase sur la banquette arrière, il devient poudré, pousse un rugissement, ses canines s'allongent (symbole) s'enfoncent non pas, selon la prude coutume, dans le cou de ses victimes mais dans leurs seins. Enfin, à la naissance de la gorge, car le film est un peu porno, mais soft.

Pendant ce temps, une réalisatrice de télévision tourne un film de vampire. Elle aussi est triste, il y a de quoi : non seulement son mari fait l'amour sauvagement — et toujours soft — contre la table de maquillage avec l'interprète féminine, non seulement les producteurs ne veulent plus de son film, mais elle est atteinte d'une maladie incurable. Il ne lui reste plus que quelques mois à vivre. C'est alors qu'elle prend un taxi, « le » taxi, et que le beau brun s'aperçoit, bouleversé, qu'elle est la réincarnation de son premier amour, la jeune fille qu'il a épousée il y a environ trois cents ans.

Il va l'aimer comme le font les hommes qui ne sont pas vampires, et en mourra, poursuivi par deux filles dévotielles, un blond et un Noir, qui ont trop vu *Miami Vice*. Une horde de harpies aux dents longues se déchaine, en particulier une strip-teaseuse sado-maso qui semble venir du film de Richard Wenk, *Vamp*, où Grace Jones danse avec une perruque rouge et devient verte quand elle aspire le sang des jouvenceaux en goguette. L'un d'eux s'échappe, les vampires le poursuivent, tout finira bien, il s'agit d'un pastiche. Le film s'essouffle trop vite par manque d'imagination, mais au moins il joue le jeu, et la beauté androgyne de Grace Jones, tatouée, parée d'accessoires insensés, suffit à donner un minimum d'équilibre, d'inquiétude nécessaire.

Vamp est un nanar moins drôle qu'il ne le voudrait, mais, au fond, honnête. On sait où il va. Ce n'est pas le cas avec *Central Park Driver* construit comme les clips, avec des enchaînements par associations d'images, mais sans rythme, laid et pauvre. Il a dû coûter le dixième du fameux *Thriller* de Michael Jackson et ça se voit.

Normalement, ce genre de film passe dans des salles à deux programmes pour 20 francs. Celui-ci est distribué dans un circuit normal à 32 francs. Après quoi, on viendra pleurer parce que la fréquentation des salles est calamiteuse. Evidemment, les troisièmes choix ne doivent pas coûter cher aux exploitants. Ce qui coûte très cher, ce sont les spectateurs perdus.

COLETTE GODARD.

EXPOSITIONS

Dorothee Selz à la Grande Epicerie du Bon Marché

Sucre d'art

Vingt ans après, cette adepte du « eat art » est une des rares qui persévèrent dans son œuvre éphémère. C'est qu'elle partage avec son public une même propension insatiable à « rêver la bouffe ».

Il était une fois... l'Opéra de Paris devenu opéra bouffe et la gare du Nord, repère de wagons-restaurants fourrés de pains multicolores à l'ombre d'une façade nappée de frises onctueuses...

Mettre ses clients en appétit : tel est le but que s'est fixé le Bon Marché en exposant, sur une palissade installée rue de Sévres en devanture de la Grande Epicerie, quelques clichés géants de gros-plans sur les sculptures comestibles que réalise Dorothee Selz. Depuis vingt ans, cette Parisienne née au lendemain de la guerre s'est spécialisée dans l'art « prêt-à-consommer ». D'ordinaire, elle refuse de ne pas satisfaire les appétits qu'elle a déclenchés — « ce serait pervers », dit-elle — et, moyennant un simple ticket d'entrée, convie à sa curieuse table les dévoreurs d'art. Mais le Bon Marché — faute de goût ? faute de sens ? — a choisi, lui, de laisser le passant sur sa faim : comestible, il est vrai, l'exposition eût présenté l'inconvénient de ne pas durer trois semaines, jusqu'à l'ouverture, le 24 août, de la Grande Epicerie. Il faut choisir...

Dorothee Selz, créatrice d'art éphémère, c'est-à-dire d'un art décidé à échapper à la « muséification ». « L'idée qui nous portait, avec Daniel Spoerri, était que l'œuvre d'art est un produit de consommation comme un autre. » Elle décide d'ignorer les écoles d'art, et commence sa carrière de traiteur-coloriste.

Elle coule, sculpte et colore le sucre comme d'autres la pierre, le bronze ou l'or. De burin, point. Sa baguette magique est une poche à douille de pâtisseries.

De la tradition des grands cuisiniers du Moyen Âge, elle retient la démesure. Mais boude le manque d'imagination. Les pièces montées animées par des mécanismes que décrit Béclier dans un ouvrage de 1649 n'ont pas fait école chez elle, qui pense que les pâtisseries avides de prouesses techniques, rebâtisseuses en sucre de cathédrales gothiques, sont de tristes sires. Elle, à l'art en plus : celui de la transgression rêvée et sensuelle.

Avec ses plats et ses crèmes colorées, Dorothee Selz perpétue une longue histoire de fêtes pour l'œil et l'estomac. Au Festival de danse contemporaine d'Aix-en-Provence, elle organise un spectacle de danse du ventre dans un décor de tranches de pastèque empilées sur des piques. Totem et tabou. A la fin du spectacle, le public se partage la même sucrose. Un soupçon de fable, beaucoup de conte de fées chez cette professionnelle de la vie en sucre...

Dans la galerie-restaurant de Daniel Spoerri à Düsseldorf, elle servait, au milieu des portraits en règle de Brecht et des couilles de sucre à bonbon de César, des spaghetti roses et noirs. « J'utilise la nourriture de manière à ce qu'on ne la reconnaisse pas, car je veux pousser les gens à regarder le réel autrement. » C'est ainsi qu'elle même s'est découverte, à Barcelone où elle a vécu quelques années, un appétit imprévu pour les façades copieuses de Gaudi. « La beauté terrifiante et comestible de l'architecture modern style », a dit Dali. « Mange-moi », répondent, tel le biscuit d'Alice, les mirages sucrés de cette bonne fée.

L. M.

* Une autre exposition de l'artiste, « A manger des yeux », aura lieu au musée Bellevue de Zurich, du 8 septembre au 8 octobre 1987.

Fabergé au musée Jacquemart-André

L'œuf mystère de Saint-Petersbourg

(Suite de la première page.)

Les Fabergé sont d'origine française. Protestants, ils ont fui la France au moment de la révocation de l'édit de Nantes. Le père de Gustav a adopté la nationalité russe au début du dix-neuvième siècle.

C'est Peter Karl qui, dans les années 1890, va donner à la maison Fabergé une renommée mondiale, quasiment légendaire. Le nom de Fabergé va devenir synonyme d'un comble de magnificence, de beauté, de perfection absolue.

Paradoxe extraordinaire : Peter Karl Fabergé va atteindre cette suprématie en délaissant pour l'essentiel ce qui était jusqu'alors le summum de la joaillerie : les bijoux de pierres précieuses et d'or, solitaires montés en bagues ou pendentifs, rivières de diamants, etc.

Peter Karl opte pour des créations plus discrètes, apparemment moins somptueuses, mais d'un raffinement extrême, d'une exécution sublime. La maison Fabergé va créer des boîtes d'épingles ou de cigarettes, des œufs, des porte-plume, des cendriers, des cadres de photographies, des bonbonnières, des pendules, des porte-allumettes... La matière sera surtout l'émail, mais un émail d'une faiblesse beauté, et des pierres dures de l'Oural, de Sibérie.

L'œuvre de très grands artistes

L'apothéose de Fabergé, dans les dernières années du dix-neuvième siècle et les premières du vingtième, repose notamment sur trois choses. La première, c'est l'engagement, rue Bolchaïa-Morskala, de très grands artistes de la joaillerie, accourus de plusieurs pays d'Europe. Ce sont eux, les chefs d'atelier de Fabergé (Peter Karl ne mettait pas lui-même la main à la pâte), ce sont les Michael Perchin, Erik Kollin, Henrik Wigström, August et Albert Holmström, August Holmling, Fédor Ruckert, Fédor Afanassiev et autres Gabriel Niukkanen ou Andres Nevalainen, qui ont accompli les chefs-d'œuvre signés Fabergé. Ils n'étaient, pour la plupart, pas russes d'origine.

La seconde raison du triomphe de Fabergé a été la venue, en Chine, à la fin du dix-neuvième siècle, de nombre d'Européens qui n'étaient pas seulement, comme surtout jusqu'alors, des soldats, des missionnaires, des commerçants, mais aussi des artistes, ingénieurs, techniciens, archéologues. Et c'est en Chine que Fabergé va découvrir un art très beau et raffiné des pierres dures, surtout des jades : figurines d'animaux et de personnages, fleurs et autres objets.

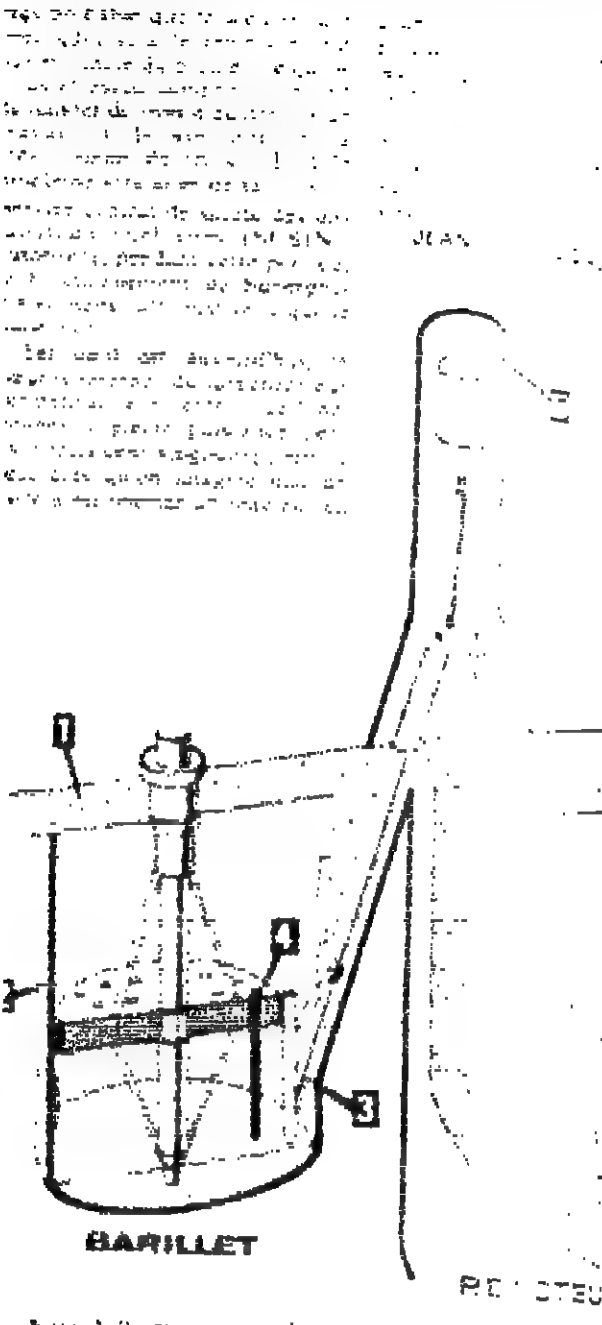
Enfin Peter Karl, qui a suivi des cours de commerce en France, va gérer au mieux l'entreprise, participer à des expositions internationales, ouvrir une succursale à Londres. Les tsars Alexandre III et Nicolas II

MICHEL Cournot.
* Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann, Paris-8, jusqu'au 31 août.



EST-IL BEAU ET RANGÉ?

ix goutte à



is végétaux

Les végétaux sont des organismes vivants qui ont la capacité de fabriquer leur propre nourriture à partir de l'eau, du dioxyde de carbone et de l'énergie lumineuse. Ils jouent un rôle essentiel dans l'écosystème en produisant de l'oxygène et en servant de base alimentaire à d'autres organismes.

DEUX OUVRAGES

Le premier ouvrage est un guide de poche qui présente les principales familles de végétaux et leur répartition géographique. Le second ouvrage est un atlas illustré qui montre les différents types de végétaux et leur évolution au cours du temps.

Le Monde
REVUE DE PRESSE
LEMONDE

Culture

CINÉMA

Gérard Mordillat achève «Fucking Fernand»

Le rire au risque de la guerre

Gérard Mordillat, écrivain et cinéaste, persiste et signe une nouvelle comédie, *Fucking Fernand*, inspiré d'un roman de Walter Lévin.

C'était un vilain jour du début de l'été, dans la banlieue nord de Paris. Pluvieux, froid, gris donc comme cette petite rue de Pantin bordée de maisons et d'immeubles impersonnels. Au numéro 6, une fois passé le porche d'un grand bâtiment, impressionnant comme seuls peuvent l'être ces «hotels industriels» qu'on savait construire au début du siècle, l'atmosphère se réchauffait subitement, sous la caresse de multiples soleils artificiels : des projecteurs de cinéma.

Dans les entrepôts désaffectés de la SEITA, une armée de techniciens, d'artistes, de comédiens, sous l'œil sévère mais juste de la productrice Véra Belmont et celui de Philippe Hellmann, l'un des patrons d'UGC, s'ordonne autour d'un seul

maître, Gérard Mordillat. Trente-sept ans, le cheveu en bataille autour d'un visage un peu rond, ce jeune écrivain converti au cinéma tourne son troisième long métrage, *Fucking Fernand* — après avoir été révélé aux cinéphilas par l'adaptation de son premier roman, *Vive la sociale!* et par *Billy ze Kick*, film tiré du roman de Jean Vautrin.

Praticien talentueux, minutieux, du film réaliste à portée sociale, Gérard Mordillat double un cap important. Son troisième film, coproduit par Véra Belmont, Delta Films (Berlin), Canal Plus, UGC et les SOFICAS, coûte plus de 20 millions de francs et renoue avec un genre difficile : la comédie sur fond de guerre. «*Fernand veut être un film drôle et le sera d'autant plus que la dernière guerre mondiale sera réellement présente, estime son réalisateur. Certaines séquences ont été tournées comme dans les films de guerre, avec les moyens que cela requiert, et j'ai voulu que, sur le plan de l'interprétation, on puisse lire sur les visages la douleur de la mort. Plus cette vérité sera forte,*

plus les spectateurs apprécieront les scènes de comédie.

Fucking Fernand relate, au début des années 40, l'épopée d'un jeune aveugle, fils de famille, que la guerre projette hors d'une institution spécialisée où il n'a nourri qu'une obsession : rencontrer une femme. Son chemin croise celui d'un assassin en fuite de milieu populaire qui file vers le sud pour retrouver son amie qui tient un bordel à Calumet, plaque tournante de la Résistance. Ces trois rôles principaux sont tenus par Thierry Lhermitte, Jean Yanne et Marie Laforêt.

Le scénario, inspiré du roman de Walter Lévin et adapté une première fois par Jean Aurel, a été entièrement réécrit par Gérard Mordillat. «*J'ai écrit le rôle de l'assassin pour Jean Yanne, confie-t-il. Pour une raison simple et juste : la fois : lui est de la porte des Lilas et moi de Mémilmontant, il se sent comme dans ses pantoufles.*

Gérard Mordillat est entré dans la vie professionnelle par la porte d'une imprimerie de labeur où il était ouvrier. C'est l'époque où il rencon-

tre, à la Cinémathèque, le cinéaste Roberto Rossellini, qui prépare un film sur les guerres de paysans en Allemagne au seizième siècle. Pendant des mois, Gérard Mordillat rassemble une documentation gigantesque pour le «maître» et découvre le monde du cinéma. En 1975, il travaille concrètement sur un premier film, *Le Pato*, de Gérard Guérin, pour lequel il est scénariste et assistant, électricien, claqueman, monteur. Il rejoint aussi l'équipe de *Libération*, où il est critique au service littéraire, jusqu'à la publication de son premier roman, *Vive la sociale!* dont il tirera son premier long métrage.

«*J'ai tourné Vive la sociale!* pour corriger les erreurs qu'à la réflexion j'avais décelées dans mon livre. Cependant, j'étais des livres pour le plaisir de l'écriture et pas pour qu'ils servent à faire des films. Si je garde les droits d'adaptation de mes livres, c'est pour être sûr que personne ne s'en empare. Il y a des choses dans les livres qu'on ne peut absolument pas vendre.

OLIVIER SCHMITT.

DIGRESSIONS, par Bernard Frank

La vie en rose

1 La folie me gagne

Nous manquons de franchise avec les livres. Ce serait curieux de dire pourquoi nous les lisons. A quel moment ? Dans quelles circonstances ? Tenir un journal de nos infidélités littéraires ne manquerait pas de saveur et pourrait être utile à l'écrivain comme à son lecteur. L'autre semaine, quand je lisais le *Mystère de la Maison rouge*, qu'écrivait-il ? Il fait trébucher un moment ? J'en étais à la page 8 : «*Au visiteur qui venait d'affronter l'allée sous le torride soleil d'été, la Maison rouge était un asile délicieusement accueillant dont la seule vue rafraîchissait. C'était une large bâtisse au toit bas avec des poutres de chêne, des murs blancs, des vitres bleues garnies de rideaux bleus.*

A ce point du récit, tout va bien. Ce n'est pas la faute de Milne si j'ai quelque difficulté à me représenter d'une façon claire ce que sont des murs blancs et des vitres bleues. Je comprends le sens des mots mais je reste myope devant les couleurs et les formes qu'ils désignent : question d'accommodation. Qu'importe, dans la phrase, c'est le mot visiteur qui compte. Comme il a l'air bonasse et inquiet, cachant sous son bonnet trois personnes au moins. Le passant qui s'éponge le front et qui soupire de bonheur à la vue de cette maison fraîche et tranquille : le visiteur non désiré que l'on attend ce jour-là ; enfin nous, qui regardons cette maison depuis la première page comme la maison du crime, nous qui remontons cette allée en suspectant le moindre mot, le moindre détail, ne nous fiant pas aux apparences, toujours trompeuses dans un roman policier.

C'est la phrase qui suit qui va me dérouter : «*A droite et à gauche, des portes conduisaient aux pièces, mais, face à l'entrée, il y avait d'autres fenêtres donnant sur une petite pelouse, de sorte qu'en traversant ces deux rangées de fenêtres ouvertes qui se faisaient vis-à-vis le peu d'air que le pesant air de l'atmosphère caniculaire laissait libre circulait agréablement. Un escalier aux marches basses d'éclaircissait le long du mur de droite et, tournant à gauche, conduisait à une galerie d'où on pouvait pénétrer directement les chambres.*

Au lieu de passer outre, comme un idiot, j'attache de l'importance à la configuration des lieux. Quand il me faut imaginer que, face à la porte d'entrée, il y a d'autres fenêtres qui donnent sur une petite pelouse, aussitôt la folie me gagne ! Mais comment sont-elles fixées ces fenêtres qui font face à d'autres fenêtres ? Sur quel support ? Dans l'herbe ? Et cette petite pelouse, par quel tour de magie l'a-t-on fait surgir ? C'est en vain que j'essaie d'assembler devant mes pauvres yeux fatigués la double rangée de fenêtres, l'entrée, la pelouse, la galerie, l'allée, les chambres, la gauche, la droite, les rideaux bleus, les marches basses, l'escalier, les portes, la gauche, la droite, je sens que tout va s'effondrer par ma faute dans un grand bruit de vaisselle cassée !

Il ne faut jamais suivre à la lettre les descriptions, on risque d'y perdre son latin et sa vue. Dans le cas de Milne, je peux imputer au traducteur les défauts de ma vision, ma stupéfaction. Mais je n'ignore pas que ces verbes, ces adjectifs, je les ai éprouvés avec les plus grands : en Amérique avec Chateaubriand, dans certaine pension de famille avec Balzac, à Carthage avec Flaubert et même sur le rivage des Syrtes avec Gaudet !

La description est un peu la langue d'Esoppe. Elle peut tout autant lasser notre attention souvent paresseuse que nous redonner ce bon goût de la prose que l'abus des dialogues nous avait fait perdre. Je conseille à mes lecteurs, et à plus forte raison aux apprentis écrivains, d'avoir par période la lecture vigilante. Autrement dit, quand ils lisent

un roman, un essai, ce qu'ils veulent, de ne pas hésiter à recopier certaines phrases et cela non pas pour les servir à grands frais comme s'il s'agissait de pierres précieuses, mais pour voir comment c'est fait, si ça tient le coup.

Sur le même carnet de dédicataire, j'indiquerais, si j'étais eux, ce qui leur a paru d'un ennuie insurmontable. Pour les livres dont on parle, de comparer ce que les critiques leur ont dit et le plaisir qu'ils ont éprouvé. Et si tel livre qui n'a pas beaucoup de presse, qu'ils se sont procuré en cachette de la rumeur, ne valait pas ces auteurs autour d'eux par le trépas.

Maintenant que nous nous connaissons un peu, je peux vous l'avouer. Mon dessin n'est pas si défiant. J'aimerais que vous puissiez vous passer de nous : de la critique dans son ensemble et même de Rivet ! Que vous jugiez nos écrits pour ce qu'ils sont : des bavardages plus ou moins drôles, des spectacles plus ou moins montés. Il est vrai que si nous ne servons pas à grand-chose, du moins nous tiennons le feu. Il serait navrant que vous remplaciez nos gentils bavardages par la dictature des masques et des grilles fusées de la semaine. Des masques, il y en a certes d'excellents, et les grands noms du champagne de bouche à oreille vous diront que leurs maisons sont plus en mesure de vous fournir un brut de qualité que les petites producteurs. L'époque se prête aux concentrations, aux monopoles. Il n'empêche, en littérature, diversifiez vos achats !

2 Le bon choix

La *Vie de Rossini* est mise en vente le 18 novembre 1823. Entre 1817 et 1823, entre sa trente-cinquième et sa quarantième année, Stendhal multiplie les séjours en Italie. A Milan surtout. Et pour cause : la Scala et la Visconti. Il travaille beaucoup. Ses grands romans nous ont un peu caché qu'avant le *Rouge et le Noir* il avait déjà écrit le brouillon d'une œuvre considérable dans laquelle d'autres écrivains auraient pu se tailler, en procédant à quelques retouches, des rééditions enviables. Sous le titre de *l'Italie en 1818*, il prépare une énième édition de *Rome, Naples et Florence* qui ne verra pas le jour sous cette forme. Une *Vie de Napoléon*, *De l'amour, de la fièvre et de Shakespeare*, etc.

1818, c'est aussi la rencontre avec Metilde Dembowska (née Visconti). La passion contrariée. En ne lui cédant pas et en mourant gracieusement en 1825 (une personne qui meurt, c'est une femme qui se rend !), Metilde, quelque opinion que l'on puisse avoir sur sa façon d'être — et je n'en ai, comme il se doit, ni sur les penchants des autres ni sur les femmes de mes amis, — a beaucoup fait pour l'œuvre de Stendhal.

Si je rappelle ces détails (vous pouvez en savoir plus en consultant dans l'édition de la Pléiade le tableau chronologique de V. del Litto), c'est que, de tous les livres d'H.B., la *Vie de Rossini* est le plus furieusement stendhalien. Jusqu'à la manie, jusqu'au délire. Il aurait pu être écrit par un fousseur de talent. Et cette vie a besoin d'être replacée dans son contexte, comme diraient les professeurs. Plus qu'il ne le fera, si c'est possible, dans son Journal, dans ses *Souvenirs d'égoïste*, sa *Vie d'Henri Brulard*, dans ses notices autobiographiques, témoignages et autres *Privautés*. Stendhal se raconte dans la *Vie de Rossini*. Et il se raconte, parce qu'il se met en scène, parce qu'il s'invente un double qui n'est même pas son genre !

Pierre Brunel, dans sa brillante introduction à l'ouvrage, a raison d'écrire : «*Cette Vie de Rossini est un texte-opéra, écrit par un*

homme qui eût rêvé d'être un compositeur.

La *Vie de Rossini* dans l'œuvre de Stendhal tient le rôle que joue *Citizen Kane* dans celle d'Orson Welles. S'il avait eu un tempérament à la Welles ou à la Chateaubriand, Stendhal aurait mis dans sa *Vie de Napoléon* toute la force qu'il a fournie dans sa *Vie de Rossini*. Ce n'était pas dans sa nature. Et c'est tant mieux pour nous. Car sa *Vie de Napoléon*, elle n'est pas vraiment dans la *Rouge et le Noir*. En guillemet Julien Sorel, Stendhal ouvre la voie à Pierre Larousse qui dans un article fameux de son Dictionnaire abrégé la vie du grand homme en la coupant échaquant en deux !

Stendhal, dans sa préface, a compris que, pour un écrivain de sa génération, Napoléon était au programme de l'imagination. En choisissant Rossini, son cadet, il a choisi la bonne carte sur le plan littéraire. Son modèle lui permet toutes les digressions. «*Depuis la mort de Napoléon, il s'est trouvé un autre homme duquel on parle tous les jours à Moscou comme à Naples, à Londres comme à Vienne, à Paris comme à Calcutta. La gloire de cet homme ne connaît d'autres bornes que celles de la civilisation, et il n'a pas trente-deux ans ! Je vais essayer de tracer une esquisse de ces circonstances qui, si jeune, l'ont placé à cette hauteur.*» Brunel fait la juste remarque que Stendhal raconte la vie de Rossini comme Stendhal raconte celle d'Ulysse. Le «*Je vais essayer de tracer...*» me fait plutôt songer à Virgile, au premier vers de l'*Énéide* : «*Arma virumque cano !*

C'est une trouvaille étonnante de la part de Stendhal, qui voulait dans sa jeunesse être le Molière de son temps, d'avoir songé à un compositeur d'opéra bouffes comme héros d'une épopée. Il me faudrait un numéro entier du *Monde* d'hiver dans la force de ses quarante-huit pages pour vous parler un peu de la sérieuse de ce livre. Disons vite que le plaisir que Stendhal ressent à écouter du Rossini de sa loge de la Scala s'apparente un peu à celui qu'éprouvait les garçons de ma génération lorsqu'ils ont retrouvé le cinéma. Stendhal découvre en Italie la couleur et le cinématisme.

On sait qu'avec de la mauvaise littérature on peut faire du bon cinéma. En écoutant l'*Italie en 1818* ou le *Pierre del Paragone* sur de médicoses livres, Stendhal rêve ses amours avec Metilde, écrit la première version de ses romans. C'est la vie en rose.

3 Mise au point

Cette chaise caniculaire qui règne sur Paris a d'étranges effets. Elle a perturbé la transmission de mon essai ardue. En général, je ne corrige pas mes fautes ni celles des autres. Ne pas le faire, cette fois-ci, serait me moquer de mon lecteur. Dans la deuxième édition, ligne 24, à propos des *Masques*, je disais : «*Il y a des blancs dans les romans que l'on peut combler à l'aide de l'imagination (j'aurais été comblé).*» Dans le *Masque*, l'angoisse est d'autant plus réelle qu'elle vient de nous. «*J'entendais alors une parenthèse que vous lirez peut-être dans un lieu plus propice à cet usage. J'en venais enfin aux besoins de l'écrivain qui ne sont pas toujours ceux qu'imagine son éditeur.*» *Flaubert, disiez-vous, écrivait sur ce point, lui qui de sa si douce chaise longue de Croisset multipliait les bouteilles de la Seine...* etc. Je laissais entendre que dans son égoïsme l'écrivain avait davantage besoin de garçons de course que de conseillers littéraires. Et qu'il n'hésitait pas, faute de moyens, à se servir de ses amis et de ses admirateurs à cet effet. Je vous remercie de votre attention.

Communication

La privatisation de RMC-TMC

Coup de théâtre au cœur de l'été

Quel est le mystérieux «troisième groupe de communication» qui, avec la bénédiction du gouvernement, pourrait mettre la main sur Radio-Monte-Carlo et Télé-Monte-Carlo au nez et à la barbe de M. Jean-Claude Decaux et de la famille Douce ? Parmi les prétendants, Havas semble le mieux placé pour dénouer l'imbroglio économique et politique des deux stations méditerranéennes.

Engagée depuis plus d'un an, la privatisation de RMC et de TMC était, il y a quelques jours encore, au point mort (*Le Monde* du 1^{er} août). Motif officiel : la «complexité» des négociations entamées avec la principauté de Monaco, propriétaire des fréquences et des concessions qui régissent les deux stations. Certes, Monaco, qui perçoit 10 % des bénéfices de RMC-TMC, s'est montrée particulièrement exigeante tant sur l'extension de la diffusion que sur les obligations du futur concessionnaire. Mais voilà plusieurs semaines que les contentieux entre la principauté et l'Etat français est définitivement réglé sans que la vente en soit bâtie pour autant.

Double bénédiction

Le véritable problème est politique. Depuis septembre 1984, deux groupes s'affrontent pour la reprise. Le premier réunit les membres de la famille de M. Claude Douce, PDG de l'agence Beller, le groupe Parrier, la banque Vernet et a ostensiblement le soutien de M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication. Le second n'est autre que M. Jean-Claude Decaux, proche de M. Jacques Chirac. Entre les deux candidats, les tentatives de rapprochement ont échoué, et la tension croissante entre le premier ministre et le président du Parti républicain n'a fait qu'envenimer l'affaire. Considérée des deux côtés comme trop explosive, la vente des deux stations paraissait «gelée» jusqu'aux élections présidentielles, même si les pertes de TMC (plus de 2 millions par mois) pèsent lourdement sur le groupe.

Coup de théâtre le samedi 8 août : une dépêche de l'AFP fait état de confidences faites dans l'entourage du premier ministre. La solution pourrait venir rapidement d'un troisième groupe. «*un montage de la dernière chance mené par des professionnels de la communication jusqu'à l'entrée des privatiseurs.*» S'agit-il d'un coup de force

du RPR en plein cœur de l'été ? Non : l'information est confirmée à la direction de RMC, qui est plus proche de M. Léotard que de M. Chirac. On s'y félicite de l'arrivée du mystérieux «troisième groupe» et on ajoute qu'il pourrait passer un accord avec l'un des deux premiers candidats.

Quel est ce providentiel repreneur qui reçoit la bénédiction de Matignon et de la rue de Valois ? M. Jimmy Goldsmith, un moment intéressé par RMC-TMC, n'a plus donné signe de vie depuis des mois. Les Editions mondiales, candidat à la reprise, sont déjà cassées sur TFI et sont en pleine restructuration interne. Hachette dispose d'abondantes liquidités, vient de prendre une participation dans le premier quotidien de la région, *Le Provençal*, et s'est allié avec le groupe italien Rizzoli, qui convoite le réseau italien de TMC. Mais M. Jean-Luc Lagardère n'a-t-il pas cédé en février dernier les 30 % qu'Europe 1 détenait dans TMC ?

Le repreneur le plus probable reste Havas. Le groupe est proche du RPR par la présence à son capital de La Lyonnaise des eaux, et son président, M. Pierre Dauterive, ne se cache pas d'être un intime de M. Chirac. Mais Havas est aussi étroitement associé à la famille Douce à l'intérieur d'Eurocom, et fréquente assiduellement Parrier au sein du capital de Canal Plus. Ces excellentes relations d'affaires peuvent constituer un terrain propice pour un compromis politique.

La reprise de RMC-TMC par Havas aurait aussi un intérêt stratégique. Actionnaire de la CLT, le groupe publicitaire rêve depuis des années d'un rapprochement avec RTL et RMC qui élargirait les activités de la régie Information et Publicité. De plus La Lyonnaise des eaux, propriétaire avec la CLT de M 6, verrait d'un très bon œil le réseau méditerranéen de TMC compléter celui de la sixième chaîne. Une association que les responsables de RMC-TMC n'ont pas cessé d'appeler de leurs vœux.

S'il se confirme, un tel coup de théâtre bouleverserait bien des équilibres tant sur le marché de la radio que sur celui de la télévision. A Matignon comme chez Havas, on se réfugie cette semaine dans le silence des vacances. La petite bombe lancée samedi dernier à l'AFP avait sans doute pour but de têter le terrain, de toujours sentir des qu'Havas part en manœuvres. Le rideau ne devrait pas tarder à se lever pour le second acte après le 15 août.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Nouvelle formule de «l'Equipe» et lancement de «Sport»

La rentrée combative des quotidiens sportifs

La rentrée sportive aura lieu non seulement sur les stades mais aussi dans les kiosques à journaux. Le samedi 20 août, *l'Equipe* lancera sa nouvelle formule, tandis que quelques jours plus tard, le 12 septembre, paraîtra en kiosques, de part et d'autre, le silence sur ces deux projets est de règle, tant l'enjeu de cette bataille semble important : pour *l'Equipe*, il s'agit de renforcer sa position de leader de la presse quotidienne sportive ; pour *Sport* de rattrapper sa percée.

Armé d'une batterie d'études sur son lectorat menées ces derniers mois, *l'Equipe* a choisi de remanier globalement sa formule. Le quotidien sportif du groupe Amaury, qui vient de transférer ses locaux de la rue du Faubourg-Montmartre, à Paris, sur les bords de la Seine, à Issy-les-Moulineaux, passera d'abord à la couleur en «une» et en dernière page, comme l'a déjà fait, il y a un an, l'autre quotidien national de groupe, *le Parisien*. La pagination augmentera sensiblement d'environ 20 % (selon l'actualité sportive).

Mais, surtout, *l'Equipe* a décidé de faire la part plus belle à certains sports qui ont, selon les études et les tests, la faveur de ses lecteurs : le football, la moto et le tennis. Ce dernier sport fera l'objet d'un dossier chaque semaine. De nouvelles rubriques vont aussi apparaître. Ainsi, des pages seront consacrées à l'aspect économique du sport et la rubrique télévision sera renforcée afin de mieux rendre compte des événements sportifs du petit écran. La maquette de *l'Equipe* fera peau neuve en utilisant plus largement la photo, l'illustration, les croquis et les graphiques.

Pour réaliser sa transformation, le journal du groupe Amaury a investi

20 millions de francs. Une douzaine de journalistes rejoindront une rédaction déjà forte de cent trente-cinq membres. Une campagne publicitaire, «*la plus forte campagne qu'ait jamais lancée l'Equipe*», sera orchestrée sur la radio et par affichage, dès le mois de septembre. Objectif de cette nouvelle formule : augmenter la diffusion du titre sportif en passant de 250 000 exemplaires actuellement à 300 000.

Le lancement de *Sport*, annoncé il y a quelques mois (*Le Monde* du 9 avril), n'est bien entendu pas étranger à la cure de jeunesse de son aîné. Lancé par d'anciens journalistes de *l'Equipe* magazine et par des hommes venus de la presse magazine, ce nouveau journal vient être un «magazine au quotidien». Dans son capital actuel (60 millions de francs) figurent notamment les Maisons Bouygues. Quarante-vingt personnes — dont soixante-huit journalistes — peaufinent actuellement le projet. *Sport* comprendra de vingt-huit à quarante-huit pages au moyen, imprimées en noir et blanc. Tout en admettant avoir des «difficultés minimes en matière de rentrées publicitaires», la direction de *Sport* joue la carte de la discrétion et de la sérénité. Ainsi, la maquette du journal est sous clef et certains collaborateurs n'y ont pas eu accès. Mais on estime aussi au siège du journal que les efforts déployés par *l'Equipe* constituent une preuve de la justesse du nouveau projet. A la fois «*chic et populaire*», *Sport* avait prévu, depuis sa création, de donner toute son importance au football et de diversifier les manières de parler du sport. Il bénéficie, dès le 12 septembre, d'une importante campagne promotionnelle pour une diffusion prévue de 100 000 exemplaires.

YVES-MARIE LABÉ.

théâtre

Le théâtre de la Ville de Paris a annoncé la programmation de sa saison 1987-1988. Elle sera ouverte le 12 septembre par la pièce de M. de La Fayette, *Le jeu de l'amour et du hasard*, mise en scène de M. de La Fayette.

Le théâtre de la Ville de Paris a annoncé la programmation de sa saison 1987-1988. Elle sera ouverte le 12 septembre par la pièce de M. de La Fayette, *Le jeu de l'amour et du hasard*, mise en scène de M. de La Fayette.

Le théâtre de la Ville de Paris a annoncé la programmation de sa saison 1987-1988. Elle sera ouverte le 12 septembre par la pièce de M. de La Fayette, *Le jeu de l'amour et du hasard*, mise en scène de M. de La Fayette.

Le théâtre de la Ville de Paris a annoncé la programmation de sa saison 1987-1988. Elle sera ouverte le 12 septembre par la pièce de M. de La Fayette, *Le jeu de l'amour et du hasard*, mise en scène de M. de La Fayette.

Le théâtre de la Ville de Paris a annoncé la programmation de sa saison 1987-1988. Elle sera ouverte le 12 septembre par la pièce de M. de La Fayette, *Le jeu de l'amour et du hasard*, mise en scène de M. de La Fayette.

Le théâtre de la Ville de Paris a annoncé la programmation de sa saison 1987-1988. Elle sera ouverte le 12 septembre par la pièce de M. de La Fayette, *Le jeu de l'amour et du hasard*, mise en scène de M. de La Fayette.

Le théâtre de la Ville de Paris a annoncé la programmation de sa saison 1987-1988. Elle sera ouverte le 12 septembre par la pièce de M. de La Fayette, *Le jeu de l'amour et du hasard*, mise en scène de M. de La Fayette.

Le théâtre de la Ville de Paris a annoncé la programmation de sa saison 1987-1988. Elle sera ouverte le 12 septembre par la pièce de M. de La Fayette, *Le jeu de l'amour et du hasard*, mise en scène de M. de La Fayette.

Le théâtre de la Ville de Paris a annoncé la programmation de sa saison 1987-1988. Elle sera ouverte le 12 septembre par la pièce de M. de La Fayette, *Le jeu de l'amour et du hasard*, mise en scène de M. de La Fayette.

Le théâtre de la Ville de Paris a annoncé la programmation de sa saison 1987-1988. Elle sera ouverte le 12 septembre par la pièce de M. de La Fayette, *Le jeu de l'amour et du hasard*, mise en scène de M. de La Fayette.

Le théâtre de la Ville de Paris a annoncé la programmation de sa saison 1987-1988. Elle sera ouverte le 12 septembre par la pièce de M. de La Fayette, *Le jeu de l'amour et du hasard*, mise en scène de M. de La Fayette.

Le théâtre de la Ville de Paris a annoncé la programmation de sa saison 1987-1988. Elle sera ouverte le 12 septembre par la pièce de M. de La Fayette, *Le jeu de l'amour et du hasard*, mise en scène de M. de La Fayette.

Le théâtre de la Ville de Paris a annoncé la programmation de sa saison 1987-1988. Elle sera ouverte le 12 septembre par la pièce de M. de La Fayette, *Le jeu de l'amour et du hasard*, mise en scène de M. de La Fayette.

Le théâtre de la Ville de Paris a annoncé la programmation de sa saison 1987-1988. Elle sera ouverte le 12 septembre par la pièce de M. de La Fayette, *Le jeu de l'amour et du hasard*, mise en scène de M. de La Fayette.

Le théâtre de la Ville de Paris a annoncé la programmation de sa saison 1987-1988. Elle sera ouverte le 12 septembre par la pièce de M. de La Fayette, *Le jeu de l'amour et du hasard*, mise en scène de M. de La Fayette.

Le théâtre de la Ville de Paris a annoncé la programmation de sa saison 1987-1988. Elle sera ouverte le 12 septembre par la pièce de M. de La Fayette, *Le jeu de l'amour et du hasard*, mise en scène de M. de La Fayette.

Le théâtre de la Ville de Paris a annoncé la programmation de sa saison 1987-1988. Elle sera ouverte le 12 septembre par la pièce de M. de La Fayette, *Le jeu de l'amour et du hasard*, mise en scène de M. de La Fayette.

Le théâtre de la Ville de Paris a annoncé la programmation de sa saison 1987-1988. Elle sera ouverte le 12 septembre par la pièce de M. de La Fayette, *Le jeu de l'amour et du hasard*, mise en scène de M. de La Fayette.

Le théâtre de la Ville de Paris a annoncé la programmation de sa saison 1987-1988. Elle sera ouverte le 12 septembre par la pièce de M. de La Fayette, *Le jeu de l'amour et du hasard*, mise en scène de M. de La Fayette.

Le théâtre de la Ville de Paris a annoncé la programmation de sa saison 1987-1988. Elle sera ouverte le 12 septembre par la pièce de M. de La Fayette, *Le jeu de l'amour et du hasard*, mise en scène de M. de La Fayette.

Le théâtre de la Ville de Paris a annoncé la programmation de sa saison 1987-1988. Elle sera ouverte le 12 septembre par la pièce de M. de La Fayette, *Le jeu de l'amour et du hasard*, mise en scène de M. de La Fayette.

Le théâtre de la Ville de Paris a annoncé la programmation de sa saison 1987-1988. Elle sera ouverte le 12 septembre par la pièce de M. de La Fayette, *Le jeu de l'amour et du hasard*, mise en scène de M. de La Fayette.

Le théâtre de la Ville de Paris a annoncé la programmation de sa saison 1987-1988. Elle sera ouverte le 12 septembre par la pièce de M. de La Fayette, *Le jeu de l'amour et du hasard*, mise en scène de M. de La Fayette.

Le théâtre de la Ville de Paris a annoncé la programmation de sa saison 1987-1988. Elle sera ouverte le 12 septembre par la pièce de M. de La Fayette, *Le jeu de l'amour et du hasard*, mise en scène de M. de La Fayette.

Le théâtre de la Ville de Paris a annoncé la programmation de sa saison 1987-1988. Elle sera ouverte le 12 septembre par la pièce de M. de La Fayette, *Le jeu de l'amour et du hasard*, mise en scène de M. de La Fayette.

Le théâtre de la Ville de Paris a annoncé la programmation de sa saison 1987-1988. Elle sera ouverte le 12 septembre par la pièce de M. de La Fayette, *Le jeu de l'amour et du hasard*, mise en scène de M. de La Fayette.

Le théâtre de la Ville de Paris a annoncé la programmation de sa saison 1987-1988. Elle sera ouverte le 12 septembre par la pièce de M. de La Fayette, *Le jeu de l'amour et du hasard*, mise en scène de M. de La Fayette.

Le théâtre de la Ville de Paris a annoncé la programmation de sa saison 1987-1988. Elle sera ouverte le 12 septembre par la pièce de M. de La Fayette, *Le jeu de l'amour et du hasard*, mise en scène de M. de La Fayette.

Le théâtre de la Ville de Paris a annoncé la programmation de sa saison 1987-1988. Elle sera ouverte le 12 septembre par la pièce de M. de La Fayette, *Le jeu de l'amour et du hasard*, mise en scène de M. de La Fayette.

Le théâtre de la Ville de Paris a annoncé la programmation de sa saison 1987-1988. Elle sera ouverte le 12 septembre par la pièce de M. de La Fayette, *Le jeu de l'amour et du hasard*, mise en scène de M. de La Fayette.

Le théâtre de la Ville de Paris a annoncé la programmation de sa saison 1987-1988. Elle sera ouverte le 12 septembre par la pièce de M. de La Fayette, *Le jeu de l'amour et du hasard*, mise en scène de M. de La Fayette.

Le théâtre de la Ville de Paris a annoncé la programmation de sa saison 1987-1988. Elle sera ouverte le 12 septembre par la pièce de M. de La Fayette, *Le jeu de l'amour et du hasard*, mise en scène de M. de La Fayette.

Le théâtre de la Ville de Paris a annoncé la programmation de sa saison 1987-1988. Elle sera ouverte le 12 septembre par la pièce de M. de La Fayette, *Le jeu de l'amour et du hasard*, mise en scène de M. de La Fayette.

Le Monde CADRES



CENTRE DE COOPERATION INDUSTRIELLE CEE - JAPON

Deuxième Programme de formation

Le Centre de coopération Industrielle CEE/Japon, établi à Tokyo, au Japon, fut créé en juin 1987 sous les auspices de la Commission des Communautés européennes et du ministère japonais du Commerce extérieur et de l'Industrie.

Le Centre organise un programme de formation au Japon, visant à familiariser des cadres supérieurs et des ingénieurs européens avec les méthodes de l'industrie japonaise. Les programmes destinés respectivement aux ingénieurs et aux cadres durent de 4 à 6 mois et offriront une introduction approfondie à la vie des entreprises et des affaires grâce à des cours, des séminaires, des études de cas dans de nombreuses entreprises et des stages d'un mois dans des sociétés japonaises.

Ce programme est financé par la Commission et le ministère japonais du Commerce extérieur et de l'Industrie. Les frais de séjour des stagiaires au Japon seront cependant à la charge des entreprises.

Les candidats doivent avoir la nationalité d'un Etat membre des Communautés européennes, être âgés de 35 ans au moins et posséder une expérience de dix années au moins dans l'industrie. La langue de travail sera l'anglais.

Les candidatures pour le deuxième cours de formation qui commencera au début de 1988 doivent être déposées avant le 31 octobre 1987. Des informations supplémentaires sur le programme de formation et la procédure de dépôt des candidatures sont disponibles auprès de la:

Commission des Communautés européennes,
Direction Générale du Marché Intérieur et des Affaires Industrielles,
Division IILA1, Rond-Point Schuman 6, B-1049 Bruxelles, BELGIQUE.

FUTURS CADRES COMMERCIAUX
Vous êtes dynamiques et ambitieux.
Vous pourriez avec nous, grâce à nos services, notre structure et une formation systématique, exercer en professionnel le métier de demain.
Pr. R-VS 45-00-28-07 p. 212.

Centre de LANGUES
Recherche de professeurs français bilingues (français, anglais, espagnol, allemand, italien, japonais, portugais, russe, espéranto, etc.).
Adresser C.V. avec photo à F.M. Martin, 10 rue, r. Anatole, 17000 La Rochelle.

ENTREPRISE DE PRESSE

RECHERCHE JOURNALISTE

bonne formation universitaire, intéressé par les problèmes de communication (presse, audiovisuel, relations publiques, publicité), pour s'occuper plus particulièrement du secteur de la publicité.
Adresser C.V. avec photo à:

LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montessuy, PARIS-7^e.

SIRTEC E.T.T. recherche INGENIEURS MICROELECTRONIQUES (HARD & SOFT)

Missions longues durées.
Se présenter avec références 25, passage du Génie, 75013 PARIS. Tél. : 43-72-20-28.

INFORMATIS

Pour démarrages de systèmes. **SPECIALISTES UNIX**
7 ans expérience du système. Salaire 240 000 F/an. 28, r. Daubenton 87-43-87-88-22.

Avis de concours

La ville de MARSEILLE organise dans le courant du mois de NOVEMBRE 1987, un concours sur titres et épreuves.

POUR LE RECRUTEMENT DE :

3 PROFESSEURS à

L'ÉCOLE D'ART DE LUMIGNY A MARSEILLE

Ce concours est ouvert aux candidats possédant la nationalité française, âgés de 25 ans au moins à la date du concours et de 50 ans au plus le 1^{er} janvier 1987 et répondant aux profils ci-après :

- Un peintre de haut niveau ayant une approche pluridisciplinaire de l'art, appuyée sur une bonne formation théorique ainsi qu'une forte motivation pédagogique ;
- Un artiste plasticien expérimenté à dominante peinture, ayant une bonne formation théorique et esthétique et une forte motivation pédagogique ;
- Un artiste plasticien expérimenté à dominante sculpture pouvant intervenir sur des pratiques diverses de travail sur les volumes, ayant une bonne formation théorique et esthétique et une forte motivation pédagogique.

Les demandes d'inscription seront reçues jusqu'au JEUDI 18 OCTOBRE 1987.

Pour tous renseignements complémentaires relatifs aux modalités de ce concours, les candidats doivent s'adresser à : Monsieur le maire de Marseille
DIRECTION GÉNÉRALE DU PERSONNEL, services examens et concours
27, boulevard des Dames, 13002-MARSEILLE - Tél. : 91-90-49-95 ou 91-90-56-41.

Avis de recrutement

La ville de Marseille recrute pour la prochaine rentrée universitaire

UN DIRECTEUR

POUR L'ÉCOLE D'ART DE LUMIGNY

De manière à permettre une grande couverture des candidatures, il est prévu que le directeur puisse être nommé sur contrat.
Ce recrutement est ouvert à des plasticiens et à des professionnels de l'art, de la communication et de l'ensemble des champs artistiques les plus contemporains, ayant une large expérience de la création, de la pédagogie et de la conduite d'un projet ou d'une entreprise culturelle.

Les candidatures doivent être adressées à la ville de Marseille avant le 25 SEPTEMBRE 1987 pour être soumise à un jury de sélection paritaire ville de Marseille, ministère de la culture et de la communication.

Les inscriptions accompagnées d'un dossier comportant une lettre de candidature, un curriculum vitae détaillé et tout document utile relatif à l'activité professionnelle et artistique du candidat, ainsi que toute demande de renseignements complémentaires doivent être adressées à :
VILLE DE MARSEILLE, DIRECTION GÉNÉRALE DU PERSONNEL
80, boulevard des Dames, 13002 MARSEILLE
Tél. : 91-90-32-02.

SECTEURS DE POINTE

CHEFS DE PROJET

(ECP, ENST, X...)

SOYEZ À LA POINTE DE L'INFORMATIQUE BOURSIER

Filiale d'un grand organisme financier parisien, nous sommes spécialisés dans la gestion des opérations de marché. Nous constituons une équipe de haut niveau, chargée de développer un projet d'envergure.

Vous effectuez les études fonctionnelles dans un cadre méthodologique rigoureux et pilotez les équipes de réalisation. Si votre niveau d'expérience le justifie, vous assumez des responsabilités plus larges en participant à la coordination de l'ensemble des applications.

Vous avez 32 ans minimum, une réelle expérience d'encadrement de projets importants, la connaissance d'un contexte grands systèmes, temps réel avec bases de données (IBM si possible). Vous avez acquis cette expérience dans un secteur financier, de préférence (Bourse, Banque, SSII...). La maîtrise de l'anglais est nécessaire.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M/8730, à notre conseil, Hélène REFREGIER, qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SEKTI SELECTION 66, rue de Ponthieu 75008 PARIS.



Le centre technique des industries mécaniques

2 JEUNES INGENIEURS Recherche Appliquée ENSAM - ENI

INGENIEUR GESTION DE PRODUCTION

Pour mettre en place un laboratoire d'évaluation et de démonstration de gestion de production, de technologie de groupe et d'organisation de la production, puis assurer une mission de transfert envers les entreprises mécaniques (acteurs de formation, rédaction de documents de synthèse).

Pour conduire des projets dans le domaine des bureaux des méthodes :
- utilisation et conception de logiciels spécifiques,
- montages d'usinages,
- gammes d'usinages,
- établissement de cahiers des charges,
- utilisation des moyens de production.

Qualités requises : esprit d'équipe, maîtrise de l'anglais, aptitude à la communication écrite et orale.

Merci d'adresser CV, photo et présentations à CETIM - Département Personnel et Relations Sociales BP 47 - 60304 SENLIS CEDEX.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Un département de recherche développement en sûreté fiabilité dispose d'un poste

POUR UN

INGÉNIEUR

Haut niveau, ayant de préférence quelques années d'expérience dans le domaine des études de fiabilité des systèmes.

POSTE A POURVOIR DE FAÇON URGENTE

Tél. pour prendre rendez-vous : 47-65-58-22, Monsieur BOISSEAU.

PRIMEL S.N.C.

Importante société de négoce en produits de la mer.

RECHERCHE UN INGÉNIEUR

en organisation et informatique pour assurer la direction de son service informatique.
De formation supérieure (ESSEC, Sup. de Co.), vous avez un minimum de cinq ans d'expérience. Outre vos qualités d'analyse et de compétence technique, c'est votre dynamisme, vos qualités relationnelles et votre sens de l'organisation qui feront votre réussite dans ce poste.

Vous aurez pour mission de gérer l'existant (UNISYS 1100.60, 70 terminaux) et de concevoir des projets d'organisation, informatisés ou pas, en tenant compte des conséquences économiques et humaines.

Le poste est basé à 20 km de MORLAIX, au bord de la mer. Merci d'adresser C.V., photo et rémunération actuelle à : PRIMEL S.N.C., 23223 PLOUGASNICQ.

secrétaires

ETAB. FINANCIER PARIS-8^e

SECRÉTAIRE DACTYLO

Nv. Sec G1

Adm. int. man. + C.V. + photo
LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montessuy, PARIS-7^e.

DEMANDES D'EMPLOIS

Femme format. universitaire sup. 3^e cycle (français, philo, psychol., solidaire, etc.), enseignant, rédaction nat. publieuses, ét. sources prop., 48-88-88-82.

J.P. recherche emploi administratif Import. (anglais), expérience dans négociation des crédits documentaires. Envoyer sous le n° 8768 LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montessuy, PARIS-7^e.

H. 38 a., divorcé, nat. STS de génie, reconstr. COTIER temp., exp. bancaire et vte prod. de luxe, bon angl., trait. de textes, dact., etc., de double de serv. civil se rap. fr. ou étr. Envt. 38, rue Vendôme, 69005 Lyon. Rép. assurée. URGENT.

J.P. 23 ans, maîtrise droit des affaires internet, ch. emploi ou stage cabinet juridique, bilingue. Envoyer sous le n° 8768 LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montessuy, Paris-7^e.

Ing. Ecole Cent. de Paris, format. complémentaire I.C.G., anglais, courant, français, 43 ans, exp. de génie, mais dont 11 ans comme resp. coll. export, 4 continents, resp. poste res. export et développement. Envoyer sous le n° 8768 LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montessuy, Paris-7^e.

Assistant chef de publicité DUT Publicité-Marketing. Expérience en agence. Rattaché à l'équipe de la Résistance, 57210 Malzéville-Metz, 87-80-34-43.

J.F. au pair s'occuperait d'un enfant pour son. NAGATY M. B.P. 14408, 75422 Clichy, S. r. de Montessuy, Paris-7^e.

Ing. Ecole Cent. de Paris, format. complémentaire I.C.G., anglais, courant, français, 43 ans, exp. de génie, mais dont 11 ans comme resp. coll. export, 4 continents, resp. poste res. export et développement. Envoyer sous le n° 8768 LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montessuy, Paris-7^e.

Assistant chef de publicité DUT Publicité-Marketing. Expérience en agence. Rattaché à l'équipe de la Résistance, 57210 Malzéville-Metz, 87-80-34-43.

J.F. au pair s'occuperait d'un enfant pour son. NAGATY M. B.P. 14408, 75422 Clichy, S. r. de Montessuy, Paris-7^e.

Ing. Ecole Cent. de Paris, format. complémentaire I.C.G., anglais, courant, français, 43 ans, exp. de génie, mais dont 11 ans comme resp. coll. export, 4 continents, resp. poste res. export et développement. Envoyer sous le n° 8768 LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montessuy, Paris-7^e.

Assistant chef de publicité DUT Publicité-Marketing. Expérience en agence. Rattaché à l'équipe de la Résistance, 57210 Malzéville-Metz, 87-80-34-43.

J.F. au pair s'occuperait d'un enfant pour son. NAGATY M. B.P. 14408, 75422 Clichy, S. r. de Montessuy, Paris-7^e.

Ing. Ecole Cent. de Paris, format. complémentaire I.C.G., anglais, courant, français, 43 ans, exp. de génie, mais dont 11 ans comme resp. coll. export, 4 continents, resp. poste res. export et développement. Envoyer sous le n° 8768 LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montessuy, Paris-7^e.

Assistant chef de publicité DUT Publicité-Marketing. Expérience en agence. Rattaché à l'équipe de la Résistance, 57210 Malzéville-Metz, 87-80-34-43.

J.F. au pair s'occuperait d'un enfant pour son. NAGATY M. B.P. 14408, 75422 Clichy, S. r. de Montessuy, Paris-7^e.

Ing. Ecole Cent. de Paris, format. complémentaire I.C.G., anglais, courant, français, 43 ans, exp. de génie, mais dont 11 ans comme resp. coll. export, 4 continents, resp. poste res. export et développement. Envoyer sous le n° 8768 LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montessuy, Paris-7^e.

Assistant chef de publicité DUT Publicité-Marketing. Expérience en agence. Rattaché à l'équipe de la Résistance, 57210 Malzéville-Metz, 87-80-34-43.

J.F. au pair s'occuperait d'un enfant pour son. NAGATY M. B.P. 14408, 75422 Clichy, S. r. de Montessuy, Paris-7^e.

Ing. Ecole Cent. de Paris, format. complémentaire I.C.G., anglais, courant, français, 43 ans, exp. de génie, mais dont 11 ans comme resp. coll. export, 4 continents, resp. poste res. export et développement. Envoyer sous le n° 8768 LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montessuy, Paris-7^e.

Assistant chef de publicité DUT Publicité-Marketing. Expérience en agence. Rattaché à l'équipe de la Résistance, 57210 Malzéville-Metz, 87-80-34-43.

J.F. au pair s'occuperait d'un enfant pour son. NAGATY M. B.P. 14408, 75422 Clichy, S. r. de Montessuy, Paris-7^e.

Ing. Ecole Cent. de Paris, format. complémentaire I.C.G., anglais, courant, français, 43 ans, exp. de génie, mais dont 11 ans comme resp. coll. export, 4 continents, resp. poste res. export et développement. Envoyer sous le n° 8768 LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montessuy, Paris-7^e.

L'IMMOBILIER

appartements ventes

5^e arrdt

BEL ANC. GD 7 P.
Prix LUXEMBOURG 4^e arrdt, bel. p. de l. prof. b. pos., par. en joss. 4-5-6-6-6-6.

RUE DES CARTES
Studio ch. 288 000 F.
Immo. MARCADET 42-82-01-82.

6^e arrdt

Bel apt usage résidentiel 110 m² + cave et chbre de déb., p. de l. prof. b. pos., par. en joss. 4-5-6-6-6-6.

18^e arrdt

LAMARCK STUDIO
Cuisine, w.-c., douche, immeuble plein de taille, étage élevé, vue exceptionnelle, 280 000 F. BMO MARCADET 42-82-01-82.

appartements achats

EMBASSY SERVICE
APPTS HAUT DE GAMME et HOTELS PARTICULIERS
Tél. : (1) 45-62-16-40.

VOUS VENDEZ
1 logt avec 2 ch. confort PENSEZ IMMO MARCADET 42-82-01-82.

locations meublées demandes

Paris

MONDIAL MERCURE
recherche STUDIOS et 2 PCHES pour clientèle étrangère APPTS DE STANDING pour ambassades et sociétés. S'adresser SERVICE ACCUEIL. Tél. : 42-56-28-16.

INTERNATIONAL SERVICE
pour BANQUES, STES MULTINATIONALES, DIPLOMATES, Studios 2, 3, 4, 5 pièces et plus. Tél. : I.S.I. 42-85-18-05.

propositions diverses

Vends Condo de TULÉAR pure res. sans pour. NAGATY M. 28-8, par. viables, 3 500 F. l'un. Tél. : 18-44-49-10-54.

deux-roues

VEND HONDA 400 CBX 1983, pneus neufs, par à rev. 8 000 F. 42-77-31-12.

villégiature

A louer septembre port du Couesnon presqu'île de Rhys (56), à 50 m de la plage. Maison avec jardin, terrasse, living, cuisine, salle de bains, w.-c., 2 chambres, 2 salles de bains, 2 chaudières. Tél. (45) 81-95-62 ou (45) 82-05-07.

MONBAZILLAC
8 km de Bergerac au milieu des vignes.

Part. vend sur 3 100 m² plantés arbres divers, maison à finir de rénover. Grandes dépendances, chalet, piscine, 2 w.-c. A l'étage : 120 m², 2 chambres, salle de bains, w.-c., 2 salles de bains, 2 chaudières. Tél. (45) 81-95-62 ou (45) 82-05-07.

terrains

Commune de VITRAC en Périgord, 24200. SARTAT, vend TERRAIN de plus de 2 ha avec 3 centimes d'urbanisme, eau, électricité. Prix raisonnable. S'adresser Mairie de Vitrac : 53-28-33-11.

propriétés

à vendre

à vendre

ASEA

avance d'un géant industriel

La première centrale nucléaire de France, la centrale de Fessenheim, est en cours de construction. Elle sera la plus grande centrale nucléaire de France et la plus grande d'Europe.

La centrale de Fessenheim est une centrale nucléaire de type réacteur à eau pressurisée (REP). Elle est conçue pour produire de l'électricité et de la chaleur.

La centrale de Fessenheim est située dans le département du Haut-Rhin, à Fessenheim, près de la frontière allemande.

La centrale de Fessenheim est la plus grande centrale nucléaire de France et la plus grande d'Europe.

La centrale de Fessenheim est en cours de construction et sera mise en service en 1990.

La centrale de Fessenheim est la plus grande centrale nucléaire de France et la plus grande d'Europe.

La centrale de Fessenheim est en cours de construction et sera mise en service en 1990.

La centrale de Fessenheim est la plus grande centrale nucléaire de France et la plus grande d'Europe.

La centrale de Fessenheim est en cours de construction et sera mise en service en 1990.

La centrale de Fessenheim est la plus grande centrale nucléaire de France et la plus grande d'Europe.

La centrale de Fessenheim est en cours de construction et sera mise en service en 1990.

La centrale de Fessenheim est la plus grande centrale nucléaire de France et la plus grande d'Europe.

La centrale de Fessenheim est en cours de construction et sera mise en service en 1990.

La centrale de Fessenheim est la plus grande centrale nucléaire de France et la plus grande d'Europe.

La centrale de Fessenheim est en cours de construction et sera mise en service en 1990.

La centrale de Fessenheim est la plus grande centrale nucléaire de France et la plus grande d'Europe.

La centrale de Fessenheim est en cours de construction et sera mise en service en 1990.

La centrale de Fessenheim est la plus grande centrale nucléaire de France et la plus grande d'Europe.

La centrale de Fessenheim est en cours de construction et sera mise en service en 1990.

La centrale de Fessenheim est la plus grande centrale nucléaire de France et la plus grande d'Europe.

La centrale de Fessenheim est en cours de construction et sera mise en service en 1990.

La centrale de Fessenheim est la plus grande centrale nucléaire de France et la plus grande d'Europe.

La centrale de Fessenheim est en cours de construction et sera mise en service en 1990.

La centrale de Fessenheim est la plus grande centrale nucléaire de France et la plus grande d'Europe.

La centrale de Fessenheim est en cours de construction et sera mise en service en 1990.

La centrale de Fessenheim est la plus grande centrale nucléaire de France et la plus grande d'Europe.

La centrale de Fessenheim est en cours de construction et sera mise en service en 1990.

La centrale de Fessenheim est la plus grande centrale nucléaire de France et la plus grande d'Europe.

La centrale de Fessenheim est en cours de construction et sera mise en service en 1990.

La centrale de Fessenheim est la plus grande centrale nucléaire de France et la plus grande d'Europe.

La centrale de Fessenheim est en cours de construction et sera mise en service en 1990.

La centrale de Fessenheim est la plus grande centrale nucléaire de France et la plus grande d'Europe.

La centrale de Fessenheim est en cours de construction et sera mise en service en 1990.

La centrale de Fessenheim est la plus grande centrale nucléaire de France et la plus grande d'Europe.

La centrale de Fessenheim est en cours de construction et sera mise en service en 1990.

La centrale de Fessenheim est la plus grande centrale nucléaire de France et la plus grande d'Europe.

La centrale de Fessenheim est en cours de construction et sera mise en service en 1990.

La centrale de Fessenheim est la plus grande centrale nucléaire de France et la plus grande d'Europe.

La centrale de Fessenheim est en cours de construction et sera mise en service en 1990.

AFFAIRES

ASEA et BBC fusionnent

Naissance d'un géant helvético-suédois de la construction électrique

STOCKHOLM
de notre correspondant

La fusion de la société suédoise ASEA et de la compagnie suisse Brown Boveri et Cie (BBC) annoncée le 10 août, est volontiers présentée à Stockholm comme « une date dans l'histoire industrielle de la Suède ». Pour le président du conseil d'administration de la firme multinationale scandinave, M. Curt Nicolin, ce regroupement constitue « la plus grosse affaire jamais réalisée en Suède, en Scandinavie, et peut-être en Europe au cours de ce siècle ».

Avec quelque 160 000 employés et un chiffre d'affaires annuel de l'ordre de 100 milliards de couronnes (soit autant de francs français), ASEA-BBC devient l'une des plus grandes entreprises mondiales dans le secteur de l'électrotechnique, et même le numéro un dans certains marchés, devant Siemens, Hitachi, General Electric et la COE. Il est singulier de constater que ce sont des sociétés de pays non membres du Marché commun qui vont à l'avenir occuper dans cette branche une position de premier plan en Europe.

Le secret de la négociation entre Suisses et Suédois a été bien gardé.

Les premiers contacts remontent au 21 juin, et des discussions concrètes ont été engagées le 1^{er} juillet. Il n'aura donc fallu que six semaines de pourparlers pour sceller un accord qui, avant d'entrer en vigueur, devra être soumis à l'approbation des actionnaires, des syndicats suédois et des deux gouvernements. En principe, la nouvelle société doit voir le jour le 1^{er} janvier 1988.

Les choses sont allées particulièrement vite, mais les Suédois ne cachent pas que l'idée d'un rapprochement avec Brown Boveri et Cie trouvait dans leur esprit depuis un certain nombre d'années déjà. Les deux firmes ont pendant des décennies travaillé dans des secteurs similaires (production, transmission et distribution d'énergie électrique, installation de lignes à haute tension, nucléaire, équipements électriques, électronique, automatisation des processus industriels, construction de locomotives et de matériel ferroviaire). Elles ont consacré toutes deux des sommes importantes à la recherche et au développement, et enfin elles ont des vues assez convergentes sur la gestion des affaires et la « philosophie de l'entreprise ».

Une entreprise fusion

« Notre ambition s'est longtemps limitée à être la plus petite parmi les grands de l'électrotechnique », a déclaré le président du conseil d'administration d'ASEA au cours d'une conférence de presse. Une expansion du groupe suédois supposait une alliance avec un partenaire étranger. « Mais un mariage avec Siemens, General Electric ou un autre géant était hors de question car nous aurions automatiquement été avalés par des entreprises de cette taille », a-t-il ajouté. Pour qu'une union industrielle réussisse, il faut que les conjoints soient à peu près de la même force, et BBC nous est longtemps apparue comme un partenaire à notre mesure. Le rapprochement n'a pas eu lieu plus tôt parce que la société suisse était encore trop grande pour nous. Mais un réajustement s'est produit au

cours des cinq à dix dernières années : les activités de BBC ont plutôt stagné tandis que les résultats d'ASEA ont fortement progressé. C'était donc le bon moment pour créer une société commune sur une base d'égalité totale 50/50.

ASEA, qui a toujours été l'entreprise suédoise la plus puissante financièrement, Wallenberg, bien que plus petite que son partenaire, a eu effet connu ces dernières années une croissance très rapide. En dix ans son chiffre d'affaires a presque quadruplé, grâce notamment à la prise de contrôle de la société Fläkt (ventilation) et du groupe finlandais concurrent Sibelco. En sept ans, le groupe suédois a quadruplé le montant de ses exportations.

Brown Boveri et Cie, bien sûr, n'a pas stagné, vu ses activités. Au cours de la même période, son chiffre d'affaires n'a augmenté que de 45 %, et en 1985, pour la première fois depuis quarante-huit ans, le groupe n'a pas distribué de dividendes. Mal placée sur les équipements de production lourds, BBC a notamment pâti de la stagnation du secteur nucléaire dans le monde. La firme suisse reste considérablement plus puissante qu'ASEA dans le secteur de la production d'énergie (turbines à gaz et à vapeur). En revanche, les deux compagnies sont de force sensiblement égales dans le domaine de la transmission, bien qu'elles aient choisi différentes solutions et spécialités.

Du côté suédois, on insiste sur le fait que l'automatisation est appelée à jouer un rôle croissant au cours des années 90 dans le secteur de la production, de la transmission et de la distribution de l'électricité, ainsi qu'en matière de transports ferroviaires et d'équipements. Dans ce domaine, ASEA est l'un des plus grands fabricants mondiaux de robots industriels. Les instruments de commande électronique d'automatisation représentent 20 % des ventes de BBC, qui a ses clients principalement dans la sidérurgie, l'industrie du ciment, l'industrie pétrolière et offshore.

Dans bien des secteurs, les activités des deux groupes sont donc complémentaires. Par ailleurs, les

Suédois ne sont pas mécontents d'une alliance qui va leur permettre d'améliorer leur position en Europe, en particulier en Allemagne, un marché difficilement pénétrable jusqu'à présent pour ASEA et où la société suisse, solidement implantée, réalise un gros tiers de son chiffre d'affaires, avec 35 000 employés. « Il est important de faire partie d'un groupe qui comptera quelque 50 000 employés à l'intérieur du Marché commun », a indiqué le PDG d'ASEA, M. Percy Barnevik. En dehors de l'Europe, l'expansion de la nouvelle société se fera principalement en Amérique du Nord, en Inde, en Asie de l'Est et au Japon. Les deux entreprises commencent également à s'implanter sur le marché chinois.

Des rationalisations importantes sont à prévoir dans les mois et les années à venir et elles semblent inquiéter certains syndicats suédois, mais cette fusion devrait à terme diminuer les coûts de revient, renforcer le potentiel de recherche et développement et la place d'ASEA-BBC sur le marché international. « Ce n'est pas la Suède qui est intéressante dans ce contexte, puisque nous y sommes pratiquement sans rivaux, mais notre rang dans le monde », a déclaré M. Barnevik.

Le conseil d'administration du nouveau groupe aura deux présidents : M. Curt Nicolin pour ASEA et le Dr Fritz Leutwiler pour BBC. La direction effective de l'ensemble sera confiée à M. Barnevik, le patron d'ASEA, qui a été nommé directeur général. Aucune décision n'a été prise quant à l'emplacement du siège de l'entreprise. Selon un responsable de la Confédération générale du travail suédoise (LO), « il serait regrettable que le centre de décision du groupe se trouve en dehors de la Suède ». Pour l'heure, le gouvernement social-démocrate de Stockholm se refuse à tout commentaire, mais M. Nicolin a déclaré : « Je serais extrêmement surpris qu'il nous mette des bâtons dans les roues... ASEA nouvelle version deviendra la plus grande entreprise d'Europe du Nord et ravira ainsi la première place au groupe Volvo ».

ALAIN DEBOVE.

CONJONCTURE

Activité soutenue dans le secteur BTP

L'activité du bâtiment et des travaux publics (BTP) soutient, comme il était prévu, la conjoncture française. Les patrons de PME se montrent quant à eux dans l'ensemble réservés pour 1987 et relativement optimistes pour 1988.

En juillet, l'INSEE avait prévu que la production manufacturière (industrie sans l'énergie), après avoir légèrement augmenté au premier semestre 1987, baisserait un peu au second. En moyenne annuelle, la production manufacturière déclinerait de 0,4 % après un léger gain en 1986 (+ 0,9 %).

Travaux publics : embellie

Dans le secteur du bâtiment et des travaux publics, la conjoncture fait ressortir « une nette amélioration de l'activité au cours du second trimestre de 1987 », note la Fédération nationale des travaux publics (FNTP) dans son dernier bulletin.

Plus de 40 % des entrepreneurs qui ont répondu à l'enquête trimestrielle de juillet ont noté une progression de leur

activité et moins de 15 % une détérioration. « Une embellie, poursuit la FNTP, qui survient toutefois après un premier trimestre marqué par des intempéries particulièrement sévères. » Les intentions des entreprises en matière d'emploi « apparaissent exceptionnellement bonnes : 18 % d'entre elles envisagent d'augmenter leurs effectifs, et 69 % pensent en conserver l'intégralité ».

PME : optimisme des patrons pour 1988 mais prudence en matière d'emploi

Les patrons de PME restent prudents dans leurs prévisions et préfèrent pour l'instant continuer à assainir la structure financière de leurs entreprises et autofinancer leurs investissements, note le CREDIT d'équipement des PME dans sa dernière enquête semestrielle de conjoncture.

Au début de l'année, la croissance de l'activité des petites et moyennes industries s'est infléchie. Mais les disparités ont été sensibles entre les secteurs bien adaptés à la demande (automobile, électroménager, agro-alimentaire) et les autres (textile, meuble...). Dans le BTP, la reprise annoncée « ne produit que lentement ses effets ». Le secteur du commerce et des services a connu un premier semestre en progression. Toutefois, pour l'année 1988, les chefs d'entreprise — tous secteurs confondus — se montrent plus optimistes et prévoient une augmentation de leur activité.

L'enquête révèle également que les PME continuent de consolider leur situation financière : dans l'industrie, les petits patrons

estiment que l'évolution de leur rentabilité et de leur trésorerie est aussi favorable qu'il y a un an et se montrent encore plus optimistes pour 1988. Dans les autres secteurs, ils font montre de plus de prudence pour l'année prochaine. L'assainissement financier ne se traduit toutefois pas par une reprise de l'embauche, au moins dans l'immédiat.

Concernant les investissements, la prudence continue, là aussi, de prévaloir : dans l'industrie, les dirigeants concentrent leurs efforts d'équipement sur l'amélioration de la productivité, alors que les PME se préoccupent plutôt du renouvellement de l'outil d'exploitation.

Une pièce de 100 F en argent

Une pièce de 100 F en argent à l'effigie de La Fayette, déjà présentée aux numismates et collectionneurs, sera mise en circulation à la fin du mois de septembre prochain. Elle bénéficiera d'une campagne de publicité télévisée.

A TRAVERS LES ENTREPRISES

Un groupe hospitalier américain se déclare en difficulté

American Healthcare Management, une importante compagnie américaine qui exploite vingt-neuf hôpitaux privés dans quinze Etats, connaît des difficultés financières. Elle a fait savoir, le 10 août à Dallas (Texas), qu'elle demandait à bénéficier des protections du chapitre 11 de la loi fédérale sur les faillites. La société est amenée à réorganiser ses finances, car elle n'a pas réussi à restructurer un crédit de 620 millions de dollars avec ses banquiers. Or elle a besoin d'un échelonnement plus souple. Le groupe hospitalier a également mis en cause la politique de santé du gouvernement, qui aggrave la situation de ce secteur. Il a fait savoir que ses activités médicales ne seraient pas affectées par sa décision.

Citicorp rejoint le réseau des cartes Visa

La Citicorp, premier groupe bancaire mondial, a décidé d'abandonner le système de carte de crédit « maison », la carte Choice, pour rejoindre le réseau international Visa. Cette décision, annoncée à New-York le 10 août, deviendra effective dès le 1^{er} septembre : les 3,2 millions de cartes de crédit Choice détenues par des clients de la banque à Washington et à Baltimore seront converties en cartes Visa. Les porteurs de carte paieront un droit annuel de 20 dollars environ et ne bénéficieront plus des rabais accordés sur certains achats.

Cet échec de la carte Choice intervient dans un contexte d'extrême concurrence tant aux Etats-Unis que dans le reste du monde dans le secteur des cartes de crédit. La Citicorp avait espéré, en créant sa propre carte, économiser les frais demandés par les

réseaux comme Visa et Mastercard, mais aussi faire de sa carte un instrument pour vendre à ses clients d'autres produits financiers.

Goodyear revend Celeron à Exxon pour 4 milliards de francs

Goodyear, le numéro un mondial du pneumatique, a enfin trouvé un repreneur pour sa filiale Celeron, dont les actifs sont essentiellement composés de champs pétrolifères et gazières aux Etats-Unis (on-shore et off-shore) avec des réserves estimées à 100 millions de barils. Le géant Exxon offre de lui racheter pour 650 millions de dollars (4,1 milliards de francs français). Goodyear utilisera cette somme pour réduire le montant de son endettement, porté en novembre 1986 à 2,6 milliards de dollars (14,4 milliards de francs) pour racheter ses propres actions et faire ainsi échec à l'OPA lancée sur la compagnie par le financier franco-britannique Sir James Goldsmith.

Le Monde sur minitel

VOTRE PORTEFEUILLE PERSONNEL

Bourse : suivez l'évolution de vos actions grâce à un code personnel et secret.

3615 TAPÉZ LEMONDE

ASEA

Le groupe suédois ASEA, fondé en 1883, compte 70 000 employés, dont 50 000 en Europe du nord. Représenté dans plus de 100 pays, il possède 348 unités de production et filiales. En 1986 il a réalisé un chiffre d'affaires de 48 milliards de couronnes (autour de francs français), en hausse de 15 %, et un bénéfice net de 2,5 milliards, en hausse de 2,3 % par rapport à l'année précédente. A la fin de 1986 la valeur de son carnet de commandes atteignait 47 milliards de couronnes.

ASEA réalise un tiers de son chiffre d'affaires dans la production, la transmission et la distribution d'électricité. Les équipements de climatisation, avec le groupe Fläkt représentant environ un cinquième de ses ventes, et les équipements industriels, notamment les robots, dont il est l'un des leaders mondiaux, 10 %.

Brown Boveri et Cie

La société suisse Brown Boveri et Cie (BBC), fondée en 1891, est le troisième groupe industriel helvétique. Avec un effectif de 94 000 personnes dans 150 pays, BBC a réalisé en 1986 un chiffre d'affaires de 13,8 milliards de francs suisses, soit 55,2 milliards de francs français, équivalent à celui de l'année précédente (- 0,4 %). Son bénéfice net, lui aussi en régression, n'a atteint que 96 millions de francs suisses contre 109 millions l'année précédente. Son carnet de commandes a fortement chuté depuis trois ans, passant de 17,7 milliards de francs suisses fin 1984 à 12,3 milliards fin 1986 (- 30,5 %).

BBC réalise 71 % de ses ventes en Europe, dont l'essentiel (41,6 %) en Allemagne fédérale. La production et la distribution d'électricité représentent 60 % de son chiffre d'affaires.

Les détails de l'opération

ASEA et BBC créeront, d'ici le 1^{er} janvier 1988, une nouvelle société : ASEA-Brown Boveri, dont le capital sera détenu à 50-50 par chacun des deux partenaires. Cette nouvelle société ne sera pas cotée en Bourse. En revanche, les actions des deux maisons mères qui garderont leurs sièges dans leurs pays respectifs et continueront de fonctionner comme des sociétés distinctes, resteront cotées à leurs Bourses habituelles.

Les deux sociétés apporteront tous leurs actifs dans l'électrotechnique à la nouvelle identité. Selon M. Gilles Buquet, PDG d'ASEA-France, ASEA conservera des activités séparées : ses participations dans Electrolux (49 % des droits de vote), dans Fläkt (51 % du capital), dans la société d'hydraulique Heggblunde, et dans la compagnie de soudure ESAB. BBC, outre ses activités dans l'électrotechnique, apportera 3,5 milliards de francs français d'argent liquide à la nouvelle société commune.

L'Europe à 50/50

DES fusions d'un genre nouveau font leur apparition en Europe. En avril dernier, dans l'électrotechnique, la néerlandaise Philips s'allie avec Pickers, filiale du britannique General Electric Co. Aucune des maisons mères n'y domine : chacune garde 50 % des actions de la nouvelle entité née de la fusion. Quelques jours plus tard, le français Thomson et l'italien SGS marient leurs composants électroniques civils en adoptant le même principe 50/50. Le suédois ASEA et la suisse BBC viennent à leur tour de s'épouser sous ce régime.

L'explication est simple. En Europe, les concentrations industrielles accélérées ces dernières années sur des bases nationales se sont à quelques exceptions près achevées dans chaque branche sur une structure type : une grosse entreprise dominante avec quelques PMI satellites. Le meilleur exemple est le téléphone : CFE en France, Siemens en RFA, Ericsson en Suède, Italtel-Telettra en Italie, etc. Chaque pays a son champion national. Rares sont les secteurs

dépendant des commandes d'Etat qui échappent à cette règle. Seuls les biens de consommation, et encore, sont fragmentés différemment (Renault-Peugeot dans l'automobile en France).

La poursuite de la concentration, qui n'est rien d'autre que ce que les industriels nomment « la recherche d'une taille critique », passe par l'internationalisation. Mais immanquablement le problème de présence se pose lorsqu'il s'agit de rapprocher deux champions nationaux : aucun pays ne veut céder le pas et ne pas conserver une majorité (au moins 51 %) de « son » champion. Ce refus a longtemps conduit à paralyser les mariages en Europe. Il semble donc en voie de dépaysement grâce à la formule du 50/50. Lorsque les entreprises ne sont pas d'une valeur tout à fait comparable, la maison mère de la plus faible verse une soule à la plus grande de façon à rétablir l'équilibre.

La formule présente un énorme avantage : des fusions européennes

TÉLÉCOMMUNICATIONS

La volonté d'ouverture du marché japonais est mise à l'épreuve

Le consortium IDC (International Digital Communications Inc.), réunissant des intérêts britanniques et américains aux côtés d'investisseurs nippons, présentera une offre autonome sur le marché japonais des télécommunications internationales, jusqu'ici monopole de la compagnie KDD (Kokusai Denzha Denwa Co.). IDC a en effet décidé de déposer une demande de licence commerciale pour la pose d'un câble sous-marin en fibres optiques entre le Japon et l'Alaska. Cette décision

a été prise le 10 août, lors d'une réunion de ses actionnaires, dont les sociétés britannique Cable and Wireless (20 %) et américaine Pacific Telesis International (10 %).

Depuis une semaine, on attendait la réaction d'IDC à l'échec des discussions avec son rival japonais ITJ (International Telecom Japan Inc.). Le 4 août, en effet, les deux consortiums avaient rompu les négociations qu'ils menaient à la demande du ministère japonais des postes et télécommunications afin de tenter de fusionner et de présenter une offre commune pour la pose du câble sous-marin.

Les responsables de Cable and Wireless, bien qu'opposés à cette fusion, destinée, selon eux, à diluer les intérêts étrangers dans le consortium, s'étaient déclarés « déçus » par l'échec des négociations. Soutenus par le gouvernement britannique — qui n'avait pas hésité, il y a quelques mois, à brandir la menace

de rétorsions économiques contre les Japonais — ils avaient laissé entendre qu'ils présenteraient quand même une offre aux autorités japonaises. C'est aujourd'hui chose faite. Reste à savoir quelle sera l'attitude des Japonais dans ce dossier, qui apparaît comme un test de la volonté d'ouvrir le marché nippon à des firmes étrangères.

● **Projet d'alliance ATT-Fujitsu au Japon.** — ATT, le numéro un mondial des télécommunications, vient de conclure avec le géant japonais de l'informatique Fujitsu un accord visant à la création d'une société commune à 50/50 pour exploiter un réseau international de services à valeur ajoutée. Ce projet reste soumis à l'accord du gouvernement japonais, attendu pour la rentrée. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la dérogation des télécommunications japonaises, décidée en 1985, au même titre que les péripéties rencontrées par IDC face à KDD.

● **ERRATUM.** — Deux coquilles ont altéré le sens de l'article de notre correspondant à Besançon paru dans le Monde du 8 août et consacré à l'opinion des « verts » sur le canal à grand gabarit Rhin-Rhône. D'une part, il fallait lire : « les parisiens du canal envisageaient la création de 6 000 hectares de zone industrielle », et non « les parisiens du ministre ». D'autre part, c'est le « trafic » et non le « tarif » qui diminue depuis dix ans.

Avis de concours

ARRELS organisent dans le courant du mois de novembre concours aux titres et agréments

POUR LE RECRUTEMENT DE :

3 PROFESSEURS

L'ECOLE D'ART DE LUMIGNY A MARSEILLE

Le concours aura lieu le 10 septembre 1987. Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur et avoir une expérience professionnelle de trois ans au moins. Les inscriptions sont closes à partir du 1^{er} août 1987.

Avis de recrutement

LA FAMILIA RECRUTE DES CHERCHEURS

UN DIRECTEUR

POUR L'ECOLE D'ART DE LUMIGNY

Le directeur de l'école d'art de Lumigny doit être titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur et avoir une expérience professionnelle de cinq ans au moins. Les inscriptions sont closes à partir du 1^{er} août 1987.

L'IMMOBILIER

appartements ventes

appartements achats

EMBAUSSE SERVICE

TELE 11 45 67 16 42

TELE 11 45 67 16 42

TELE 11 45 67 16 42

TELE 11 45 67 16 42

TELE 11 45 67 16 42

TELE 11 45 67 16 42

TELE 11 45 67 16 42

TELE 11 45 67 16 42

TELE 11 45 67 16 42

TELE 11 45 67 16 42

TELE 11 45 67 16 42

TELE 11 45 67 16 42

TELE 11 45 67 16 42

TELE 11 45 67 16 42

TELE 11 45 67 16 42

TELE 11 45 67 16 42

TELE 11 45 67 16 42

TELE 11 45 67 16 42

TELE 11 45 67 16 42

TELE 11 45 67 16 42

TELE 11 45 67 16 42

TELE 11 45 67 16 42

TELE 11 45 67 16 42

TELE 11 45 67 16 42

TELE 11 45 67 16 42

TELE 11 45 67 16 42

TELE 11 45 67 16 42

TELE 11 45 67 16 42

TELE 11 45 67 16 42

TELE 11 45 67 16 42

TELE 11 45 67 16 42

TELE 11 45 67 16 42

TELE 11 45 67 16 42

TELE 11 45 67 16 42

TELE 11 45 67 16 42

TELE 11 45 67 16 42

TELE 11 45 67 16 42

TELE 11 45 67 16 42

TELE 11 45 67 16 42

TELE 11 45 67 16 42

TELE 11 45 67 16 42

TELE 11 45 67 16 42

TELE 11 45 67 16 42

TELE 11 45 67 16 42

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

FONSIACAV
SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT À CAPITAL VARIABLE
GÉRÉE PAR LA CAISSE DES DÉPÔTS

Actif net (millions de F) : 6799,8
Répartition de l'actif net :
• obligations françaises 71,9 %
• autres actifs 28,1 %
Valeur liquidative (F) : 10631,79

Situation au 30 juin 1987

Établissements placeurs : Trésor Public, Caisse des dépôts

Société d'investissement à Capital Variable

Troisième versement de l'année 1987

Par action : net à payer 130 F
crédit d'impôt 8 F
brut 138 F

Mis en paiement le 14 août 1987
chez l'Écureuil, la Poste et au Trésor Public

Société d'investissement à Capital Variable

AMPLITUDE
SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT À CAPITAL VARIABLE
GÉRÉE PAR LA CAISSE DES DÉPÔTS

Le marché des actions étrangères a connu une correction, venant au début du début de l'année. Par contre, les autres places internationales, notamment New York et Londres, ont eu un comportement plus satisfaisant. Ces deux marchés nous ont permis de constituer un portefeuille plus satisfaisant. C'est pourquoi nous avons décidé de verser le troisième versement de l'année 1987, qui a par ailleurs fait l'objet d'arbitrages.

Confiance dans le redressement progressif du marché de Paris, nous insistons sur le fait que notre diversification dans les différents zones géographiques.

Donc tous les bureaux de Poste

1 Oblig
SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT À CAPITAL VARIABLE
GÉRÉE PAR LA CAISSE DES DÉPÔTS

Actif net (millions de F) : 409,6
Répartition de l'actif net :
• obligations françaises 79,6 %
• autres actifs 20,4 %
Valeur liquidative (F) : 10304,96

Situation au 30 juin 1987

Établissements placeurs : Caisse d'Épargne Écureuil, Trésor Public, Caisse des dépôts

Société d'investissement à Capital Variable

CHIFFRE D'AFFAIRES DU PREMIER SEMESTRE 1987 EN PROGRESSION DE 60%

Le chiffre d'affaires hors taxes réalisé au premier semestre 1987 par le Groupe de la Compagnie Générale d'Électricité s'est élevé à 56,6 milliards de francs et marque une progression de 60 % par rapport à celui de l'exercice précédent.

Cette évolution traduit notamment l'incidence des modifications de structures intervenues au cours des douze mois écoulés et dont les plus significatives sont :

- l'apport à Alcatel N.V. des filiales de télécommunications d'ITT Corp. dont les facturations émises au cours du premier semestre de 1987 se sont élevées à 18,2 milliards de francs ;
- la prise de contrôle par Alstom des activités d'appareillage électrique de Sprecher Energie et des activités ferroviaires de Jeumont Schneider ;
- la prise de contrôle de Lynch Communication Systems par Alcatel CIT et de la Société Nouvelle des Câbleries de Charleroi par Câbles de Lyon ;
- la cession des intérêts du Groupe dans le Joint Français.

Hors effets de structures, le chiffre d'affaires du premier semestre 1987 enregistre un progrès de l'ordre de 4 %.

La répartition par secteurs d'activité du chiffre d'affaires du Groupe est la suivante :

Secteurs	1986	1987
Énergie et transport	2 285	10 641
Nucléaire (1)	2 400	1 971
Accumulateurs et piles	1 417	1 518
Télécommunications, communication d'entreprise, câbles	16 498	35 659
dont :		
• télécommunications publiques	5 346	11 559
• communication d'entreprise	4 075	8 805
• électronique professionnelle et grand public	3 300	7 374
• câbles	3 778	7 921
Entreprise électrique et contrôle industriel	4 803	5 003
Services et divers	1 987	1 810
TOTAL	35 370	56 610

(1) Chiffre d'affaires de Framatome et de ses filiales retenu par intégration proportionnelle.

Economie

SOCIAL

M. Yvon Chotard deviendrait le représentant permanent de la France au Bureau international du travail

La décision est imminente. M. Yvon Chotard, ancien vice-président du CNPF et candidat malheureux à la succession de M. Yvon Gattaz, pourrait être nommé par le gouvernement représentant permanent de la France au Bureau international du travail (BIT) à Genève.

Ce poste de chef de la délégation française composée de façon tripartite de syndicalistes, d'employeurs et de représentants du gouvernement était occupé depuis 1978 par Gabriel Ventajol, récemment décédé. Membre du bureau confédéral de Force ouvrière de 1950 à 1974, Gabriel Ventajol avait été le rival de M. André Bergeron pour le poste de secrétaire général. Il avait été élu président du Conseil économique et social en 1974 et devait être remplacé quelques mois avant sa mort par M. Jean Martelli, ancien ministre du travail. Précédemment, les fonctions de représentant permanent auprès du BIT avaient été confiées à Léon Jouhaux, fondateur de l'OTI en 1918, puis à

Alexandre Parodi, ancien ministre du travail.

La nomination de M. Chotard, dont on disait qu'il pourrait être nommé au Conseil d'État par M. Jacques Chirac, constituerait une surprise. La personnalité de l'ancien négociateur patronal trancherait avec les choix antérieurs et pourrait déséquilibrer la représentation française. Actuellement, en effet, M. Jean-Jacques Oeschlin, directeur chargé des questions sociales internationales au CNPF, président du comité exécutif de l'Organisation internationale des employeurs, est à la tête pour un an du conseil d'administration de l'OTI.

Depuis ses origines, le BIT a été très marqué par l'influence française, et la composition de sa délégation a toujours revêtu une grande importance. Directeur général du BIT, M. Francis Blanchard, un Français, a été élu pour la première fois en 1974 et son mandat de cinq ans s'achève en 1988.

A. L.

ÉTRANGER

Aux États-Unis

La moitié environ des brevets déposés sont étrangers

Près de la moitié des brevets déposés en 1986 aux États-Unis sont d'origine étrangère et 20 % sont japonais, indique le Bureau américain des brevets. Les Américains ont déposé 38 124 brevets l'an dernier, contre 33 000 pour les étrangers. Parmi ces derniers, les Japonais se sont taillé la part du lion avec 13 857 brevets, alors qu'il y a vingt ans, le rapport entre les dépôts de brevets japonais et américains était de un à cinquante.

Le Bureau explique que ces chiffres sont « alarmants » car il montre un recul des États-Unis dans le domaine des nouvelles technologies. Sont incriminés : le système éducatif américain qui serait particulièrement faible dans les sciences et les mathématiques.

REPÈRES

Fiscalité

Baisse prochaine de l'impôt sur le revenu en Belgique

Le gouvernement belge de centre droit a annoncé, le lundi 10 août, une série de mesures budgétaires consistant à réduire les impôts, à limiter le déficit (405 milliards de francs français), soit 65 milliards de francs français, et à privatiser certaines entreprises d'État.

L'impôt sur le revenu sera modifié progressivement entre 1989 et 1992. Les réductions, qui favorisent particulièrement les familles nombreuses, représenteront 89 milliards de francs belges (14 milliards de francs français), lorsqu'elles seront complètement entrées en vigueur. La moitié des sommes non perçues seront récupérées par la baisse ou l'élimination d'une série d'allocations versées aux particuliers et aux entreprises.

Le ministre des finances, M. Eykens, a indiqué que la Belgique pourrait par la suite augmenter les taxes sur des produits comme le tabac et l'alcool afin qu'elles soient sensiblement les mêmes que celles perçues dans les autres pays de la CEE.

Commerce extérieur

Baisse des excédents japonais

Le Japon a enregistré en juillet, pour le troisième mois consécutif, une baisse de ses excédents commerciaux. Malgré une croissance record des exportations, l'excédent est revenu à 6,99 milliards de dollars, contre 8,193 milliards de dollars en juillet 1986 (chiffres en termes « douaniers »).

Les importations en provenance des États-Unis ont baissé de 4,7 % engendrant un excédent de 4,79 milliards de dollars avec ce pays. Malgré un accroissement notable des importations en provenance de la CEE (31,9 %), l'excédent japonais se monte à 1,53 milliard de dollars avec l'Europe.

Marchés financiers

PARIS, 10 août

Calme et en repli

Très peu d'affaires en ce début de semaine sur le marché de Wall Street. Boursicault toutes les prévisions, le marché américain a finalement baissé en fin de journée. Le mouvement de repli s'est accompagné d'un recul de 2 600 points, pour finalement s'établir en clôture et pour la première fois de l'histoire très au-dessus, soit très exactement à 2 633,33, avec un gain net de 43,84 points. Le bilan de la journée a été de qualité comparable. Sur 2 014 valeurs traitées, 1 153 ont monté, 460 ont baissé et 401 n'ont pas varié.

Singulièrement, aucune information encourageante n'est parvenue sur le marché de nature à favoriser les achats. Au contraire même, puisque les valeurs à venir ne se sont pas affaiblies. Tout s'est passé comme si la Bourse s'était dépeuplée. Le redressement de Tokyo a quand même produit une excellente impression avec la promesse qu'il contiendrait de ne pas dissuader les capitaux japonais de se placer aux États-Unis en particulier. De gros ordres d'achat étrangers ont, du reste, été enregistrés.

Ceux qui attendent une réaction technique se mettent le doigt dans l'œil », disait un broker. L'activité a porté sur 187,20 millions de titres, contre 212,66 millions la veille.

En baisse le matin, Europe 1 s'est redressé. Inutile de le préciser : les opérateurs n'avaient pas le moral.

Contrairement à l'attente générale, l'or n'a pas réagi à la baisse des mines d'or en Afrique du Sud. Il a baissé à Londres pour revenir de 454,10 dollars l'once à 459,50 dollars. A Paris, en revanche, il a connu une hausse de 6,31 F, le lingot a progressé de 150 F, à 92 250 F. Toutes les mines d'or ont bien sûr baissé, Buffelsfontein en tête (- 8 %).

Le marché obligataire et le MATIF ont été plus résistants. Mais sans plus. Le cœur n'y est toujours pas.

NEW-YORK, 10 août

Flambée de hausse

Début de semaine en fanfare à Wall Street. Boursicault toutes les prévisions, le marché américain a finalement baissé en fin de journée. Le mouvement de repli s'est accompagné d'un recul de 2 600 points, pour finalement s'établir en clôture et pour la première fois de l'histoire très au-dessus, soit très exactement à 2 633,33, avec un gain net de 43,84 points. Le bilan de la journée a été de qualité comparable. Sur 2 014 valeurs traitées, 1 153 ont monté, 460 ont baissé et 401 n'ont pas varié.

Singulièrement, aucune information encourageante n'est parvenue sur le marché de nature à favoriser les achats. Au contraire même, puisque les valeurs à venir ne se sont pas affaiblies. Tout s'est passé comme si la Bourse s'était dépeuplée. Le redressement de Tokyo a quand même produit une excellente impression avec la promesse qu'il contiendrait de ne pas dissuader les capitaux japonais de se placer aux États-Unis en particulier. De gros ordres d'achat étrangers ont, du reste, été enregistrés.

Ceux qui attendent une réaction technique se mettent le doigt dans l'œil », disait un broker. L'activité a porté sur 187,20 millions de titres, contre 212,66 millions la veille.

VALEURS	Cours du 7 août	Cours du 10 août
Alcoa	56 1/4	56 1/2
Aluminum	54 1/4	54 1/2
A.T.T.	33 7/8	34 1/4
Boeing	81 1/4	81 1/2
Chem. American	40 1/2	40 1/4
Du Pont	125 1/8	125 1/2
Eastman Kodak	58 3/8	58 1/2
Exxon	38 3/8	38 1/2
Ford	102 3/4	102 1/2
General Electric	80 3/8	81 1/2
General Motors	38 3/8	38 1/2
Goodyear	73 1/4	73 1/2
IBM	184 1/8	184 1/2
Intel	64 5/8	64 1/2
Modell	52 3/8	52 1/4
Polar	74 1/2	74 1/4
Rockwell	48 1/8	48 1/4
Texas	46 1/8	46 1/4
Union Pacific	23 3/4	23 1/2
U.S. Steel	37 1/2	38 1/4
Verizon	37 1/2	38 1/4
Wells Fargo	76 1/2	76 3/4

CHANGES

Dollar : 6,31 F =

Plus faible mardi à l'ouverture, le dollar s'est redressé sur toutes les places financières pour se hisser légèrement au-dessus de ses niveaux précédents. Il a valu 6,3125 F (contre 6,3110 F) et 6,3110 DM (contre 6,3090 DM). Pour la première fois, le MATIF est tombé en dessous de 100.

FRANCFORT	10 août	11 août
Dollar (en DM)	1,998	1,998
TOKYO	10 août	11 août
Dollar (en yen)	161,45	161,45

MARCHÉ MONÉTAIRE

(cette page)

Paris (11 août)	77 1/8
New-York (10 août)	69 1/4

INDICES BOURSIS

PARIS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1986)

	7 août	10 août
Valeurs françaises	1022	1024
Valeurs étrangères	1254	1254

NEW-YORK

(Index Dow Jones)

	7 août	10 août
Industrielles	2592	2635,83

LONDRES

(Index Financial Times)

	7 août	10 août
Industrielles	1765,90	1742,60
Mines d'or	462,40	463,50
Fonds d'État	85,94	86,23

TOKYO

Nikkei Dow Jones

	7 août	10 août
Nikkei Dow Jones	2518,70	2522,97
Indice général	2479,27	2491,22

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 10 août				
Nombre de contrats : 41 906				
COURS	Sept. 87	Déc. 87	Mars 88	Juin 88
Dernier	100,45	100,35	100,25	100,20
Précédent	100,65	100,55	100,45	100,40

LA VIE DE LA COTE

GAN : HAUSSE DES RÉSULTATS. — Le résultat consolidé de la société GAN, principal fabricant britannique de gaz industriels et médicamenteux et de produits de carbone, annonce une hausse de 26 % de son bénéfice imposable pour les neuf premiers mois de l'exercice 1986-1987, terminé le 30 juin 1987 (1986-1987 : 131 millions de livres, contre 103,1 millions).

Ce résultat, conforme aux prévisions des analystes boursiers, a été réalisé avec un chiffre d'affaires de 1 438,3 millions de livres (contre 1 372,5 millions). Le bénéfice net par action passe de 21,49 à 26,82 pence.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	Aug. 87	Sept. 87	Aug. 87	Sept. 87	Aug. 87	Sept. 87
S.E.-U.	6,308	6,308	6,308	6,308	6,308	6,308
S.E.-U. (100)	4,793	4,793	4,793	4,793	4,793	4,793
Yen (100)	161,45	161,45	161,45	161,45	161,45	161,45
DM	3,347	3,347	3,347	3,347	3,347	3,347
Mark	2,920	2,920	2,920	2,920	2,920	2,920
S.E.-U. (100)	16,892	16,892	16,892	16,892	16,892	16,892
Y.S. (1000)	4,028	4,028	4,028	4,028	4,028	4,028
E. (1000)	9,936	9,936	9,936	9,936	9,936	9,936

TAUX DES EUROMONNAIES

	3 1/2	6 1/2	9 1/2	12 1/2	15 1/2	18 1/2	21 1/2	24 1/2	27 1/2	30 1/2
S.E.-U.	4 3/8	5 3/8	6 3/8	7 3/8	8 3/8	9 3/8	10 3/8	11 3/8	12 3/8	13 3/8
DM	3 1/2	4 1/2	5 1/2	6 1/2	7 1/2	8 1/2	9 1/2	10 1/2	11 1/2	12 1/2
Mark	4 7/8	5 7/8	6 7/8	7 7/8	8 7/8	9 7/8	10 7/8	11 7/8	12 7/8	13 7/8
S.E.-U. (100)	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Y.S. (1000)	1 3/8	1 7/8	2 1/8	2 5/8	3 1/8	3 5/8	4 1/8	4 5/8	5 1/8	5 5/8
E. (1000)	9 3/8	10 3/8	11 3/8	12 3/8	13 3/8	14 3/8	15 3/8	16 3/8	17 3/8	18 3/8
E. (1000)	7 1/8	8 1/8	9 1/8	10 1/8	11 1/8	12 1/8	13 1/8	14 1/8	15 1/8	16 1/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises pour sont indiqués en fin de semaine par une grande banque de la place.

COURSE DE PARIS

VALEURS	Cours du 7 août	Cours du 10 août
Alcatel	102 1/2	102 1/2
Alcatel CIT	102 1/2	102 1/2
Alcatel N.V.	102 1/2	102 1/2
Alcatel CIT	102 1/2	102 1/2
Alcatel CIT	102 1/2	102 1/2
Alcatel CIT	102 1/2	102 1/2
Alcatel CIT	102 1/2	102 1/2
Alcatel CIT	102 1/2	102 1/2
Alcatel CIT	102 1/2	102 1/2
Alcatel CIT	102 1/2	102 1/2

Comptant

VALEURS	Cours du 7 août	Cours du 10 août
Alcatel	102 1/2	102 1/2
Alcatel CIT	102 1/2	102 1/2
Alcatel N.V.	102 1/2	102 1/2
Alcatel CIT	102 1/2	102 1/2
Alcatel CIT	102 1/2	102 1/2
Alcatel CIT	102 1/2	102 1/2
Alcatel CIT	102 1/2	102 1/2
Alcatel CIT	102 1/2	102 1/2
Alcatel CIT	102 1/2	102 1/2
Alcatel CIT	102 1/2	102 1/2

Second marché

VALEURS	Cours du 7 août	Cours du 10 août
Alcatel	102 1/2	102 1/2
Alcatel CIT	102 1/2	102 1/2
Alcatel N.V.	102 1/2	102 1/2
Alcatel CIT	102 1/2	102 1/2
Alcatel CIT	102 1/2	102 1/2
Alcatel CIT	102 1/2	102 1/2
Alcatel CIT	102 1/2	102 1/2
Alcatel CIT	102 1/2	102 1/2
Alcatel CIT	102 1/2	102 1/2
Alcatel CIT	102 1/2	102 1/2

مكتبة الامير

10 AOUT Cours relevés
à 17 h 32

Compen-	VALUES	Cents	Premier	Dawner	%
		count	count	count	+ -
142	Buffalo News	142	20	131	10
143	Buffalo News	234	260	281	50
30	On Bear	234	260	281	50
2100	Dawson Bank	2360	2375	2380	
26	Dome News	100	100	102	
26	Dome News	112	112	112	
26	Dome News	161	161	160	
26	Dome News	790	788	788	
26	Dome News	802	802	802	
26	Dome News	850	850	850	
26	Dome News	880	880	880	
26	Dome News	910	910	910	
26	Dome News	940	940	940	
26	Dome News	970	970	970	
26	Dome News	1000	1000	1000	
26	Dome News	1030	1030	1030	
26	Dome News	1060	1060	1060	
26	Dome News	1090	1090	1090	
26	Dome News	1120	1120	1120	
26	Dome News	1150	1150	1150	
26	Dome News	1180	1180	1180	
26	Dome News	1210	1210	1210	
26	Dome News	1240	1240	1240	
26	Dome News	1270	1270	1270	
26	Dome News	1300	1300	1300	
26	Dome News	1330	1330	1330	
26	Dome News	1360	1360	1360	
26	Dome News	1390	1390	1390	
26	Dome News	1420	1420	1420	
26	Dome News	1450	1450	1450	
26	Dome News	1480	1480	1480	
26	Dome News	1510	1510	1510	
26	Dome News	1540	1540	1540	
26	Dome News	1570	1570	1570	
26	Dome News	1600	1600	1600	
26	Dome News	1630	1630	1630	
26	Dome News	1660	1660	1660	
26	Dome News	1690	1690	1690	
26	Dome News	1720	1720	1720	
26	Dome News	1750	1750	1750	
26	Dome News	1780	1780	1780	
26	Dome News	1810	1810	1810	
26	Dome News	1840	1840	1840	
26	Dome News	1870	1870	1870	
26	Dome News	1900	1900	1900	
26	Dome News	1930	1930	1930	
26	Dome News	1960	1960	1960	
26	Dome News	1990	1990	1990	
26	Dome News	2020	2020	2020	
26	Dome News	2050	2050	2050	
26	Dome News	2080	2080	2080	
26	Dome News	2110	2110	2110	
26	Dome News	2140	2140	2140	
26	Dome News	2170	2170	2170	
26	Dome News	2200	2200	2200	
26	Dome News	2230	2230	2230	
26	Dome News	2260	2260	2260	
26	Dome News	2290	2290	2290	
26	Dome News	2320	2320	2320	
26	Dome News	2350	2350	2350	
26	Dome News	2380	2380	2380	
26	Dome News	2410	2410	2410	
26	Dome News	2440	2440	2440	
26	Dome News	2470	2470	2470	
26	Dome News	2500	2500	2500	
26	Dome News	2530	2530	2530	
26	Dome News	2560	2560	2560	
26	Dome News	2590	2590	2590	
26	Dome News	2620	2620	2620	
26	Dome News	2650	2650	2650	
26	Dome News	2680	2680	2680	
26	Dome News	2710	2710	2710	
26	Dome News	2740	2740	2740	
26	Dome News	2770	2770	2770	
26	Dome News	2800	2800	2800	
26	Dome News	2830	2830	2830	
26	Dome News	2860	2860	2860	
26	Dome News	2890	2890	2890	
26	Dome News	2920	2920	2920	

10/8

Emission Prize and.	Rachet net	VALEURS	Emission Prize and.	Rachet net
252 76	249 02c	Pennsylv	571 32	551 81
531 28	811 01	Prussia Croatica	676 38	648 78
		Prussia Espagn	15407 20	15376 46
811 30	811 01	Prussia Hongr	571 32	551 81
356 90	557 90	Prussia Portug	108 90	106 90
11054 28	10880 52	Prussia Romaine	578 44	554 96
1051 84	1050 78	Prussia Sard	507 62	484 88
8686 50	8686 50	Prussia Saxe	507 62	484 88
180 51	208 41	Prussia Saxe	1265 48	1248 96
190 85	181 43	Prussia Saxe	248 41	247 17
10532 10	10532 10	Prussia Saxe	771 30	738 72
1332 06	1332 06	Prussia Saxe	108 90	106 90
123 94	180 33	Prussia Saxe	507 62	484 88
67 27	72 81	Prussia Saxe	108 90	106 90
746 58	712 73	Prussia Saxe	507 62	484 88
1108 46	1108 46	Prussia Saxe	507 62	484 88
131 06	131 06	Prussia Saxe	507 62	484 88
1367 50	1367 50	Prussia Saxe	507 62	484 88
202 30	227 22	Prussia Saxe	507 62	484 88
1032 34	1032 34	Prussia Saxe	507 62	484 88
1486 58	1486 58	Prussia Saxe	507 62	484 88
4181 01	4186 63	Prussia Saxe	507 62	484 88
811 95	803 91	Prussia Saxe	507 62	484 88
13418 22	13375 22	Prussia Saxe	507 62	484 88
11628 15	11628 15	Prussia Saxe	507 62	484 88
14240 30	14240 30	Prussia Saxe	507 62	484 88
69 13	69 13	Prussia Saxe	507 62	484 88
2077 46	2077 46	Prussia Saxe	507 62	484 88
131 85	131 85	Prussia Saxe	507 62	484 88
239 47	239 47	Prussia Saxe	507 62	484 88

291 52	278 30	S&L Court terms	11802 74	11714 88
66098 53	66098 53	Selection Committee	558 62	542 36
894 22	853 67	Securities (Canada BP) ..	747 04	736
344 26	328 64	Slow-Associations	1385 76	1393 67
281 36	249 51	S.F.I. fr. et dr.	667 40	647 98

[illegible]

1076 13	1085 48	• : droit détaché
860 80	830 84	d : demandé
54047 89	53248 25 ♦	♦ : prix précédent
558 01	532 71	★ : marché continu.

COURS DES BILLETS		Marché libre de l'or			
Part	Vente	MONNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 10/100	
4 020	6 520	Or fin (au barreau)	92800	92300	
4 100	341 800	Or fin (en lingot)	92100	92250	
4 600	16 500	Pièces françaises (20 H)	522	53	
4 600	31	Pièce française (10 H)	383	393	
4 600	94	Pièce française (5 H)	576	591	
4 600	81	Pièce latine (10 H)	672	686	
4 650	10 250	Pièces de 20 dollars	2956	2889	
4 700	5 100	Pièces de 10 dollars	1465	1469	
4 750	385	Pièces de 5 dollars	905	905	
4 800	90 500	Pièces de 25 pesos	3452	345	
4 800	408 900	Pièces de 10 Roubles	566	565	
4 800	5 200	Or Londres	484	486	
4 800	4 800	Or Zurich	483 50	48	
4 850	4 800	Or Hongkong	488	48	
4 980	4 170	Argent Londres	7 98		

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 Afrique du Sud : la grève des mineurs. — Tchad : le conflit avec la Libye. 4 La tension dans le Golfe. 5 Corée du Sud : l'agitation sociale risque d'avoir des répercussions sur les exportations.	6 Les critiques du Parti socialiste à l'encontre du gouvernement.	7 Corse : l'enquête reste confiée à la gendarmerie. — La construction de nouvelles prisons. — Les disparus de Mourmelon. 8 Alcool et parrainage sportif : le point de vue du professeur Claude Got.	11 Lohengrin à Bayreuth dans la mise en scène de Werner Herzog. 12 Digressions, par Bernard Frank. — Communication : La privatisation de RMC-TMC.	17 Fusion helvético-suédoise dans la construction électrique. — Activités soutenues dans le BTP. 18 Yvon Chotard deviendrait représentant permanent de la France au Bureau international du travail. 18-19 Marchés financiers.	Abonnements 15 Météorologie 14 Mots croisés 14 Carnet 15 Radio-télévision 14 Annonces classées 16 Loto 15 Spectacles 13	● Exclutif : Corse : guerre des polices, ETC ● Tour de France à la voile : arrivée, ETC ● Cinéma : faites-vous une toile, CINE Actualités, Sports, International, Culture, Jeux, Bourse. 3615 Tapez LEMONDE

Les événements du Golfe et les bons indices américains

Le dollar et Wall Street en hausse

Alors que la crise du Golfe ne semble plus guère affecter le prix du pétrole — stable depuis le début de cette semaine, — le dollar et les marchés financiers sont tirés à la hausse. La monnaie américaine, qui reste une valeur refuge en cas de tensions, a retrouvé ses niveaux de janvier dernier, alors que plusieurs grandes places financières mondiales (New-York, Francfort, Amsterdam) enregistrent des niveaux records.

Amorcée la semaine dernière, la hausse du dollar s'est poursuivie au début de cette semaine. Les banques centrales, notamment la Bundesbank et la Réserve fédérale, ont même intervenues pour stopper cette hausse. On estime, sur les marchés, à près de 1 milliard de dollars le montant des ventes réalisées par les banques centrales au cours des derniers jours.

Alors que le mouvement de hausse était freiné, le lundi 10, en fin d'après-midi à New-York, le dollar restait ferme bien qu'il eût baissé mardi matin sur la plupart des places européennes. A Paris, sur le marché interbancaire, le dollar s'échangeait à 6,3125 F français (contre 6,3110 la veille), 1,8910 DM (contre 1,8908) et 1,5115 yens (contre 1,5145). Le franc français a enregistré un léger tassement vis-à-vis du mark, la devise allemande passant de 3,3354 F lundi à 3,3375 F mardi dans la matinée.

Le marché des changes, peu actif en cette période de l'année, est extrêmement sensible au moindre événement, ce qui favorise les variations enregistrées en ce moment sur la devise américaine. Le billet vert reste bel et bien une valeur refuge en période de grande incertitude internationale pour les investisseurs. Ceux-ci restent enfin favorablement impressionnés par les performances économiques américaines, et notamment la baisse du chômage, dont le taux est revenu à 6 % en juillet dernier. Le rapport de la commission économique conjointe du Congrès, publié lundi, et qui souligne que le gonflement actuel de la dette extérieure américaine met en danger le statut de leader économique mondial des Etats-Unis n'a, semble-t-il, pas affecté la confiance des investisseurs.

Certains marchés financiers, quant à eux, enregistrent à nouveau des indices records. Alors que la

Bourse de Tokyo amorçe un redressement, à New-York, l'indice Dow Jones a encore pris lundi 44 points, atteignant le record historique de 2 636. Amsterdam et Francfort sont également à leurs plus hauts niveaux. Cette progression des actions apparaît quelque peu paradoxale, alors que beaucoup d'experts évoquent une remontée des taux d'intérêt.

En fait, les investisseurs confiants dans la poursuite de l'amélioration des profits des entreprises restent attirés par la Bourse. Ainsi, aux Etats-Unis, si les bénéfices des entreprises ont diminué, au deuxième trimestre 1987, de 21 %, c'est essentiellement à cause des résultats des banques. Celles-ci, on le sait, ont dû constituer d'importantes provisions sur leurs créances aux pays en développement. Si l'on exclut les banques, les profits des entreprises américaines ont encore augmenté de 22 %.

Face à cette euphorie de certaines places étrangères, Paris reste très morose. Les taux d'intérêt semblent orientés à la hausse : l'adjudication des bons du Trésor lundi, l'a confirmé. Le MATIF (marché à terme des instruments financiers) est au plus bas. Il se passe en dessein de 100 pour la première fois depuis sa création, en février 1986.

A. D. et E. L.

ÉGYPTÉ : après des arrestations préventives

Nouvelle mise en garde du ministre de l'intérieur aux maximalistes musulmans

LE CAIRE de notre correspondant

Le ministre égyptien de l'intérieur, le général Zaki Badr, a implicitement mis en garde les maximalistes musulmans contre toute atteinte à la sécurité et l'ordre. Dans une déclaration, le lundi 10 août, à l'académie de police du Caire, le ministre a indiqué qu'il était prêt à « user de tous les moyens à sa disposition, y compris l'internement, pour faire régner la sécurité et l'ordre ».

Le général a révélé à cet égard que la police avait procédé, la semaine dernière, à l'arrestation préventive, dans différentes provinces, d'un certain nombre d'extrémistes qui cherchaient à porter atteinte à l'ordre à l'occasion de la prière en plein air de la fête du grand Ramadan. La presse d'opposition avait indiqué quant à elle que les forces de l'ordre avaient appréhendé des dizaines d'islamistes dans différents quartiers populaires du Caire.

Le ministre a par ailleurs accusé l'organisation extrémiste musulmane Al Jihad (guerre sainte) d'avoir tenté de diviser les forces de l'ordre en distribuant des tracts « mensongers dont elle prétendait

qu'ils émanaient de policiers révoltés ».

En ce qui concerne l'affaire Abou Bacha, cet ancien ministre de l'intérieur blessé, le 5 mai, au cours d'un attentat imputé à des membres de l'organisation Al Jihad, le ministre a affirmé que « le dossier est aujourd'hui complet ». « Nous avons retrouvé les armes ayant servi à l'attentat », a indiqué le ministre, qui a ajouté que le dossier avait été transmis au parquet. La police avait, rappelle-t-on, annoncé l'arrestation de deux auteurs présumés de l'attentat appartenant à la mouvance islamiste.

Le ministre a, par ailleurs, indiqué que les forces de l'ordre avaient saisi cent vingt armes automatiques similaires à celle ayant servi contre le général Abou Bacha, dans la région du lac Manzalla, au nord-est du delta. Il a de plus confirmé les informations selon lesquelles les islamistes avaient procédé au vol d'armes automatiques arrachées à des agents de police chargés de garder les édifices publics.

Le symposium inauguré à l'académie de police par le ministre de l'intérieur porte sur « le phénomène de l'extrémisme religieux », « le terrorisme et la sécurité des personnes et des biens ».

ALEXANDRE BUCCIANI.

URSS

Des milliers d'enfants abandonnés

Une campagne soutenue par l'Etat vient d'être lancée en Union soviétique pour recueillir des fonds en faveur des enfants abandonnés et des orphelins.

Selon l'écrivain Albert Likhanov, qui le présentait, le dimanche 8 août, dans un entretien avec le quotidien de la jeunesse Komsomolskaja Pravda, près de 1 million d'enfants, pour le plus part abandonnés par leurs parents, vivent en URSS sous la dépendance de l'Etat ou plus ou moins pris en charge par des amis ou des parents. Victimes de mauvais traitements, cent mille doivent être adoptés chaque année.

Le nombre de ces enfants privés de famille a triplé depuis 1946. Aujourd'hui, a précisé l'écrivain, 259 000 d'entre eux sont pris en charge par l'Etat, 729 000 autres par des amis ou des parents. Beaucoup d'entre eux vivent dans des conditions sanitaires déplorables ou sont confiés à des gens peu recommandables.

Ces révélations semblent faire partie de la politique de moralisation de la vie publique engagée par les autorités. M. Likhanov a dénoncé comme source du problème « l'égoïsme social et le surchaleur de plus en plus aigus ». — (AP.)

BULGARIE

Le parti entre en lutte contre le culte de la personnalité

Sofia (AFP). — Dans une résolution récemment adoptée par le bureau politique, le Parti communiste bulgare a décidé de lutter contre le culte de la personnalité.

Publiée le lundi 10 août par la presse de Sofia, cette résolution précise que « la pratique de la célébration des anniversaires de dirigeants politiques en vie sera annulée », et que « les portraits des dirigeants du Parti et de l'Etat bulgare et socialistes ne seront plus exposés dans des édifices publics ».

Le bureau politique a décidé d'interdire l'édification « de bustes ou de monuments aux personnes éminentes en vie ». Il prévoit que « les ordres leur soient décernés pour des mérites et non à l'occasion d'anniversaires ».

La résolution indique en outre : « Le protocole de l'arrivée et du départ de délégations officielles en voyage en Bulgarie sera réduit à un minimum, et les médias ne seront plus obligés de publier le texte intégral des discours et des toasts prononcés lors de ces visites ». Enfin « les slogans qui surchargent les places publiques et les rues » seront remplacés par « des inscriptions contenant des informations concrètes ».

Le même texte prévoit d'autre part l'instauration d'un jour férié, le 3 mars, anniversaire de la libération de la Bulgarie de la domination ottomane, en 1878.

ÉTATS-UNIS

M. William Verity a été nommé nouveau secrétaire d'Etat au commerce

M. William Verity, nommé le lundi 10 août secrétaire au commerce par le président Ronald Reagan, succède à M. Malcolm Baldrige, mort accidentellement lors d'un rodéo il y a deux semaines. Sa nomination doit encore être confirmée par le Sénat, qui se réunira après les vacances parlementaires de l'été.

Le président américain a souligné que M. Verity « partageait son attachement au commerce libre et loyal » et qu'il était opposé au protectionnisme, « qui déclencherait immédiatement des représailles et interromprait les progrès récents du commerce mondial ».

[Ancien extra de la métallurgie américaine, M. Verity s'est fait remarquer en 1981, lors de son passage à la tête d'une commission chargée de relancer l'aide privée aux programmes spatiaux. Jusqu'en 1982, il était président d'Armco, une entreprise sidérurgique fondée en 1900 par son grand-père. M. Verity a également coprésidé jusqu'en 1984 le Conseil de l'économie et du commerce américano-soviétique, où il s'était fait l'avocat d'un accroissement des échanges avec l'URSS.]

Selon le commissaire européen au commerce

L'Europe industrielle devra se protéger en 1992

Face à l'invasion « de produits japonais en Europe, M. Willy De Clercq, le commissaire européen pour le commerce, estime, dans un entretien publié le 10 août par la Tribune de l'économie, que « nous ne pourrions pas laisser sans la moindre protection des pays entiers de notre industrie ». D'ici à 1993, « les protections nationales en vigueur dans certains pays devront disparaître, explique le responsable de la commission, et être remplacées par une protection communautaire globale ».

Évoquant notamment le secteur automobile, particulièrement concerné après les demandes pressantes des constructeurs européens, M. De Clercq reconnaît que si les industriels sont solidaires, les Etats ne sont pas encore tous convaincus « pour l'instant » de la nécessité de cette démarche. « Une stratégie globale sera nécessaire, sinon nous ne parviendrons pas à contenir cette invasion japonaise », indique le commissaire qui espère qu'elle le fera dans « les trois prochains mois ».

LIBAN

Six soldats israéliens blessés au Sud

Jérusalem (AFP). — Six soldats israéliens ont été blessés, le lundi 10 août, par des explosions d'obus de mortiers, dans le secteur central de la « zone de sécurité » établie par Israël au Liban sud, apprenait-on de source militaire israélienne.

Trois soldats israéliens touchés par des éclats ont été transportés par hélicoptère vers un hôpital du nord d'Israël. Leur état n'inspire pas d'inquiétude. Les trois autres, légèrement blessés, ont été soignés sur place.

Par ailleurs, un hélicoptère de combat israélien a été attaqué, mardi, par un « véhicule suspect » au Liban sud, au nord de la « zone de sécurité », apprenait-on de même source.

Lundi, à l'aube, une rafale de roquettes Katioucha s'est abattue sur les régions frontalières de la Galilée (nord d'Israël) pour la seconde fois en vingt-quatre heures. Les roquettes n'avaient fait ni victime ni dégât.

La comédienne Jeanne Boitel est morte

Jeanne Boitel, pensionnaire de la Comédie-Française de 1948 à 1967, est décédée, le vendredi 7 août, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Née à Paris, le 4 janvier 1904, Jeanne Boitel suit les cours du conservatoire national d'art dramatique et débute au théâtre en 1921. Elle interprète plus d'une soixantaine de rôles dans l'Aiglon, l'Arlequin, les Parents terribles, ainsi que dans des opérettes.

Au Français, on lui confie de nombreux rôles dans les pièces de Molière, de Rostand, et elle joue des œuvres contemporaines comme celles de Bourdieu et de Bernanos. En 1951, elle fait ses débuts au cinéma, où elle tournera une trentaine de films.

De son interprétation dans le Mozart de Sacha Guitry, elle conservera un pseudonyme sous lequel elle s'illustra dans la Résistance. Elle deviendra ainsi la secrétaire d'Alexandre Parodi à la délégation générale du gouvernement provisoire de la République.

Officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, rosette de la Résistance et trois des combattants volontaires, Jeanne Boitel était la veuve de Jacques Jauffard, ancien secrétaire général des affaires culturelles et collaborateur d'André Malraux.

L'affaire des travailleurs clandestins dans le Var

Le responsable d'une société de carrelage inculpé et écroué

Responsable d'une société de carrelage, M. Gérard André, a été inculpé et écroué à Draguignan (Var) dans le cadre de l'enquête de la brigade financière du SRPJ de Marseille sur une filière d'entrées illégales de travailleurs portugais en France. Inculpé d'aide et assistance à séjours irréguliers et d'obtention du monopole de l'Office national de l'immigration (ONI), M. Gérard André détient un quart du capital de la Société de travaux industriels variés (STIV), une SARL implantée à La Seyne. Cette entreprise travaille, en sous-traitance, à la pose de carrelage sur le chantier du lotissement du Mail, à Saint-Raphaël. C'est sur ce chantier, lors d'un contrôle de routine par l'inspection du travail, que plusieurs travailleurs portugais avaient été trouvés, le 30 juillet, sans titre de travail (Le Monde du 6 août).

Cette même œuvre illégale aurait été fournie à la STIV par le gérant de la Société SAG (Société avant-garde) dont le gérant, M. André Gimenez, a été inculpé pour les mêmes infractions et écroué, le 1^{er} août à Draguignan.

Mort de trois alpinistes dans le massif du Mont-Blanc

Trois alpinistes ont trouvé la mort dans le massif du Mont-Blanc le lundi 10 août. Deux hommes, Jean-Yves Gaymard, vingt-six ans, demeurant à Passy (Haute-Savoie) et Yves Debruyne, vingt-quatre ans, domicilié à Ypres (Belgique) sont morts de froid et d'épuisement. Le troisième, un jeune homme de 21 ans, est mort de la même façon.

Les trois alpinistes ont été retrouvés par des équipes de secours. Ils étaient tous trois membres de la section italienne du massif du Mont-Blanc, près du refuge « Vallois », à 4 200 mètres d'altitude.

Un troisième alpiniste, Claude Remonte, quarante-cinq ans, également retrouvé à Romainville, a également trouvé la mort dans le massif. Par ailleurs, on est toujours sans nouvelle d'Alex Pitcher, un jeune spéléologue britannique de dix-sept ans, disparu depuis vendredi dernier dans le gouffre du Berger, au nord du massif du Vercors. Alex Pitcher, qui fait partie du club de spéléologie de Manchester, était descendu vendredi dans le gouffre en même temps que vingt autres spéléologues britanniques.

Le numéro du « Monde » daté 11 août 1987 a été tiré à 457 978 exemplaires

A B C D E F G

La tournée des plages de M. Jean-Marie Le Pen

« Je suis partout chez moi en France »

M. Jean-Marie Le Pen a qualifié, le lundi 10 août, à Houlgate (Calvados), de « privation des droits civiques » le fait de n'avoir pu tenir dans ce département, faute d'autorisation administrative pour deux semaines, les réunions prévues à Cabourg, Houlgate et Vieuxville dans sa tournée des plages. « Je suis partout chez moi en France », a dit le président du Front national, en donnant « rendez-vous aux prochains élections municipales » aux maires des trois communes.

Après avoir souligné que sa tournée des plages de cet été était la deuxième étape de sa campagne pour l'élection présidentielle et que la troisième allait débuter le 19 et 20 septembre prochain avec la « fête des bleu-blanc-rouge » au Bourget, M. Le Pen a précisé que les militants de son parti allaient rendre visite à « tous les cinq cents signatures légales pour participer au scrutin présidentiel ».

(OUVERT EN AOUT) DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT

PRIX EXCEPTIONNELS avec la garantie d'un grand maître tailleur.

LEGRAND Tailleur
27, rue de la République, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-61.
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h.

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel
36-15 + LEMONDE

Le Monde sur minitel
ENCORE LA CORSE...
3615 TAPEZ LEMONDE

EN BREF

● M. Gaudin soutient au gouvernement. — « A aucun moment le vote des parlementaires UDF ne fera défaut à l'action du gouvernement », a déclaré le lundi 10 août, M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale. « Pour autant, il ne nous est pas interdit d'exprimer, ici ou là, un certain nombre de remarques ou de faire des suggestions », a-t-il ajouté au micro de France-Inter.

● Grève de la faim à Radio-Soleil-Goutte-d'Or. — Le président de la station parisienne Radio-Soleil-Goutte-d'Or, M. Mohamed Bachir, connu sous le nom de Mokhtar, a entamé le lundi 10 août une grève de la faim limitée dans les studios de sa station. Créateur en 1981 de Radio-Soleil, aujourd'hui incluse de la liste des stations choisies par le CNCL, Mokhtar proteste ainsi contre, dit-il, « la médiocrité et les magouilles qui régissent les autorisations de fréquence sur la bande FM ». Implantée au cœur du dix-huitième arrondissement et destinée à un public d'immigrés maghrébins, Radio-Soleil, qui n'a pu se joindre au regroupement France-Maghreb-Média 2001 — a envoyé de nombreux télégrammes à la CNCL pour demander la reconduction de son autorisation, la grève de la faim étant, selon son président, « un acte désespéré, mais le seul désormais possible pour exprimer notre dignité ».

● Isth PREPAS ECOLES DE COMMERCE quelques places disponibles pour excellents bacheliers

FILIERE ECONOMIQUE Succès confirmés Renseignements et inscriptions: ISTH

Tél. 01-43-18-11-11, 01-43-18-11-12, 01-43-18-11-13

BOURSE DE PARIS

Matinée du 11 août

Plus soutenu

Lourde en début de semaine, la Bourse de Paris s'est un peu ressaisie mardi au cours de la séance matinale. Mais à cause des tensions sur les taux d'intérêt à long terme, le marché a manqué de souffle. En progrès de 0,5 %, l'indicateur instantané d'enregistrement en clôture qu'une avance de 0,56 %. Hausse de Lyonnaise des eaux, SGE, Auxilium d'entreprises, Dumez, Perrier, Bic, Cetelem, Générale des eaux. Recul des grands magasins, de Beghin et Schneider.

Valeurs françaises	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Agencement	457	457 90	458
Agora Hénoc	537	538	538
Air Liquide (L)	880	883	883
Banque Paribas	651	657	657
Banque	2850	2852	2852
Banque	1186	1194	1195
B.S.N.	4675	4675	4685
Canal+	.....	.....	.....
Chargem SA	1282	1283	1284
Club Méditerranée	820	830	830
Euro (Sic)	.....	.....	.....
E.S. Aquitaine	2778	2778	2778
Esso	.....	.....	.....
Lafayette Copie	1420	1459	1460
Lyonn. des Eaux	318	322 80	321
Michelin	2825	2826	2826
Midi (Cie)	2825	2826	2826
Motif-Hennessy	973	972	972
Navig. Méditerranée	.....	.....	.....
Oréal (L)	.....	.....	.....
Peugeot S.A.	468	472	472
Saint-Gobain	786	772	787
Suez	521	526	523
Thomson-CSF	.....	.....	.....
Tout-C.F.P.	2002	2020	2020
T.A.T.	587	592	590
Veolia	.....	.....	.....

La tension de Washington accablée par Paris et La

Washington a été accusé de « manipulation de l'opinion » par le ministre de la Défense français, qui a déclaré que l'armée américaine n'avait pas le droit de s'immiscer dans les affaires internes d'un pays étranger.

La réponse dilatoire

Le ministre de la Défense américain a répondu que l'armée américaine n'avait pas le droit de s'immiscer dans les affaires internes d'un pays étranger. Il a déclaré que l'armée américaine n'avait pas le droit de s'immiscer dans les affaires internes d'un pays étranger.

L'étonnant soutien de

Le flirt de l'e

La librairie parisiennne, spécialisée dans le domaine de la littérature, a annoncé qu'elle allait publier une collection de livres de la collection de la librairie de la rue de la Harpe.

La librairie parisiennne, spécialisée dans le domaine de la littérature, a annoncé qu'elle allait publier une collection de livres de la collection de la librairie de la rue de la Harpe.

La librairie parisiennne, spécialisée dans le domaine de la littérature, a annoncé qu'elle allait publier une collection de livres de la collection de la librairie de la rue de la Harpe.

La librairie parisiennne, spécialisée dans le domaine de la littérature, a annoncé qu'elle allait publier une collection de livres de la collection de la librairie de la rue de la Harpe.

La librairie parisiennne, spécialisée dans le domaine de la littérature, a annoncé qu'elle allait publier une collection de livres de la collection de la librairie de la rue de la Harpe.

La librairie parisiennne, spécialisée dans le domaine de la littérature, a annoncé qu'elle allait publier une collection de livres de la collection de la librairie de la rue de la Harpe.

La librairie parisiennne, spécialisée dans le domaine de la littérature, a annoncé qu'elle allait publier une collection de livres de la collection de la librairie de la rue de la Harpe.